

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

DE
L'OPPOSABILITÉ AUX TIERS
PAR LA VOIE CIVILE

DE LA
TRANSMISSION DES TITRES NOMINATIFS

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 26 novembre 1931, à 9 h. 30

PAR

Pierre VINCENT

Président : M. R. DEMOGUE, professeur

Suffragants { MM. A. WAHL }
 { J. HÉMARD } *professeurs.*

PARIS

A. PEDONE, Editeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot

—
1931

Vincent.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE
L'OPPOSABILITÉ AUX TIERS
PAR LA VOIE CIVILE
DE LA
TRANSMISSION DES TITRES NOMINATIFS

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 26 novembre 1931, à 9 h. 30

PAR

Pierre VINCENT

Président : M. R. DEMOGUE, professeur

Suffragants { MM. A. WAHL } *professeurs.*
 { J. HÉMARD }

PARIS

A. PEDONE, Editeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, Rue Soufflot

—
1931



INTRODUCTION

Un arrêt relativement récent de la Cour de cassation (5 janvier 1926¹) dont nous extrayons les attendus suivants :

Attendu que l'art. 36 C. com. en autorisant la transmission des actions nominatives par transfert sur les registres d'une société a voulu créer un mode nouveau et plus facile de transmission mais non interdire celui de droit commun (mode civil de l'art. 1690).

Attendu qu'une règle analogue s'applique aux obligations qui sont des titres de créance contre les sociétés, lorsque celles-ci autorisent leur émission sous la forme nominative,

a confirmé — en matière de transmission de titres nominatifs — la jurisprudence de la Cour sur cette question : Le mode commercial (art. 36 C. com.) exclut-il le mode civil de droit commun (art. 1690 C. civ.) ?

Cet arrêt a provoqué une nouvelle attention sur ce

1. Cassation, 5 janvier 1926, S. 1926.1.97 (note Ch. Lyon-Caen); D. 1926.1.65 (note A. Wagner).

problème de la transmission des titres nominatifs par la voie civile que nous nous proposons d'étudier.

Pratiquement, le titre nominatif ne se transmet pas suivant le procédé de droit commun prévu par l'art. 1690 C. civ. pour la cession des choses incorporelles, mais au moyen d'un mode spécial : le transfert, visé dans l'art. 36 C. com.

Nous demandant pourquoi cette voie commerciale de l'art. 36 a été ouverte en vue de la transmission du titre nominatif, nous essayerons de déterminer les raisons pour lesquelles la voie civile paraissait ne pas pouvoir convenir. Nous examinerons la question de savoir si et dans quelle mesure les règles qui président à la transmission des choses incorporelles (art. 1689 et suiv. du Code civil) se retrouvent dans le mode commercial, si en d'autres termes le transfert est le mode civil adapté au titre nominatif. Enfin nous délimiterons le domaine d'application conservé — à côté du transfert — par le procédé civil de cession de l'art. 1690; et s'il est démontré que le choix est laissé aux parties entre les deux modes de transmission — civil et commercial — nous rechercherons si dans « toute transmission » de titre nominatif, les parties n'auraient pas intérêt à employer le procédé civil de cession, de préférence au transfert : c'est la question de la généralisation de l'emploi de ce mode civil dont l'utilisation permettrait d'éviter les lon-

gues formalités du transfert qui rendent si lente la transmission du titre nominatif.

Généralisation de l'emploi du mode civil :

Le mode civil de l'art. 1690 dont l'emploi donnerait la possibilité d'échapper au contrôle exercé par la société débitrice lors du transfert, paraît devoir assurer une transmission rapide du titre nominatif; aussi dans la généralisation de son emploi, on a vu le moyen si recherché de donner au titre nominatif, ainsi transmissible rapidement, le développement que le législateur souhaite lui voir prendre aux dépens du titre au porteur.

La question se présente ainsi :

Les valeurs mobilières qui constituent à notre époque un des éléments les plus considérables de la fortune publique revêtent, le plus généralement, les formes nominative ou au porteur.

L'attrait du public pour le titre au porteur est grand, car il permet « une transmission rapide » réalisée par la simple remise matérielle du titre²,

2. L'art. 35 C. com. dispose ainsi : « L'action peut être établie sous la forme d'un titre au porteur; dans ce cas la cession s'opère par la tradition du titre. » Ainsi la cession d'un tel titre s'opérerait par tradition, il y aurait là une exception au principe que le consentement suffit pour la translation de propriété.

Il n'en est pas ainsi; en dépit des termes de l'art. 35 du Code de commerce, cette forme de titre n'échappe point à la règle de notre législation suivant laquelle la propriété se transmet par la seule convention dès l'instant où la chose dont il s'agit est individualisée : la mention de la tradition dans la rédaction de l'art. 35 — disposition qu'il faut se garder de prendre à la lettre — s'explique par la nécessité pratique de la remise matérielle du titre.

En effet, il y a lieu de rappeler qu'en ce qui concerne le titre au porteur, il y a incorporation du droit dans le titre, le droit emprunte au

tout en offrant à son propriétaire, au point de vue de la sécurité, des garanties assez efficaces³.

Malheureusement la forme au porteur permet souvent aux possesseurs d'éluder les règles du droit commun ou rend difficile leur application régulière. Le titre au porteur, a-t-on dit, se joue des obstacles et les tourne journellement. Il a fourni le moyen de rendre inefficace la plupart des dispositions de notre code, se prêtant notamment très aisément à l'évasion fiscale; avec lui toutes les prescriptions du législateur en matière de successions, de donations, de réserve, de quotité disponible, d'incapacité de donner et de recevoir, de régimes matrimoniaux, peuvent être violées.

Aussi malgré les qualités présentées par cette forme de titre au point de vue des conditions exigées d'un bon titre de placement, — qualités qui ont empêché sa suppression — le législateur s'est efforcé de détourner d'elle, le public, en l'attirant vers le titre nominatif.

titre son caractère de meuble corporel. Par suite, de telles créances se confondant avec l'écrit meuble corporel qui leur sert de preuve, sont soumises aux règles qui gouvernent la propriété et la transmission des meubles corporels. En conséquence, quoique le droit constaté par un titre au porteur soit transmis par l'effet de la seule convention, la situation de l'acquéreur d'un titre de ce genre est fort précaire tant qu'il n'en a pas reçu la tradition qui assurera son droit vis-à-vis des tiers.

Néanmoins, en dépit de cette nécessité pratique de remise matérielle, il y a extrême simplification dans la transmission du titre au porteur, ainsi devenue parfaite par la simple tradition.

3. A condition de mises en jeu immédiates et d'accomplissement rigoureux des formalités prévues, les lois des 15 juin 1872 et 8 février 1902 protègent efficacement les propriétaires de titres au porteur contre la perte ou le vol.

Pour donner des raisons d'adopter la forme nominative, on a favorisé le titre nominatif au point de vue fiscal, mais cet avantage ne pouvait contrebalancer celui d'une transmission rapide qu'assurait le titre au porteur. Persuadé alors que la complication de la transmission des valeurs nominatives était la raison principale qui empêchait le public d'adopter cette forme de titre, le législateur a tout récemment⁴ simplifié les formalités de cette transmission.

Mais quoique simplifiée, la transmission du titre nominatif apparaît encore beaucoup plus lente que celle du titre au porteur.

Ces complications se révélant inhérentes à cette formalité du transfert, la remplacer par une autre — à supposer la chose possible — semble la seule solution. Et tout naturellement se présente à l'esprit la question de l'utilisation, en vue de la transmission du titre nominatif, du procédé de droit commun prévu par l'art. 1690 du Code civil pour la cession des choses incorporelles.

Nous verrons que le mode civil dans son application à la transmission du titre nominatif ne répond pas au grand espoir que l'on plaçait en lui, mais que son utilisation est précieuse dans nombre de cas pour lesquels l'emploi du transfert se révèle difficile, voire même impossible.

4. Loi du 26 mars 1927 suivie du décret du 9 mai 1928, des arrêtés du ministre des Finances du 10 mai 1928 et de l'instruction du ministère des Finances du 10 mai 1928.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

SECTION PREMIÈRE. — QUALITÉS EXIGÉES D'UN TITRE DE PLACEMENT PARFAIT.

La rapidité de transmission et la sécurité sont les deux qualités que doit présenter un titre de placement véritablement tel.

La rapidité dans la transmission⁵ est exigée car, alors que pour les créances entre particuliers, la cession est un événement possible mais assez exceptionnel, pour les titres de placement la transmission est un fait normal : en conséquence, pour ces derniers la nécessité se fait sentir d'un mode simple de constatation de la créance permettant un moyen facile de transmission.

Au point de vue de la sécurité, le possesseur de bonne foi du titre de placement doit être assuré à la fois contre le passé et contre l'avenir :

Le titre négociable doit garantir son possesseur, d'une part contre toutes causes de dépossession qui pourraient surgir de faits « antérieurs » à l'acquisition,

5. V. Minard, *Du titre nominatif. Nature et fonctionnement*, thèse, Paris, 1897, p. 2.

tels par exemple le défaut de qualité, le défaut de capacité chez l'un des précédents aliénateurs — fondement d'un recours possible ouvert au profit du titulaire irrégulièrement dépossédé⁶, — tels également les exceptions opposables par l'établissement débiteur

et d'autre part contre toutes causes de dépossession qui pourraient surgir de faits « postérieurs » à l'acquisition : dépossession à la suite de perte, vol, escroquerie ou abus de confiance.

**De la difficulté de réalisation des qualités exigées
d'un titre de placement parfait :**

La rapidité de transmission et la sécurité sont deux qualités difficilement conciliables, tout ce qu'on fera gagner au propriétaire au point de vue de la rapidité, on risque de le lui faire perdre au point de vue de la sécurité et inversement.

En outre, la garantie contre l'avenir et la garantie contre le passé, apparaissent également inconciliables comme d'ailleurs les intérêts contradictoires que met en présence tout titre circulant : celui du titulaire irrégulièrement dépossédé, celui de l'acquéreur de bonne foi; entre ces deux individus la raison ne commande-t-elle pas de choisir ? L'un d'eux ne doit-il pas fatalement être sacrifié ?

6. V. Lévy-Ullmann, Essai sur les titres nominatifs dans *Annales du Droit commercial*, année 1897, p. 54.

Le titre de placement parfait, c'est-à-dire réunissant à leur degré maximum ces qualités : rapidité de transmission et sécurité, apparaissant irréalisable pratiquement, le titre négociable a dû, en vue de répondre aux besoins différents de la pratique, revêtir plusieurs formes (titre au porteur, titre nominatif, titre à ordre) dans lesquelles ces deux qualités sont combinées à des degrés divers.

En vue de l'intelligence du sujet que nous nous proposons de traiter, nous ferons une brève étude du titre nominatif, au point de vue des exigences indiquées par nous d'un bon titre de placement.

SECTION DEUXIÈME. — ETUDE SOMMAIRE DU TITRE NOMINATIF AU POINT DE VUE DES QUALITÉS EXIGÉES D'UN TITRE DE PLACEMENT PARFAIT.

Définition. — Le titre nominatif est un meuble incorporel, négociable, non fongible, dont l'existence est constatée sur les livres de la société débitrice par une mention contenant outre l'indication de l'étendue du droit, la désignation de la personne, propriétaire : cette mention constitue *l'inscription nominative*.

Il est d'usage de désigner par titre nominatif, le certificat ou *extrait d'inscription nominative* que la société

remet au titulaire pour lui permettre d'exercer son droit vis-à-vis d'elle et d'en justifier vis-à-vis des tiers. Ce papier est le reflet de l'inscription nominative⁷ et d'on comprend que dans le langage courant, on emploie le même vocable pour l'un comme pour l'autre. Mais c'est l'inscription qui constitue le document essentiel, la véritable preuve du droit qu'elle a pour but de constater⁸.

7. Le certificat ou extrait d'inscription nominative n'est pas plus le titre véritable que l'expédition d'un acte notarié n'est l'acte lui-même (extrait de Ch. L. Julliot, *Traité formulaire des titres nominatifs et des certificats de propriété*, t. I, p. 110, n° 89).

8. L'inscription sur les registres de la société n'est pas « le droit lui-même » comme le prétend la théorie de l'incorporation du droit au titre, elle n'est pas non plus une condition d'existence du droit (théorie Minard, *Titre nominatif. Nature et fonctionnement*, p. 82) mais « un instrumentum » (c'est-à-dire un moyen de preuve, comme le certificat d'inscription nominative, mais avec force probante plus grande).

On peut, en effet, prouver contre l'inscription, sinon vis-à-vis des tiers, du moins entre parties :

Sinon vis-à-vis des tiers :

Comme preuve du droit de propriété à l'égard des tiers de bonne foi, l'inscription du titulaire sur les registres de la société a une valeur absolue : « On ne revendique pas un titre nominatif ». En d'autres termes, la présomption de propriété attachée à l'immatriculation est une présomption « juris et de jure ».

Du moins entre parties :

Dans certains cas, en dérogation au grand principe de la non-revendication du titre nominatif, la preuve contraire est admise contre celui-là même au nom duquel l'inscription contestée a été faite (la présomption de propriété attachée à l'inscription est alors une présomption « juris tantum ») : en effet, l'action en revendication peut être exercée, lorsque la cession a eu lieu directement du cédant au cessionnaire (c'est-à-dire sans négociation en bourse), dans le cas où l'irrégularité relevée l'est « dans l'aliénation faite au profit de ce cessionnaire » (et non dans les aliénations antérieures, l'inscription formant preuve complète vis-à-vis des tiers, vis-à-vis notamment de ce cessionnaire qui est un tiers au regard des aliénations antérieures).

— Cette action en revendication n'est possible que si ce cessionnaire est encore titulaire, encore inscrit sur les registres; si en effet il a lui-même aliéné le titre au profit d'un acquéreur de bonne foi, ce dernier qui est « un tiers » au regard de l'aliénation contestée est invinciblement protégé car l'inscription de son cédant avait pour lui une valeur absolu.

Transmission. — a) Entre les parties :

Cette espèce de titre se transmet entre les parties par le seul effet de leur consentement⁹ où s'il s'agit de titres vendus *in genere*, par leur individualisation.

b) Vis-à-vis des tiers :

A l'égard de la société et des tiers (notamment des cessionnaires postérieurs et des créanciers gagistes) la transmission résulte de la déclaration de transfert inscrite sur les registres de l'établissement débiteur¹⁰ (art. 36 C. com.).

La transmission du titre nominatif est assez lente, à cause du contrôle minutieux auquel se livre la société, contrôle justifié par la responsabilité encourue par elle, en cas d'immatriculation défectueuse.

Sécurité. — a) Garantie contre le passé :

Le titulaire du titre nominatif inscrit sur les registres de la société apparaît bien garanti contre le passé : en effet, d'une part, le propriétaire d'un tel titre indûment dépossédé ne peut le revendiquer entre ses mains : on ne revendique pas un titre nominatif, d'autre part, il est

9. « Dans notre droit, en effet, il est de principe qu'entre parties le seul consentement suffit à transférer la propriété (art. 1138 C. civ.). Ce principe s'applique à toute espèce de biens, par conséquent aux actions et aux obligations. Pour qu'il en fut autrement un texte précis serait nécessaire; or l'art. 36 C. comm. sur ce point a laissé intacte la règle ordinaire établie par notre législation. » (Extrait de J. Bézard-Falgas, *Traité du Contentieux des transports*, p. 116, n° 62.)

10. Si un même titre nominatif a été cédé à deux personnes, celle-là sera préférée qui la première aura obtenu de son cédant une déclaration de transfert.

admis que la société ne peut opposer au nouveau titulaire inscrit, les exceptions qu'elle aurait pu faire valoir contre le cédant.

b) Garantie contre l'avenir :

Tout d'abord, le titre nominatif étant un meuble incorporel¹¹, la perte et le vol ne peuvent se concevoir. Seul le certificat d'inscription nominative — véritable meuble corporel — lequel ne constitue pas le droit, mais seulement la preuve du droit¹², peut être perdu ou volé : en pareil cas, il suffira au propriétaire dépossédé¹³ de justifier de son identité pour avoir un duplicata de son titre, et toucher les intérêts ou dividendes échus.

Et le titulaire irrégulièrement dépossédé, par suite d'un transfert irrégulier quant à l'identité¹⁴ au pouvoir, ou à la capacité du cédant, s'il ne peut revendre, nous l'avons vu, ne reste pas victime d'une opération faite au mépris de son droit : à défaut d'action en restitution possible contre le cessionnaire, il est garanti par un recours efficace contre la société débitrice.

11. Cela résulte d'une façon certaine de l'art. 529 C. civ. qui qualifie de meubles par la détermination de la loi les actions et les obligations.

12. Le certificat c'est l'écrit qui constate le droit : ce n'est qu'un moyen de preuve, un *instrumentum* bien distinct du droit qu'il a pour but de constater, ce n'est pas un document essentiel; la délivrance du certificat n'est pas obligatoire.

13. Le propriétaire dépossédé sans sa volonté agira prudemment en faisant signifier à la société une opposition au paiement des intérêts et dividendes et au remboursement du capital, afin d'éviter qu'un tiers ne vienne exercer ses droits d'actionnaire ou d'obligataire.

14. Exemple : celui qui ayant trouvé ou détourné un certificat d'inscription nominative a usé de manœuvres frauduleuses afin de se faire passer pour le véritable propriétaire et a ainsi obtenu de la société débitrice un transfert au profit d'un acquéreur de bonne foi.

Conclusion. — Le titre nominatif se transmet avec une certaine lenteur, mais il garantit son titulaire contre le passé et contre l'avenir.

Remarque. — Traitant de la cession du titre nominatif, nous n'avons pas à dessein mentionné « la transmission par signification » de ce titre. Cette question doit faire l'objet de la présente étude, et nous ne pouvions, dès maintenant, dans ce court exposé d'ensemble du titre nominatif la résumer en quelques lignes, sous peine d'enlever tout intérêt à la lecture.

CHAPITRE PREMIER

MODE DE TRANSMISSION DU TITRE NOMINATIF

Dérégation au droit commun, en matière de transmission des choses incorporelles : pratiquement le titre nominatif se transmet au moyen du transfert et non du mode civil.

Nous venons de voir que la transmission du titre nominatif laquelle se réalise entre les parties par simple consentement ne devenait parfaite à l'égard des tiers que par l'emploi du transfert : mode de cession propre aux titres nominatifs.

Ainsi le mode habituellement employé pour saisir le cessionnaire d'un titre nominatif vis-à-vis des tiers, n'est pas le mode civil prévu pour la transmission des choses incorporelles par l'art. 1690 du Code Civil.

Explication de cette dérogation :

Le Code civil dans les art. 1689 et suivants, traite bien de la transmission des créances et autres « choses incorporelles », parmi lesquelles figure le titre nominatif,

« meuble incorporel » en vertu de l'art. 529 C. civ., mais ce mode civil de transmission des choses incorporelles qui régit les créances entre particuliers ou créances à personne dénommée, ne pouvait convenir à ce titre négociable qu'est le titre nominatif, pour lequel du reste il n'avait pas été prévu.

Section première. — Raisons pour lesquelles le mode civil de transmission (art. 1690) ne pouvait convenir au titre nominatif.

Section deuxième. — Le transfert, mode de transmission du titre nominatif : Terminologie. Mécanisme.

Section troisième. — Le transfert est le mode de transmission des choses incorporelles de l'art. 1690 C. civ. adapté au titre nominatif. Nature juridique du transfert).

SECTION PREMIÈRE. -- RAISONS POUR LESQUELLES LE MODE CIVIL DE TRANSMISSION (ART. 1690) NE POUVAIT CONVENIR AU TITRE NOMINATIF.

Préalablement à l'étude de cette question, il y a lieu de rappeler brièvement le mécanisme du mode de cession civile.

La créance à personne dénommée passe du cédant au cessionnaire par simple consentement : le cessionnaire est donc, dans ses rapports avec le cédant, immédiatement investi du droit cédé, et ce, indépendamment de toute délivrance du titre.

Au regard des tiers la propriété n'est transmise au cessionnaire que par la signification du transport au débiteur cédé, ou au moyen de son acceptation par ce dernier.

La signification se fait par acte d'huissier, soit à la requête du cédant, soit à celle du cessionnaire (c'est le plus souvent ce dernier qui la fait faire car il est particulièrement intéressé à ce que son acquisition devienne opposable aux tiers; cependant le cédant y est intéressé aussi à cause de la garantie¹⁵ qu'il doit à son acheteur).

L'acceptation est donnée par le tiers cédé dans un acte authentique : rien ne s'oppose à ce que l'acceptation du débiteur soit contenue dans l'acte même de cession, quand il est authentique.

Ce n'est que par l'accomplissement de l'une ou de l'autre de ces deux formalités — signification ou acceptation — que le cessionnaire est saisi de la créance vis-à-vis des tiers.

Le but de cette exigence de la loi est de prévenir les tiers du changement de propriétaire de la créance. Le débiteur cédé en sera directement informé, et cela est nécessaire pour qu'il ne paye pas l'ancien créancier au préjudice des droits du cessionnaire. Quant aux autres intéressés : second cessionnaire créancier gagiste, etc.,

15. Le cédant est également intéressé à ce que la cession devienne opposable aux tiers : il pourrait arriver, par exemple, qu'il eût des créanciers et que ceux-ci fissent pratiquer entre les mains du débiteur cédé des saisies-arrêts qui feraient obstacle à l'exécution de la cession, ce qui exposerait le cédant à des dommages-intérêts envers le cessionnaire.

cette formalité suffit aussi pour les avertir, en ce sens que, s'ils sont prudents, ils ne feront rien, et ne verseront rien, et ne verseront aucun denier au créancier avant d'avoir vérifié auprès du débiteur-cédé, s'il a reçu la signification d'une cession : ce dernier, le plus souvent, n'a pas intérêt à les tromper, et dès lors, on doit croire qu'il leur dira la vérité.

RAISONS POUR LESQUELLES LE MODE CIVIL DE TRANSMISSION NE POUVAIT CONVENIR AU TITRE NOMINATIF :

A) Au point de vue de la transmission :

Dans le cas habituel où la vente du titre nominatif se fait sous forme « d'une négociation en bourse » l'emploi de ce mode civil qui nécessite :

1^o La constatation de la cession par un acte authentique ou sous-seing privé enregistré et,

2^o La signification de cette cession par acte d'huissier, à la société, ou l'acceptation, en la forme authentique par cette dernière,

ne peut se concevoir en raison du mécanisme des opérations de bourse.

Dans le cas exceptionnel où la vente du titre se fait directement du cédant au cessionnaire (sans négociation en bourse) l'emploi du mode civil se conçoit mais l'intervention obligatoire de l'huissier (en cas de signification) ou du notaire (en cas d'acceptation) paraît devoir compliquer singulièrement la cession.

B) Au point de vue de la sécurité :

Si au point de vue de la garantie dans l'avenir l'emploi du mode civil de l'art. 1690 pouvait apporter pleine sécurité au titulaire du titre nominatif, il n'en était pas de même au point de vue de la garantie dans le passé.

a) Garantie dans l'avenir :

Dans ce cas, pleine sécurité, en effet :

1^o La dépossession par suite de perte ou de vol ne se conçoit pas, nous l'avons vu, pour une chose incorporelle et ce, qu'il s'agisse d'une créance à personne dénommée ou d'un titre nominatif¹⁶; par conséquent, le titulaire du titre n'a pas de crainte à avoir de ce côté.

2^o En outre, la transmission du droit par un faussaire qui aurait usurpé la personnalité et imité la signature du véritable titulaire n'est pas à craindre, car avec l'emploi du mode civil ce simulacre de transmission ne peut produire aucun effet translatif, même au profit d'un cessionnaire de bonne foi : si le débiteur cédé a donné suite à la signification d'une cession irrégulière¹⁷ ou a accepté une telle cession, cette signification à laquelle le cédé a donné suite, cette acceptation, ne couvrent pas la nullité de cette cession; le titulaire, resté véritable propriétaire, pourra revendiquer sa créance.

16. Seule se conçoit la perte de l'écrit (certificat d'inscription nominative) qui constate le droit. Or, nous l'avons vu, l'écrit n'est qu'un moyen de preuve, un *instrumentum* bien distinct du droit qu'il a pour but de constater; ce n'est pas un document essentiel.

17. Cession irrégulière c'est-à-dire par exemple : cession consentie par un incapable sans l'accomplissement des formalités légales ou par une personne sans droit ou sans pouvoir.

b) Garantie dans le passé :

Quant au passé, les préoccupations de tout acquéreur éventuel d'un droit de créance sont de deux ordres :

1^o Deviendra-t-il propriétaire de ce droit même si le cédant est un incapable ou une personne sans droit ou sans pouvoir, c'est-à-dire n'aura-t-il pas à redouter une action en revendication ou en nullité?

2^o N'aura-t-il pas à craindre, de la part du débiteur cédé, l'opposabilité des exceptions que ce dernier avait contre le cédant.

En ce qui concerne la revendication et l'action en nullité :

L'acceptation ou la signification, nous l'avons vu, ne couvre pas la nullité d'une cession consentie par un incapable ou par une personne sans droit ou sans pouvoir; aussi le cessionnaire sera exposé à une action en nullité ou en revendication.

Lorsqu'il s'agit de la cession d'une créance à personne dénommée, ce cessionnaire, ayant été en rapport direct avec le cédant, a été à même par un examen soigneux, de vérifier le droit, la capacité, le pouvoir de ce cédant; si son droit présente quelque vice, il ne peut s'en prendre qu'à lui, c'est que son investigation a été insuffisante : la revendication accordée en pareil cas apparaît justifiée.

Mais lorsqu'il s'agit de la transmission d'un titre nominatif, la revendication, que le mode civil rend possible,

ne peut être admise : la négociabilité en bourse du titre nominatif exige la sécurité complète assurée du cessionnaire nécessairement de bonne foi, par suite le mode utilisé pour la transmission des titres nominatifs doit exclure et l'action en revendication et l'action en nullité.

En effet lorsque la cession résulte d'une négociation en bourse, et c'est le cas habituel, « le cessionnaire ignore
« tout du cédant¹⁸ avec lequel il n'est pas mis en rap-
« port, et ainsi ne peut rien savoir de l'origine de pro-
« priété : la réglementation est telle qu'après avoir donné
« à son agent de change l'ordre d'acheter une valeur
« nominative, le cessionnaire ne peut qu'attendre la li-
« vraison d'un certificat immatriculé à son nom. Tout
« moyen lui étant refusé de vérifier la validité de la ces-
« sion, toute investigation personnelle lui étant inter-
« dite¹⁹, il paraît impossible de reprocher au cession-
naire de n'avoir pas exigé la justification du droit de
propriété du cédant : il n'avait pas la possibilité de le
faire.

En conséquence, le cessionnaire étant de bonne foi, ne peut être laissé exposé aux causes de dépossSESSION pouvant provenir de faits qu'il n'a pas eu la possibilité de contrôler et il est impossible d'admettre qu'il puisse être évincé par le titulaire irrégulièrement dépossédé.

18. Et, en principe, le secret des négociations s'oppose à ce que les intermédiaires de Bourse révèlent les noms de leur client respectif.

19. Extrait de la *Revue trimestrielle de Droit civil*, livraison de juillet-septembre 1930, n° 3, Essai sur la nature juridique du transfert réel, par M. Albert Wagner, p. 717, n° 19.

En ce qui concerne les exceptions opposables par la société débitrice :

Dans la transmission par signification, le débiteur n'est obligé envers le cessionnaire que dans la mesure dans laquelle il était obligé envers le cédant au moment où la cession lui est devenue opposable; il en résulte qu'il peut opposer au cessionnaire, même au cessionnaire de bonne foi, toutes les exceptions qu'il aurait pu, à ce moment, opposer au cédant.

En d'autres termes, le cessionnaire bénéficie de tous les droits du cédant; mais il n'en acquiert pas de plus étendus.

Or, pas plus que l'action en revendication ou en nullité, et pour la même raison, l'opposabilité des exceptions ne peut se concevoir, en ce qui concerne le titre nominatif : le cessionnaire ne pouvant — par suite du mécanisme des opérations de bourse — vérifier le droit de son cédant, en mesurer l'étendue, ce principe de l'opposabilité des exceptions apparaît comme une nécessité en matière de titre nominatif.

Le mode civil ne pouvant pour les raisons exposées convenir comme procédé de transmission des titres nominatifs, peu à peu il s'est établi des règles consacrées par l'usage et répondant aux besoins de ces titres : le Code Civil n'avait pas prévu les titres nominatifs, aussi quelques dispositions éparses du code de Commerce, et de

rarees lois fiscales²⁰ constituant les seuls documents régissant la matière, la jurisprudence d'une part, les compagnies d'autre part, ont fait œuvre prétorienne. L'ensemble de ces règles qui président à la transmission du titre nominatif, constituèrent le transfert qui vient d'être réglementé par la loi du 26 mars 1927 précisée notamment par le décret du 9 mai 1928.

20. Avant la loi du 26 mars 1927, sur la réglementation des transferts et mutations de titres nominatifs, et le décret du 9 mai 1928 fixant ses conditions d'application, les rares lois fiscales suivantes constituaient les seuls documents régissant le titre nominatif :

1° La loi du 5 juin 1850 (art. 14 à 32) établit un droit de timbre dû sur le capital nominal des titres nominatifs; la perception a lieu généralement sous la forme d'un abonnement annuel.

Le texte de cette loi figure au Code des Valeurs mobilières ou texte du décret de codification (v. art. 1 à 17) en date du 28 décembre 1926 pris en exécution de l'art. 1^{er} de la loi du 3 août 1926 et codifiant les textes qui règlent l'assiette des droits de timbre, des droits d'enregistrement et des impôts qui frappent les valeurs mobilières.

2° La loi du 23 juin 1857 (art. 6 à 13) établit un véritable droit de mutation entre vifs à titre onéreux, exigible à raison de la circulation des valeurs mobilières (notamment des titres nominatifs).

Le texte de cette loi figure au Code des Valeurs mobilières (art. 18, 30, 34, 35, 38, 41, 46 et 47). V. loi du 16 sept. 1871 (art. 11) reproduite au Code des Valeurs mobilières (art. 37).

3° La loi du 29 juin 1872 établit un impôt sur le revenu des valeurs mobilières (notamment des titres nominatifs) dû sur les produits des actions et des obligations.

Ainsi indépendamment des droits de mutation par décès et de mutation à titre gratuit qui atteignent toutes les valeurs en général, les titres négociables supportent actuellement trois taxes spéciales : le droit de timbre, le droit de transmission et l'impôt sur le revenu.

Ces trois lois organiques : des 5 juin 1850, 23 juin 1857 et 29 juin 1872 frappent les titres nominatifs (notamment) dans leur création, dans leur transmission et dans leurs produits.

Citons également la loi du 30 janvier 1907 (art. 3; C. V. M., art. 83) sur la publicité relative aux valeurs mobilières.

SECTION II. — LE TRANSFERT : MODE DE TRANSMISSION DU TITRE NOMINATIF.

Définition. Terminologie. Mécanisme.

L'art. 36 du Code de Commerce, ainsi conçu :

« La propriété des actions peut être établie par une inscription sur les registres de la société; dans ce cas, la cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres, et signée de celui qui fait le transport ou d'un fondé de pouvoir. »

présente le transfert comme mode de transmission des titres nominatifs²¹.

Sur réquisition de transfert émanant du cédant, la société débitrice enregistre — après contrôle de sa validité — la convention intervenue entre le cédant et le cessionnaire, en inscrivant sur ses registres le nom de ce dernier aux lieu et place du nom du premier, et le transfert ainsi opéré investit le cessionnaire de son droit vis-à-vis de la société et des tiers.

C'est le transfert au sens étroit du mot.

On appelle « transfert » au sens large du mot, toute inscription sur les registres de l'établissement débiteur entraînant une modification quelconque dans le libellé d'un titre qui reste nominatif :

21. Le transfert saisit le cessionnaire vis-à-vis des tiers, il est ainsi le complément de la transmission de propriété du titre, transmission déjà réalisée partiellement (entre les parties par le seul effet du consentement).

le transfert, ainsi employé au sens large, englobe outre le transfert réel (désigné aussi parfois sous le nom de transfert tout court), la mutation.

1^o *Le transfert réel.*

Il y a transfert réel quand la réquisition d'immatriculation d'un nouveau nom, émane du « titulaire déjà immatriculé sur les registres » (c'est-à-dire du cédant) ou de son mandataire : l'intermédiaire de bourse (agent de change ou coulissier).

Ce cédant, agissant en personne ou par représentation, n'a pas — étant déjà immatriculé — à prouver *sa propriété*, mais seulement *son identité*, et le cas échéant sa capacité ou son pouvoir.

Les agents de change et les coulissiers ne pouvant se livrer que des titres au porteur²², l'emploi du transfert suppose :

Ou qu'il s'agit de transmettre des titres de sociétés n'admettant que la forme nominative, comme la Banque de France et la plupart des compagnies d'assurances.

Ou que la cession se fait directement du cédant au cessionnaire (c'est-à-dire, sans intermédiaire de bourse²³).

22. La loi du 26 mars 1927 (art. 36, et art. 3 du décret) a maintenu la règle de l'art. 47 du décret du 7 octobre 1890 d'après laquelle les agents de change se livrent sous la forme au porteur, les valeurs qui en sont susceptibles.

23. Terminologie nouvelle employée par le décret du 9 mai 1928 fixant les conditions d'application de la loi du 26 mars 1927 : le décret qualifie de transferts réels ceux qui sont effectués directement du cédant au cessionnaire, en dehors de toute négociation opérée en Bourse; jusqu'alors on faisait rentrer sous ce vocable « transferts réels » non seule-

« Pratiquement la réquisition de transfert qui cons-
« titue par elle-même et à elle seule l'acte de cession,
« est établie sur une feuille volante et remise à la société
« débitrice avec le certificat d'inscription nominative
« que celle-ci avait délivré au cédant.

« Dès qu'elle est en possession de ces documents et
« de toutes autres pièces justificatives nécessaires, la
« société peut substituer dans ses écritures le nom du
« cessionnaire au nom du cédant : le cessionnaire, pro-
« priétaire vis-à-vis du cédant depuis l'échange des con-
« sentements, est, dès lors, investi de la propriété du
« titre »²⁴ vis-à-vis de la société et des tiers.

2° *La mutation* :

Il y a mutation quand la réquisition d'immatriculation émane du « nouveau propriétaire » ou ayant droit, ou quand sans qu'il y ait cession, la modification de l'immatriculation est demandée en raison d'un changement survenu dans la qualité civile ou la capacité du titulaire, ou de l'extinction d'un usufruit.

Ce nouveau propriétaire qui n'est pas inscrit et de-

ment ces transferts consécutifs à une cession directe sans négociation en bourse, mais aussi les transferts après négociation en bourse de titres essentiellement nominatifs (par titres « essentiellement » nominatifs la loi entend ceux qui ne peuvent exister que sous la forme nominative, lesquels titres se livrent entre agents de change sous la forme nominative) auxquels la loi nouvelle donne le nom de transferts d'ordre.

24. Extrait de A. Wagner, note sous arrêt cassation, 5 janvier 1926, D. 1926.1.65, p. 65, 1^{re} col.

mande la substitution de son nom à un autre, doit prouver *sa propriété*.

Si une modification dans l'immatricule relativement à la qualité ou capacité est demandée, il faut prouver l'acte ou le fait dont elle résulte; pour faire supprimer une mention d'usufruit, il faut prouver son extinction²⁵.

Les transmissions à cause de mort, de titres nominatifs, sont rendues opposables aux tiers par mutation.

Les transmissions entre vifs — à titre onéreux ou à titre gratuit — le sont généralement par transfert (lorsque n'intervient pas une conversion au porteur); nous disons « généralement », c'est qu'en effet certaines transmissions, ainsi une cession sans négociation, peuvent prendre la forme soit d'un transfert réel, soit d'une mutation, suivant la partie qui la requiert, et par suite comporter ou non un certificat de propriété²⁶.

Par extension, le mot transfert s'emploie quelquefois pour désigner, tout ensemble, les transferts et les conversions, nous ne lui donnerons pas cette signification qui peut entraîner des confusions.

Le Code de Commerce n'exige que la signature de celui qui fait le transfert, sur l'acte de réquisition de transfert

25. En cette matière du transfert, nous empruntons la terminologie à l'ouvrage de M. Paul Esmein, professeur à la Faculté de Droit de Poitiers, *Transferts et Mutations de titres nominatifs d'après la loi du 26 mars 1927*, v. p. 80.

26. Une simple justification d'identité suffit, en effet, lorsque c'est le cédant lequel est déjà immatriculé sur les registres, qui requiert le transfert.

établi par lui au nom d'un cessionnaire; l'acceptation du transfert par le cessionnaire n'est pas nécessaire, et pratiquement n'est jamais donnée : bien plus, les sociétés ne peuvent l'exiger (art. 42 de la loi du 26 mars 1927). Ainsi, l'établissement débiteur ignore complètement dans quelles conditions la cession s'opère, notamment si un prix a été ou non stipulé.

Appréciation de ce mécanisme du transfert.

1^o En ce qui concerne la transmission du titre :

Ce mécanisme permet, dans la transmission du titre nominatif, d'éviter :

la constatation de la cession par un acte authentique ou sous-seing privé, et

la signification de cet acte de cession par exploit d'huissier à la société, ou l'acceptation en la forme authentique par cette dernière,

que nécessite l'emploi du mode civil et dont ne peut s'accommoder le titre nominatif.

Outre qu'il est « bien adapté » au titre nominatif, ce mode de transmission qu'est le transfert, permet-il une transmission « plus rapide » que le mode civil ? :

On a soutenu que la supériorité du mode de cession commerciale sur le mode de cession civile, résidait dans une simplification des formalités de transmission permettant une cession plus rapide.

Il apparaît que là n'est pas l'avantage du transfert sur la signification : « Si nous disions qu'en décomposant
« le transfert, on y trouve tout ce que renferme la cession
« civile et même davantage, nous aurions l'air de plai-
« der un paradoxe. C'est pourtant l'exacte vérité²⁷.
« Que faut-il, en effet, pour rendre la cession opposable
« au débiteur? soit une signification, soit une accepta-
« tion authentique; la signification si c'est le cession-
« naire ou le cédant qui prend l'initiative, l'acceptation
« si c'est le débiteur ».

« Or, dans le transfert, nous trouvons réunies ces deux
« formalités : la déclaration de transfert du vendeur
« équivaut à la signification, et l'immatriculation sur
« le registre du débiteur et la délivrance d'un certificat
« d'inscription au nom de l'acheteur, ne sont-elles pas
« une acceptation de la cession »²⁸.

Et la non-intervention dans le transfert de l'huissier ou du notaire est au point de vue de la rapidité de la transmission, un mince avantage, en comparaison du contrôle minutieux auquel doit se livrer la société soucieuse de sa responsabilité, contrôle qui demande un long temps.

Ainsi le transfert apparaît comme un mode de transmission bien adapté au titre nominatif, mais il est certainement exagéré de dire que ce procédé de transmission

27. Extrait de Thaller, *Journal des sociétés*, 1882, p. 379.

28. Extrait de H. Minard, *op. cit.*, p. 48.

permet en outre une cession plus rapide que celle obtenue au moyen du mode civil.

2° En ce qui concerne la garantie dans le passé :

Nous avons vu qu'au point de vue de la garantie dans le passé, le mode civil ne pouvait convenir comme procédé de transmission du titre nominatif; le transfert qui rend impossible, de la part du propriétaire dépouillé, l'exercice des actions en nullité et en revendication et ne permet pas à la société débitrice d'opposer au cessionnaire, les exceptions qu'elle avait contre le cédant, donne au nouveau titulaire de bonne foi pleine sécurité.

3° En ce qui concerne la garantie dans l'avenir :

A ce point de vue, le mode civil aurait convenu à la transmission du titre nominatif : la revendication autorisée dans tous les cas devait garantir pleinement le titulaire du titre. Le transfert qui, ne permettant pas la revendication, assure pleine sécurité dans le passé à l'acquéreur de bonne foi, paraît du même coup rendre impossible la sécurité dans l'avenir sur laquelle cependant doit être en droit de compter tout titulaire de titre nominatif.

Il n'en est rien; si avec le transfert, les actions en revendication et en nullité, ne peuvent être exercées le titulaire irrégulièrement dépouillé, ne reste pourtant pas victime d'une opération faite au mépris de son droit :

la jurisprudence lui assure un recours efficace contre l'établissement débiteur²⁹.

**SECTION TROISIÈME. — LE TRANSFERT EST LE MODE
DE TRANSMISSION DES CHOSES INCORPORELLES
(ART. 1690 C. CIV.) ADAPTÉ AU TITRE NOMINATIF.
(NATURE JURIDIQUE DU TRANSFERT).**

Pour justifier les effets reconnus à ce mode de transmission spécial au titre nominatif qu'est le transfert, c'est à des conventions dont le Code civil offre les types que l'on a songé :

Assimiler le transfert à une cession de créance apparaissant impossible, c'est vers d'autres conventions³⁰

29. L'établissement débiteur devra se livrer à un contrôle minutieux pour mettre à couvert sa responsabilité.

Etendue de cette responsabilité :

1° En ce qui concerne l'identité : La société émettrice est en principe responsable de l'identité du cédant.

2° En ce qui concerne la capacité du cédant et la libre disposition du titre : « L'établissement débiteur ne doit avoir à se préoccuper de l'existence d'une incapacité ou d'une indisponibilité que quand elle a été mentionnée dans l'immatricule du titre par le requérant d'immatricule ou a été portée à la connaissance de l'établissement par un immatricule antérieur ou un acte, à lui signifié. La capacité et la libre disposition sont, en effet, la règle et l'établissement est justifié à prendre la situation telle qu'on la lui a présentée en requérant l'immatricule » (extrait de *Les Transferts et Mutations de titres nominatifs d'après la loi du 26 mars 1927 et le décret du 9 mai 1928*, par M. Paul Esmein, professeur à la Faculté de Droit de Poitiers).

La responsabilité de la société n'est pas encourue de plein droit, il faut que l'établissement débiteur ait commis une faute; en outre, la société a la possibilité de se décharger des vérifications à opérer sur un certificateur officiel (v. Esmein, *op. cit.*, p. 70); enfin l'institution récente du certificat de propriété a largement atténué la responsabilité de l'établissement, en cas de mutation (v. Esmein, *op. cit.*, p. 71 *in fine*).

30. Théorie de la *délégation*, c'est le système de M. Thaller, v. *Traité élémentaire de Droit commercial* de Thaller, 3^e édit., n° 600; v. également Réponse de M. Thaller à M. Julliot dans les *Annales du Droit commercial*, 1904, p. 292.

Théorie de la *stipulation pour autrui*, c'est le système de M. Julliot;

que l'on s'est tourné pour déterminer la nature juridique du transfert.

L'étude attentive des théories échafaudées montre qu'aucune ne rend compte, d'une façon complète des effets du transfert; aussi, il est permis de se demander si ce n'est pas vers la notion de cession-transport, — dont les règles accusent pourtant (en apparence tout au moins) une divergence profonde avec celles du transfert, — que doivent porter nos efforts.

Nous essayerons, en effet, de montrer que le transfert, procédé de transmission de ce « meuble incorporel » qu'est le titre nominatif, n'est qu'une adaptation du mode civil de droit commun utilisé pour la transmission des « choses incorporelles ».

L'étude historique du titre nominatif amène à constater qu'il a ses origines dans la créance à personne dénommée et que le transfert a été le résultat d'une légère déformation progressive de la cession civile.

Le transport des rentes sur l'Hôtel de Ville, dans les-

v. Essai d'une nouvelle théorie sur le titre nominatif et le transfert de Julliot, dans la *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1904, n° 1, p. 31. V. également, du même auteur : Nature juridique du transfert des titres nominatifs, dans les *Annales du Droit commercial*, 1904, p. 201 et 273.

Théorie du *dépot* ou de l'équivalence du titre nominatif avec le récépissé nominatif de titres au porteur déposés à l'établissement lui-même, c'est le système de M. Lévy-Ullmann; v. Essai sur le titre nominatif de Lévy-Ullmann, dans les *Annales de Droit commercial*, 1897, p. 50 et 117 voir exposé du système, n° 27.

Théorie de la *novation*, c'est le système généralement adopté par les praticiens; v. Duvert, *Traité du contentieux des transferts*, n° 4.

D'autres auteurs se sont basés sur le *négociabilité* du titre nominatif,

quelles il faut voir la lointaine origine des titres nominatifs, fut tout d'abord une cession de créance pure et simple : il avait lieu par devant notaire, était constaté par acte notarié et signifié au débiteur.

La signification elle-même devint insuffisante à opérer le transfert de propriété : l'immatriculation sur les registres des payeurs fut regardée comme une condition essentielle de la cession. Mais la mention ne constituait pas comme aujourd'hui l'inscription sur les registres, la seule et unique preuve de la cession ; loin de dispenser des actes passés devant notaire elle n'en était que l'analyse sommaire. Ainsi l'immatriculation n'était pas une simplification mais une complication des formalités du transport ; en d'autres termes, l'immatriculation au dix-septième siècle n'était pas encore le complément de la transmission, elle n'en était que la constatation.

La dernière phase de l'adaptation du mode civil de transmission au titre nominatif fut réalisée lors de la substitution aux contrats, des quittances de finance. Avec ces quittances de finance apparaît le transfert comme « procédé de transmission » des rentes : « Pour

soit pour en déduire un engagement personnel de la société débitrice envers le cessionnaire (c'est le système de M. Wahl, note sous arrêt S. 98.2.289) soit pour en faire le pivot même de leur système (c'est la théorie de M. Bezard-Falgas, *Traité du contentieux des transferts*, p. 87).

Citons enfin la théorie de l'*incorporation du droit dans le titre* qui a donné naissance à plusieurs systèmes : système de l'engagement unilatéral, système de l'acte abstrait, système d'après lequel l'inscription sur les registres est un élément essentiel du contrat (théorie Minard). V. Thaller, De la nature juridique du titre de crédit (Titre nominatif et transfert), dans les *Annales du Droit commercial*, 1907, p. 97.

« transmettre la propriété d'une rente, constatée par une
« quittance de finance, il suffisait d'indiquer au garde
« du Trésor royal, le nom de l'acquéreur, auquel il était
« aussitôt délivré une nouvelle quittance. Ne sont-ce
« pas là les formalités de notre transfert actuel?³¹ »

DISCUSSION DES RAISONS DONNÉES CONTRE L'ASSIMI- LATION DU TRANSFERT A LA CESSION DE CRÉANCE

**1° Si le transfert n'est qu'une espèce de cession, pour-
quoi le titulaire irrégulièrement dépossédé ne peut-il
diriger son action contre le cessionnaire de bonne foi?³²**

De droit commun, en effet, la cession consentie par un
incapable sans l'accomplissement des formalités légales

31. Extrait de H. Minard, *op. cit.*, p. 24; v. Thuilliez, *Essai historique sur le titre nominatif et sa transmission*, thèse, Paris, 1901; v. Thaller, De la nature juridique du titre de crédit (Titre nominatif et transfert), dans *Annales du Droit commercial*, année 1907, p. 97, voir p. 99, n° 123 et suiv.

32. « En cas de bonne foi des cessionnaires, il est constant que les titres nominatifs ne se revendiquent pas. Aux termes d'une doctrine et d'une jurisprudence maintenant fixées, le transfert d'un titre nominatif fait preuve complète et absolue du droit de propriété au profit du tiers de bonne foi et l'ancien titulaire n'a pas de recours contre le nouveau, ce dernier eût-il acquis ses droits « a non domino ». La jurisprudence dénie au propriétaire dépossédé d'un titre nominatif le droit d'agir en revendication contre le nouveau propriétaire, l'inscription sur les registres de l'établissement débiteur constituant d'une manière absolue « erga omnes » la preuve complète du droit du nouveau titulaire, sans qu'il y ait lieu de rechercher quelles ont été les conditions de la cession. Et il ne s'agit pas seulement d'arrêts rendus en matière de rentes sur l'Etat; depuis 1876 par des décisions nombreuses, la jurisprudence a étendu ce principe en matière de transfert de titres nominatifs, à tous les cas, non seulement à ceux où il s'agissait de titres de l'Etat mais encore à ceux où il s'agissait de titres de la Banque de France, des départements, des villes, des sociétés publiques et privées. » (Extrait des conclusions présentées par M. le substitut Chatry, trib. civ. de la Seine voir *Gazette du Palais*, 1923, 2^e semestre, p. 289.)

« La jurisprudence a décidé dans une solution affirmée d'abord pour les rentes sur l'Etat, puis étendue à tous les titres nominatifs que l'ins-

ou encore par une personne sans droit ou sans pouvoir, serait nulle en vertu de la maxime *Nemo plus juris ad alium transferre potest quam ipse habet*.

De cette dérogation au droit commun, en matière de transmission de titres nominatifs, M. Wagner, chef du contentieux de la Compagnie du Canal de Suez, dans un récent article de la *Revue trimestrielle de Droit civil*, nous donne la raison.

Il résulte de son explication, que contrairement à la croyance générale, le grand principe « On ne revendique pas un titre nominatif », n'est pas un effet du transfert, et que par conséquent il ne constitue pas un obstacle à l'assimilation du transfert à la cession de créance.

Explication donnée par M. Wagner :

« La règle *Nemo plus juris ad alium...* comporte une « exception dont on en arrive à se demander si ce n'est « pas elle qui doit plutôt être énoncée comme principe.

cription fait preuve écrite et complète de la propriété et que la preuve contraire n'est pas possible contre un cessionnaire de bonne foi auquel le droit a été cédé avec les formalités prescrites. Il ne peut être dépossédé même en prouvant que la demande de transfert a été signée par un faussaire, par un incapable ou une personne sans pouvoir, ou que le transfert a eu lieu en violation d'une clause d'inaliénabilité. Comme on le dit couramment, les titres nominatifs ne peuvent être revendiqués. » (Extrait de M. P. Esmein, *op. cit.*, p. 62; v. les références d'arrêts données.)

« L'ancien titulaire est (sauf le cas où l'acquéreur serait de mauvaise foi) privé de tout recours contre le nouveau, alors même que celui-ci aurait acquis ses droits d'un non-propriétaire. De là, la disparition des actions en nullité et en revendication qui, selon les règles du droit commun, auraient dû appartenir à l'ancien titulaire, et leur remplacement par une action en dommages-intérêts contre l'établissement débiteur. » (Extrait de J. Bezard-Falgas, *Traité du contentieux des transferts*, 3^e édit., p. 61 et voir les nombreux arrêts cités p. 60 du même ouvrage.) V. également note Labbé sous Cassatiob, 17 déc. 1873, S. 74.1.409.)

« Il est difficile d'admettre, en effet, que l'acquéreur de
« bonne foi, quand il a fait tout ce qu'il était normale-
« ment possible de faire pour obtenir une situation inat-
« taquable, et *a fortiori* si les moyens ne lui étaient pas
« donnés de procéder à cette investigation, puisse perdre
« le bénéfice de son acquisition. Comme pour la libération
« du débiteur en matière d'obligations, et davantage en-
« core en raison de la sécurité qu'il convient d'apporter
« dans les transmissions de droits, l'acquéreur doit être
« protégé lorsqu'il a traité dans des conditions qui justi-
« fient son erreur. C'est pourquoi l'apparence l'empor-
« tera souvent sur la réalité, quand elle sera de nature à
« tromper un observateur consciencieux.

« N'est-ce pas la règle pour l'acquéreur de bonne foi
« d'un meuble corporel ? S'il est en principe à l'abri d'une
« revendication, et si, même en cas de perte ou de vol, le
« propriétaire dépossédé n'a d'action contre lui que pen-
« dant un court laps de temps et éventuellement sous
« condition de remboursement (art. 2279 et 2280 du C.
« civ.), c'est parce qu'il ne peut qu'ajouter foi à la posses-
« sion du vendeur, celui-ci n'ayant généralement pas
« d'autre preuve de son droit. Ainsi se trouvent validées
« des transmissions effectuées à l'insu et au préjudice du
« véritable propriétaire. Pour les titres au porteur, qui
« sont assimilés à cet égard aux meubles corporels, la loi
« du 15 juin 1872 a amélioré, il est vrai, la situation du
« propriétaire dépossédé, mais précisément parce qu'elle

« donnait en même temps à l'acquéreur un moyen spécial d'information (*Bulletin officiel des oppositions*).

« ... La jurisprudence elle-même a fini par écarter l'adage *Nemo plus juris ad alium...*, pour valider la vente faite à titre particulier par l'héritier apparent à un acquéreur de bonne foi. Etait-il admissible que ce dernier pût perdre le bénéfice de son acquisition alors qu'il avait été induit en erreur par des actes qui devaient être considérés comme preuves suffisantes de la situation héréditaire ? La solution strictement légale se révélait trop injuste pour résister à la tendance contraire.

« ... C'est ce principe supérieur de justice et d'équité que l'on applique en matière de transfert réel lorsque cette opération résulte d'une négociation de Bourse...

« ... car alors tout moyen lui est refusé de vérifier la validité de la cession, toute investigation personnelle lui est interdite.

« ... Ainsi la sécurité conférée au cessionnaire de bonne foi ne présente pas un caractère spécial; elle procède du principe général suivant lequel protection est due à l'acquéreur de bonne foi victime d'une apparence trompeuse... » (Extrait de la *Revue trimestrielle de Droit civil*, année 1930, n° 3, pages 715 et 716).

Cette explication, de laquelle il résulte que l'impossibilité de revendiquer un titre nominatif n'est pas *un effet du transfert* mais *une conséquence de la bonne foi du cessionnaire*, apparaît juste :

L'impossibilité de revendiquer un titre nominatif n'est pas un effet de transfert :

En effet, s'il en était ainsi, à tout transfert serait attaché le principe de la non-revendication; or dans les cas de cessions directe de cédant à cessionnaire par voie de transfert réel (cession s'opérant sans intermédiaire de Bourse) le titulaire irrégulièrement dépossédé peut revendiquer son titre nominatif entre les mains de ce cessionnaire³³.

Elle est une conséquence de la bonne foi du cessionnaire.

Ces cas dans lesquels la revendication est admise sont précisément ceux où le cessionnaire du titre a été mis en rapport avec son cédant et ainsi à même de se garantir contre tout danger d'éviction, c'est-à-dire ceux ayant pu procéder à une investigation personnelle, il ne saurait invoquer la bonne foi dont peuvent seulement

33. « ...Quand il y a eu rapports directs entre le nouveau titulaire et l'ancien, la preuve de l'absence de droit du titulaire ou des droits d'un autre sur le titre peut être apporté. » (Extrait de M. Paul Esmein, *op. cit.*, p. 63; Civ., 18 oct. 1909, S. 1911.1489.)

Sur la valeur de l'inscription « relative » à l'égard du titulaire (c'est-à-dire que la preuve contraire est admise contre celui-là même au nom duquel l'inscription contestée a été faite), voir : Cassation, 13 nov. 1867, S. 67.1422; 17 déc. 1873, S. 74.1409; 20 juin 1876, S. 77.1450; 31 octobre 1900, S. 1905.1454.

Ainsi s'agit-il d'une mutation conclue entre les intéressés — directement, sans intermédiaire de bourse : dans ce cas la nullité peut atteindre, nonobstant le transfert accompli, l'acquéreur qui a eu le tort de ne pas s'assurer de l'identité ou de la capacité de son co-contractant; le tribunal ordonne de retransférer le titre au nom de l'aliénateur incapable ou du véritable ayant droit. (V. Instr. min. du 1^{er} mai 1819 émise en exécution de la loi du 14 avril 1819.)

se prévaloir ceux qui ont traité dans des conditions justifiant leur erreur.

2° Si le transfert n'était qu'une espèce de cession, l'établissement émetteur, simple débiteur cédé, ne devrait pas supporter les conséquences d'une cession irrégulière³⁴?

D'après le droit commun, dit-on, la validité d'une transmission se discute uniquement entre le cédant et le cessionnaire³⁵ : le débiteur-cédé ne saurait être mis en cause car il exerce une fonction passive, celle d'un organe enregistreur, exclusive de toute responsabilité.

Or, en matière de transfert, ajoute-t-on, la mise en jeu de la responsabilité de la société débitrice apparut une nécessité. En effet, si le principe de non-revendication s'imposait en vue de la protection de l'acquéreur de bonne foi d'un titre nominatif, le titulaire irrégulière-

34. Cette question de la responsabilité des sociétés en matière de transfert de titres nominatifs a été très discutée par la doctrine :

Duvert, *Traité du contentieux des transferts*, p. 30; — Houpin, *Traité général des sociétés*, p. 278 et suiv. ; — Labbé, note sous Cassation, 17 déc. 1873, S. 74.1.409; — Julliot, Essai d'une nouvelle théorie sur le titre nominatif et le transfert (*Revue trimestrielle de Droit civil*, année 1904, p. 31); — Thaller, *Traité élémentaire de Droit commercial*, 3^e édit., n° 600 et s. et 895 et s. (v. également même ouvrage, 2^e édit., n° 889; dans cette 2^e édition, M. Thaller soutenait le système de la cession de créance qu'il abandonna pour le système de la délégation dans la 3^e édition de son traité); — Lévy-Ullmann, Essai sur les titres nominatifs (*Annales de Droit commercial*, 1897, p. 60 et p. 121 *in fine*); — Minard, *Du Titre nominatif. Nature et fonctionnement*, p. 82 et suiv. (thèse, Paris, 1897); — Bézard-Falgas, *Traité du contentieux des transferts*, 3^e édit., p. 55 et suiv.; — Lesieur, De la responsabilité des sociétés en matière d'actions nominatives (*Journ. des soc.*, 1883, p. 265); — A. Wagner, Essai sur la nature juridique du transfert (*Revue trimestrielle de Droit civil*, 1930, n° 3, p. 707); De la responsabilité des sociétés en matière de transfert d'actions et obligations nominatives (*Journal des soc.*, 1910, p. 481 et suiv.); — Wahl, note sous arrêt, 21 févr. 1896, S. 98.2.289.

35. V. Bézard-Falgas, *Traité du contentieux des transferts*, p. 58.

ment dépossédé ne devait pourtant pas rester victime d'une opération faite au mépris de son droit : aussi la jurisprudence lui assura un recours efficace non contre le possesseur de bonne foi invinciblement protégé, mais contre l'établissement débiteur³⁶.

Ainsi représentait-on la responsabilité encourue par l'établissement débiteur en cas de cession irrégulière comme « une caractéristique » du transfert.

Tout ce raisonnement apparaît inexact.

Dire que, de droit commun, la validité d'une transmission se discute uniquement entre le cédant et le cessionnaire c'est oublier que ce principe applicable à la transmission d'un droit réel où le vendeur et l'acheteur se trouvent seuls face à face, n'a que faire dans le transport des créances et autres droits incorporels où le cédant et le cessionnaire tournent leurs regards vers un tiers, débiteur cédé, dont l'obligation fait l'objet même de leur convention³⁷.

D'autre part, déclarer le débiteur irresponsable parce que sa fonction, lors de l'accomplissement de la formalité qui rend la cession opposable aux tiers, est passive, c'est ne pas comprendre le rôle du cédé. S'il est vrai « qu'il subit » cette formalité, son rôle devient actif au moment où le cessionnaire désire exercer les droits que lui donne la créance acquise : à ce moment le tiers-cédé est dans

36. V. Lévy-Ullmann, *Essai sur les titres nominatifs*, dans *Annales de Droit commercial*, 1897, p. 130 ; v. Buchère, *Traité des opérations de bourse*, n° 185 et 314 ; v. Dhoutant, *Etude des responsabilités en matière de titres nominatifs* (thèse, Paris, 1908).

37. V. Wagner, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1930, n° 3, p. 709.

l'obligation de se faire justifier de la validité de la cession qui lui a été précédemment signifiée. Sa responsabilité engagée non pas dès la signification de la cession mais à l'instant où la cession doit sortir effet, ne paraît pas pouvoir être mise en doute.

Il n'y a là d'ailleurs rien d'anormal : le débiteur est responsable de la validité de la cession comme il l'eût été de la validité du paiement si le créancier n'avait pas aliéné son droit.

En matière de cession de créance, l'erreur manifeste qui consiste à croire irresponsable le débiteur-cédé s'est perpétuée :

1^o A cause de la passivité du cédé *lors de l'accomplissement de la formalité* destinée à saisir le cessionnaire vis-à-vis de lui et des tiers, passivité qui semblait devoir exclure toute notion de responsabilité.

2^o Parce que, pratiquement, la responsabilité du cédé n'est mise en jeu qu'exceptionnellement : l'une et l'autre des deux formalités qui doivent rendre la cession opposable aux tiers — signification et acceptation — sont en effet, des actes authentiques qui exigent l'intervention de l'huissier ou du notaire, lesquels endossent la responsabilité qui aurait dû peser sur le débiteur-cédé.

Rarement mise en jeu, la responsabilité du tiers-cédé n'en existe pas moins.

En ce qui concerne le transfert, la responsabilité de la société débitrice n'a pas été méconnue pour deux motifs :

1^o A cause de la part active qu'elle prend à l'opération qui doit saisir le cessionnaire vis-à-vis d'elle et des tiers.

2^o Parce que, pratiquement, la responsabilité de l'établissement débiteur est fréquemment mise en jeu : en effet, d'une part la formalité utilisée pour transmettre un titre nominatif n'exige pas toujours l'intervention d'un officier public, lequel eût substitué sa responsabilité à celle de la société. D'autre part, en matière de transfert, le titulaire injustement dépossédé ne peut se retourner que contre l'établissement débiteur³⁸ : en matière de cession, au contraire, le créancier irrégulièrement dépossédé peut actionner à son choix le débiteur-cédé ou le cessionnaire, et c'est généralement à ce dernier qu'il s'en prendra, la responsabilité du cédé n'étant mise en jeu que subsidiairement.

3^o Si le transfert est une espèce de cession, pourquoi l'établissement émetteur, simple tiers-cédé ne peut-il opposer au cessionnaire les exceptions qu'il avait contre le cédant ?

On raisonne ainsi : si le transfert est une cession de créance c'est-à-dire si les relations qui s'établissent entre le débiteur et les acquéreurs successifs d'un titre nominatif naissent par suite de la cession du bénéfice du

38. Le cessionnaire ne peut être évincé, nous l'avons vu ; on ne revendique pas un titre nominatif.

contrat passé par le premier titulaire à ceux qui se rendent ses acquéreurs, il faut dire que ceux-ci ne peuvent faire valoir de prétentions qu'en argumentant non pas de leur propre droit, mais de celui de leur cédant. Ce droit ne leur appartiendra donc que dans la mesure et avec les effets qui lui appartenaient chez les précédents titulaires : les ayants cause seront soumis aux vices du droit de leur auteur et toutes les exceptions qui affaiblissaient la portée du droit quand il était dans le patrimoine du cédant pourront être valablement opposés au cessionnaire.

Voir dans le transfert une acceptation, ajoute-t-on, ne ferait en rien triompher la thèse qui présente le transfert comme une cession de créance, car l'acceptation de l'art. 1690 C. civ., n'est pas une approbation de la cession, elle atteste seulement, comme la signification, que le débiteur cédé a eu connaissance de la cession. En d'autres termes, l'acceptation pure et simple ne serait autre que la reconnaissance par le débiteur du fait de la cession, mais elle n'engendrerait par elle-même aucun engagement personnel envers le cessionnaire : elle remplacerait simplement la notification, ne produisant pas d'autres effets que ceux que la signification aurait produits.

A cette règle ainsi posée suivant laquelle le débiteur cédé aurait le droit d'opposer au cessionnaire toutes les exceptions qui existaient à son profit contre le cédant,

l'art. 1295, al. 1 du Code civil apporte, il est vrai, une exception : ce texte suppose l'acceptation de la cession par le débiteur cédé et il décide que le débiteur ne peut plus opposer, au cessionnaire, la compensation qu'il eût pu, avant l'acceptation, opposer au cédant. Mais cette exception, fait-on remarquer, se justifie aisément et, cet article 1295 doit être interprété restrictivement, c'est-à-dire que son application doit être limitée au seul cas de compensation : l'article 1295 édicte, en effet, une présomption légale de « renonciation au droit d'opposer la compensation », basée sur l'acceptation, or, les présomptions légales sont de droit étroit.

« En conséquence, l'acceptation de la cession n'enlèverait pas au débiteur-cédé le droit d'opposer au cessionnaire les moyens de défense, autres que la compensation, qui existent à son profit. »

En matière de transfert, poursuit-on, le cessionnaire ne pouvant se livrer à aucun contrôle en ce qui concerne l'étendue du droit à acquérir, le principe de l'opposabilité des exceptions apparut comme une nécessité et fut sanctionné par la jurisprudence qui, *en dérogation au droit commun*, l'appliqua ainsi au titre nominatif.

Discussion : Le transfert est, selon nous, l'acceptation du mode civil adaptée au titre nominatif : pourtant nous ne voyons pas dans le principe de l'opposabilité des exceptions qui est attaché au transfert une dérogation au droit commun, car rejetant la conception couram-

ment admise de l'acceptation, nous voyons en elle « une approbation de la cession » qui engage personnellement le tiers-cédé³⁹.

Nous nous appuyons sur l'autorité de M. Capitant qui, dans son ouvrage *De la cause des obligations*, soutient que le débiteur-cédé qui a accepté la cession, ne peut plus opposer au cessionnaire aucune des exceptions qu'il était en droit d'invoquer contre le cédant.

M. Capitant réfute ainsi la thèse que nous avons exposée plus haut :

« L'argumentation sur laquelle on appuie ce système,
« est loin d'être convaincante. Car l'idée de présomption
« de renonciation, admissible pour le cas où le débiteur
« a connu la compensation, ne l'est plus lorsqu'il l'a
« ignorée. Il est bien évident que, dans ce dernier cas,
« on ne peut pas présumer qu'il a eu l'intention de
« renoncer au bénéfice de l'extinction de sa dette. Dès
« lors, il faut bien expliquer autrement la solution
« donnée par l'article 1295, et la seule explication plausible
« consiste à dire qu'en acceptant, le débiteur
« s'oblige personnellement envers le cessionnaire à lui
« payer ce qu'il doit au cédant. De là, il faut conclure,
« que le débiteur-cédé, qui a accepté la cession, ne peut

39. La société débitrice qui ne peut opposer à un cessionnaire les exceptions qu'elle avait contre le cédant ne sera cependant aucunement lésée, car il est bien évident qu'elle ne procédera au transfert qu'après constatation d'inexistence d'exceptions; dans le cas d'existence d'exceptions, elle rejettera la demande de transfert.

« plus opposer au cessionnaire aucune des exceptions
« qu'il était en droit d'invoquer contre le cédant. Ajou-
« tons que la logique conduit irrésistiblement à cette
« interprétation extensive de l'article 1295, car on ne
« voit pas quelle raison il pourrait y avoir de distinguer
« entre la compensation et les autres moyens de dé-
« fense. » (Extrait de Capitant, *De la cause des obliga-
tions*, p. 405 et p. 406).

Ainsi, le principe de l'inopposabilité des exceptions n'apparaît pas comme un obstacle à l'assimilation du transfert à la cession de créance : s'il préside à la transmission des titres nominatifs, c'est en conformité avec le droit commun car nous en constatons l'application en matière de cession civile.

**4^o Si le transfert était une cession de créance⁴⁰,
comme elle, il impliquerait un échange de consentements :**

De même que la cession de créance, qu'elle ait lieu à titre onéreux (vente) ou à titre gratuit (donation), est un contrat, c'est-à-dire suppose échange de consentements, de même la transmission du titre nominatif — si le

40. Nous disons: si le transfert était une cession de créance; pour être plus précis il faudrait dire : si le transfert était la suite ou mieux, le complément d'une cession de créance. Complément de cession de créance en ce sens que la transmission de propriété du titre nominatif qui se produit dans les relations des parties dès la rencontre des deux volontés se produit vis-à-vis des tiers par le transfert: cette opération parachève la transmission de propriété qui se fait en deux temps.

transfert est une cession de créance — ne peut se concevoir sans concours de volontés.

On a prétendu que, tandis que la signification suppose rencontre des consentements, le transfert n'implique pas nécessairement échange de volontés.

S'il était démontré que le transfert n'implique pas nécessairement un échange de volonté, on ne pourrait le rattacher au domaine des engagements conventionnels, son assimilation à la cession de créance apparaîtrait impossible.

Et alors ; ou bien il faudrait, faisant rentrer l'engagement par manifestation unilatérale de volonté dans les sources des obligations, dire que la déclaration de transfert du cédant n'est pas une offre, mais qu'elle oblige le cédant et assure à elle seule la transmission de propriété ;

ou bien, si l'on refusait de voir dans la manifestation unilatérale de volonté une source d'obligation, il faudrait considérer le transfert comme un acte abstrait, dire que l'obligation n'est pas liée à l'existence de sa cause : la dette apparaîtrait alors formelle, séparée de l'opération qui a pu en motiver la naissance ; si la cause était illicite comme ce serait le cas dans l'hypothèse d'engagement unilatéral, l'obligation n'en serait pas moins valable.

Examen du point de savoir si le transfert implique un accord de volonté :

L'art. 36 C. com. reproduisant les termes de l'art. 3

de la loi du 28 floréal an VII, décide que : *la cession des actions nominatives s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres de la société, et signée de celui qui fait le transport ou de son fondé de pouvoir.*

Ce qui frappe à la lecture de ces textes, c'est qu'il semble que le législateur a dispensé le bénéficiaire du transfert réel de concourir à l'opération qui doit l'investir de la propriété du titre :

Et il convient de remarquer que les prescriptions législatives ont été ainsi interprétées par les contentieux des grandes compagnies : l'intervention du cessionnaire n'est pas exigée, la société débitrice procède au transfert sur la déclaration du cédant, après vérification de son identité et de sa capacité, sans demander le consentement de la personne au nom de laquelle l'immatriculation est requise.

Et la pratique des compagnies apparaît, en ce, conforme à la jurisprudence. Rapportons textuellement à cet égard, l'attendu du dernier arrêt de la Cour de cassation sur ce point (à notre connaissance) en date du 18 octobre 1909, S. 1911.1.489 :

Attendu que la donation ne saurait être déclarée nulle sous le seul prétexte qu'elle n'est pas accompagnée de l'acceptation du donataire, l'acte (le transfert) n'étant pas à raison de sa forme, soumis à cette exigence.

La loi du 31 juillet 1920 (restée inappliquée), puis celle toute récente du 26 mars 1927, sont venues dissiper les

doutes qui pouvaient subsister sur l'interprétation de l'art. 36 Code com., en ce qui concerne l'acceptation du cessionnaire; aux termes de l'art. 42, de la loi de 1927 : « les sociétés et autres collectivités ne peuvent exiger l'acceptation du transfert par le cessionnaire »; bien plus, ce texte est impératif et doit être observé « nonobstant toute clause ou disposition contraire », c'est-à-dire même dans le cas où les statuts des sociétés exigeraient cette acceptation.

Conclusion : Ainsi la transmission du titre nominatif paraît pouvoir se réaliser sans l'intervention du cessionnaire investi du droit à son insu.

Que penser de ce raisonnement ?

Il apparaît erroné; en raisonnant comme on vient de le faire, et en tirant cette conclusion que le transfert n'implique pas une convention on commet une confusion, on confond négociation et transfert : la négociation est la convention intervenue entre le cédant et le bénéficiaire; le transfert, parachevant la transmission de la propriété du titre nominatif est l'opération qui rend la cession opposable aux tiers.

Dans notre conception du « transfert-cession de créance », il apparaît, contrairement aux affirmations que nous venons de développer, tout naturel que le consentement du cessionnaire ne soit pas exigé *lors du transfert* : il suffit que les consentements se soient rencontrés préalablement.

En effet, en ce qui concerne les formalités de l'art. 1690 C. civ. : lors de l'acceptation par le cédé, le cessionnaire n'intervient pas en vue de donner « son consentement à l'acceptation » ; de même dans le cas d'emploi de l'autre procédé, lorsque la signification est faite à la requête du cédant, le consentement du cessionnaire « à l'acte d'huissier » n'est pas requis.

La question n'est, il est vrai, que déplacée : le consentement de l'acheteur ou du donataire n'est pas requis *lors de l'immatriculation*, mais il doit, si le transfert est une cession de créance, c'est-à-dire une variété de convention, avoir été donné *préalablement*. En ce qui concerne la cession de créance, en effet, la signification ou l'acceptation est obligatoirement précédée, et ce, sous peine de nullité, d'une convention, puisque la signification faite est celle de l'acte de cession dont la validité suppose concours des volontés, puisque l'acceptation du cédé pour être valable suppose une convention préalable.

Avant d'examiner la question du point de savoir si le transfert pour être valable doit être précédé d'une convention, remarquons que la non-exigence de l'intervention du cessionnaire, « lors de l'accomplissement de la formalité du transfert », a été l'une des raisons pour lesquelles on a cru — confondant négociation et transfert — pouvoir affirmer que le transfert n'impliquait pas un concours de consentements.

Ayant ainsi placé la question sur son véritable terrain, examinons le point de savoir si le transfert, pour être valable, doit être « précédé » d'une rencontre de consentements.

S'il n'en était pas ainsi il faudrait dire, nous l'avons vu : ou bien que l'art. 36 C. com. ajoute aux sources d'obligations l'engagement unilatéral de volonté, auquel cas la seule volonté du cédant suffirait à transmettre la propriété du titre nominatif,

ou bien que le transfert est un acte abstrait, c'est-à-dire envisagé indépendamment de sa cause, auquel cas la question de savoir s'il résulte d'une convention ou d'un engagement unilatéral ne se poserait pas.

Montrons par deux exemples, que « *le transfert sans convention préalable* », se conçoit *pratiquement*, toutes réserves étant faites sur la question examinée plus loin de *la validité d'un tel transfert*.

« Primus à, à son service, un domestique Secundus qu'il désire mettre à l'abri du besoin pour l'époque où il sera lui-même décédé. Tout en désirant lui assurer cette libéralité d'une façon irrévocable, il désire que Secundus n'en ait connaissance qu'à son décès, et il a des raisons de convenance personnelle pour éviter de faire un testament. Titulaire d'un titre nominatif, il requiert le transfert du titre au nom de Secundus pour la toute propriété, mais conserve le titre par devers lui avec l'intention de toucher les coupons jusqu'à son décès,

ou, mieux encore, il signe un transfert au nom de Secundus pour la nue-propriété en se réservant l'usufruit. Dans l'un et l'autre cas, le transfert au nom de Secundus n'a été précédé d'aucune convention entre Primus et Secundus.

« Mais il n'est même pas nécessaire de recourir à l'idée de libéralité. Il suffit de modifier légèrement l'espèce analysée. Primus se trouve dans une situation gênée et, depuis plusieurs années, les gages de Secundus n'ont pas été payés. Primus tient à s'acquitter vis-à-vis de Secundus. Mais il ne peut le faire actuellement sans se priver de revenus indispensables, et d'un autre côté, craignant de mourir insolvable, il ne peut procéder par testament en léguant à Secundus ce qu'il lui doit. Il procède, en conséquence, comme dans l'espèce précédente, en signant un transfert au nom de Secundus soit pour la nue-propriété, soit pour la toute propriété, en gardant le titre et en continuant à en toucher les coupons, le tout à l'insu de Secundus. Il se réserve ainsi de procéder dans l'avenir par voie de dation en paiement, soit de son vivant par une convention à intervenir avec Secundus, soit en chargeant ses héritiers de passer cette convention avec Secundus après son décès⁴¹. »

Dans de pareils cas, la société débitrice procédera au transfert sur simple déclaration du cédant (après vé-

41. Ces deux exemples sont empruntés à M. Ch. L. Julliot, *Annales du Droit commercial*, 1904, p. 274, n° 86.

prouver à lui seul la régularité du contrat et l'acceptation du nouveau titulaire (alors *qu'en fait* la transcriptions utiles), sans se préoccuper de la question de savoir s'il y a eu convention préalable. La loi du 26 mars 1927, nous l'avons vu, fait de la non-exigence de l'acceptation du cessionnaire, un principe d'ordre public :

Art. 42 : Nonobstant toute clause ou disposition contraire... les sociétés ne peuvent exiger l'acceptation du transfert par le cessionnaire.

Un tel transfert est-il valable ?

L'attendu suivant reproduit dans presque tous les arrêts de cassation, rendus sur cette question⁴² :

« Attendu que le transfert des valeurs industrielles légalement opéré constitue au profit de celui au nom de qui elles sont immatriculées une preuve complète de propriété qui le dispense de toute justification. »

paraît autoriser à répondre affirmativement.

L'opinion de la Cour de cassation semble permettre de conclure : ou bien que le transfert a une valeur formelle à l'abri de toute contestation, ayant effet sans le secours d'aucun autre acte juridique, d'aucune convention préalable : c'est la consécration du système de l'acte abstrait ;

ou bien que le transfert a cette vertu considérable de

42. V. notamment : Req., 31 oct. 1900, S. 1905.1.454 ; 18 oct. 1909, S. 1911.1.489, les deux derniers, à notre connaissance, rendus sur cette question.

mission du titre nominatif peut s'opérer — sous réserve de la question de validité — à l'insu du bénéficiaire);

ou bien, enfin, que l'engagement unilatéral de volonté est une source d'obligation.

L'opinion de la Cour de cassation semble permettre de conclure en tout cas, qu'une convention préalable n'est pas nécessaire à la validité du transfert.

Et la présomption de propriété, dont bénéficie le nouveau titulaire, apparaît irréfragable : on sait, en effet, que la revendication du titre nominatif n'est pas admise.

Seuls quelques arrêts rendus par la Cour d'appel de Paris, lesquels avaient fait envisager un revirement possible de la jurisprudence de la Cour de cassation, pouvaient être invoqués en faveur du *transfert impliquant convention* :

Citons celui du 25 mars 1891 (S. 1892. 2. 129), particulièrement net à ce sujet :

« Considérant, mentionne l'arrêt, que l'immatriculation du titre démontre bien l'intention de faire une libéralité, mais n'établit point qu'il y ait eu de la part du donataire acceptation. »

Mais la Cour de cassation maintint sa jurisprudence dans les arrêts ultérieurement rendus.

Examinons cette thèse :

Il est exact que la Cour de cassation considère le transfert — opéré pourtant sur simple déclaration du cédant (sans acceptation du cessionnaire) — comme formant une preuve écrite et complète du droit de propriété du nouveau titulaire.

L'attendu suivant reproduit régulièrement dans les arrêts de Cassation :

« Attendu que l'inscription est une preuve écrite et complète du droit de propriété de celui au profit duquel elle a été faite. »

ne paraît pas pouvoir donner lieu à discussion.

Mais, et là va apparaître l'erreur de la thèse discutée, la Cour de cassation base cette preuve de propriété sur une double présomption :

Présomption qu'il y a eu une convention préalablement au transfert et présomption que cette convention était valable.

Citons à ce sujet, les attendus⁴³ tirés des arrêts de cassation :

« Attendu que les libéralités faites sous le voile d'actes à titre onéreux sont valables en la forme lorsqu'elles réunissent les conditions requises pour la constatation des actes dont elles empruntent l'apparence;

« Attendu, toutefois, que la donation, sous forme

43. Jurisprudence dont l'origine est lointaine, ces attendus repris régulièrement par la Cour de cassation sont extraits d'une décision en date du 24 juillet 1844, S. 44.1.787.

d'un acte à titre onéreux (il s'agissait du transfert dans les arrêts portant ces attendus), demeure assujettie quant au fond à la règle essentielle qu'il y ait acceptation de la libéralité par le donataire. »

Il apparaît à la lecture de ces attendus que :

si les donations faites sous l'apparence d'un acte à titre onéreux (il s'agissait ici du transfert) sont valables;

si elles ne sont soumises ni à la forme solennelle, ni à l'acceptation prescrite par l'art. 932;

si il suffit qu'elles réunissent les conditions nécessaires pour la validité de l'acte dont elles empruntent la forme;

encore faut-il que l'acte sous lequel se dissimule la donation ait le caractère d'un contrat et réunisse le concours des deux volontés; quelle que soit la forme sous laquelle elle se présente, la donation déguisée ou indirecte n'en reste pas moins un contrat et par conséquent ne saurait être parfaite par la seule volonté du donateur.

Ce faisant, la Cour de cassation décide qu'un transfert ne peut suffire d'une manière absolue pour emporter mutation de propriété, « elle consacre cette idée « simple, logique et en harmonie avec les règles de « notre droit qui consiste à ne voir dans le transfert « qu'une opération destinée à parfaire au regard des « tiers une transmission de propriété résultant d'une « convention⁴⁴. »

44. Expression empruntée à M. Tissier; voir note sous arrêt 25 mars 1891, S. 92.2.129.

Et cette acceptation que la Cour exige préalablement au transfert, elle la présume lorsqu'elle dit que : l'inscription est une preuve écrite et complète du droit de propriété.

Ainsi, loin de dire que l'acceptation du cessionnaire n'est pas nécessaire à la transmission du titre nominatif, la Cour de cassation base la preuve de propriété attribuée au transfert sur la présomption qu'il y a eu convention préalable.

La double présomption sur laquelle repose la preuve de la propriété du titre montre :

Que dès avant le transfert il doit y avoir eu mutation de propriété opérée suivant les règles ordinaires : le transfert n'est pas le contrat, le fait juridique qui donne naissance à la mutation, c'est l'opération qui la rendra parfaite au regard des tiers;

Ceci est la condamnation des systèmes de l'acte abstrait et de l'engagement unilatéral de volonté.

La vertu considérable que la Cour de cassation reconnaît au transfert de prouver à lui seul la régularité du contrat et l'acceptation, paraît étrange puisque nous l'avons vu, la transmission du titre nominatif peut s'opérer — indépendamment de la question de validité — à l'insu du cessionnaire.

Cette force probante attachée au transfert, cette présomption d'acceptation, d'échange de consentements, s'explique par la nécessité pratique où l'on est pour

rendre rapide la transmission du titre nominatif, de diminuer les formalités, les preuves à apporter. La loi dans ce but de rapidité n'a exigé pour la transmission du titre nominatif la rédaction d'aucun acte, ni authentique ni sous-seing privé.

Aussi, si la Cour de cassation avait imposé l'obligation d'apporter, avec la demande de transfert la preuve d'une convention, elle aurait — ce faisant — nécessité la rédaction entre les parties d'un acte utile à la preuve de la convention. L'acte que n'exigeait pas le législateur, la jurisprudence l'aurait rendu le plus souvent indispensable en vue d'apporter la preuve de l'acceptation du cessionnaire.

La présomption d'acceptation, au reste, offre peu d'inconvénients : dans la plupart des cas le transfert est précédé d'une convention⁴⁵ et dans les autres cas, montrons que la preuve de la non-existence d'une convention peut être administrée⁴⁶.

La thèse dont nous essayons la réfutation mentionne que la présomption de propriété du titulaire de l'inscription est irréfragable :

45. Le transfert résultant « d'une négociation en Bourse » (et c'est le plus fréquent, la cession directe par voie de transfert réel étant exceptionnelle) est nécessairement précédé d'une convention : dans ce cas, en effet, les ordres d'achat et de vente sont donnés aux intermédiaires de Bourse par les deux parties : une déclaration unilatérale de volonté ne se conçoit pas.

46. Dans le cas où le transfert est demandé, non par le cédant mais par le cessionnaire, c'est-à-dire qu'il y a demande de « mutation » : avant d'opérer la mutation l'établissement débiteur exigera du cessionnaire la preuve de « sa propriété », c'est-à-dire s'il s'agit d'une transmission entre vifs, la preuve d'une convention préalable valable, la preuve d'une rencontre des consentements.

S'il en était ainsi la démonstration que nous venons de faire — nécessité d'une convention préalablement au transfert — ne présenterait qu'un intérêt théorique. Il importerait peu, en effet, que la propriété dont fait preuve le transfert repose sur une présomption de convention, s'il n'était pas permis d'apporter la preuve contraire, de démontrer qu'il n'y a pas eu de convention.

Il n'en est pas ainsi. Abandonnant, semble-t-il, nous examinerons ultérieurement cette question, le principe de la non-revendication du titre nominatif, principe qui est son œuvre la Cour de cassation permet de rapporter la preuve qu'il n'y a pas eu de contrat (ou que le contrat n'était pas valable).

Les attendus de la Cour sont formels à cet égard :

« Attendu que celle preuve (preuve de la propriété résultant du transfert) peut être détruite par la preuve contraire administrée conformément à la loi, que si l'art. 1341 C. civ. défend d'admettre la preuve testimoniale ou par présomptions, contre et outre le contenu aux actes, les art. 1353 et 1347 apportent exception à cette règle au cas où les actes sont attaqués pour cause de fraude ou de dol, ou lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit (extrait de cass. 18 oct. 1909, S. 1911. 1. 489) ».

Ainsi la présomption de convention, sur laquelle est basé le droit de propriété dont le transfert fait preuve, tombera devant la preuve d'une non-acceptation du cessionnaire : et en conséquence la base sur laquelle repo-

sait le droit de propriété du nouveau titulaire s'évanouissant le droit disparaîtra et l'inscription primitive sera rétablie.

La présomption de propriété attribuée au transfert apparaît donc comme une présomption *juris tantum* et non *juris et de jure*.

En permettant d'apporter la preuve qu'il n'y a pas eu de convention, preuve dont la conséquence sera l'annulation du transfert opéré sans rencontre de consentements préalable, la Cour de cassation ne viole-t-elle pas le principe de la non-revendication du titre nominatif, qui est son œuvre ?

Nous avons vu, en effet, que la Cour de cassation s'est refusée à admettre que l'acquéreur de bonne foi, quand il a fait tout ce qu'il était normalement possible de faire pour obtenir une situation inattaquable et *a fortiori* si les moyens ne lui étaient pas donnés de procéder à cette investigation, puisse perdre le bénéfice de son acquisition.

La Cour de cassation ne viole en rien le principe de la non-revendication du titre nominatif lequel ne s'applique que lorsque toute investigation personnelle sur le droit qu'il acquiert est interdite au cessionnaire, c'est-à-dire lorsqu'il n'a pu se protéger lui-même :

- a) C'est le cas de l'acheteur en bourse;
- b) C'est le cas même de l'acheteur par voie de cession

directe (sans intermédiaire de bourse) mais seulement pour les cessions « antérieures » à celle dans laquelle il figure en qualité de cessionnaire : le passé étant anéanti lors de chaque inscription nouvelle, le cessionnaire ne peut, en effet, se livrer à un examen de l'origine de propriété du titre qu'il acquiert, il n'a aucun moyen de remonter aux mutations qui précèdent la sienne.

Dans ces hypothèses le cessionnaire est autorisé à se fier à l'immatriculation de son cédant sur les registres de la Société, laquelle immatriculation constitue à son égard une présomption de propriété « irréfragable ».

Mais lorsque le cessionnaire a pu se livrer à un examen de la régularité de la cession, lorsqu'il a été à même de se garantir contre tout danger d'éviction, il reste exposé à l'action que pourra diriger contre lui le titulaire irrégulièrement dépossédé.

C'est le cas de la cession directe par voie de transfert réel dans laquelle le cessionnaire entre en contact avec le cédant : si dans cette hypothèse le cessionnaire ne peut, nous l'avons vu, remonter dans le passé en vue de se livrer à un examen de la régularité des cessions « antérieures » et si, en conséquence, l'inscription de son cédant sur les registres a vis-à-vis de lui — qui est « un tiers » au regard des cessions antérieures — une valeur absolue, il peut (et il doit) procéder à un examen de la validité de l'aliénation faite à son profit⁴⁷ par le cédant :

47. De l'aliénation faite à son profit, c'est-à-dire de l'aliénation dans laquelle il figure en qualité de cessionnaire.

il vérifiera l'identité, la capacité ou le pouvoir de ce dernier. S'il ne le fait pas ou s'il le fait mal et si une irrégularité se révèle il pourra être actionné en revendication.

On avait cru pouvoir affirmer l'abandon par la Cour de cassation du principe de la non-revendication du titre nominatif à la suite d'un arrêt de cassation en date du 18 octobre 1909 S.1911.1.489, autorisant la preuve contraire, en matière de transfert, *contre* « *un tiers* ».

Il s'agissait d'un cessionnaire qui avait acquis des titres nominatifs d'une personne qui en était devenue propriétaire par donation. L'acquisition à titre gratuit fut contestée et le cessionnaire — « *pourtant tiers* » au regard de l'acte de donation — fut évincé.

Mais il y a lieu de remarquer que dans cette espèce le tiers qui avait acheté par acte notarié ne pouvait invoquer un transfert à son profit : les titres ne lui avaient pas été remis et ainsi il n'avait pu faire procéder à un transfert. Il s'était borné à faire signifier la cession à la société débitrice et c'est à n'en pas douter pour cela que l'arrêt a décidé que le tiers acquéreur pouvait être évincé.

Le cessionnaire « ayant acquis par voie de cession civile » ne peut invoquer le grand principe général suivant lequel protection est due à l'acquéreur de bonne foi victime d'une apparence trompeuse. Il est « censé », en effet, avoir pu se livrer à un examen de la régularité non seulement de la cession dans laquelle il figure,

mais encore des cessions antérieures à la sienne⁴⁸ : si une irrégularité se révèle il peut être actionné en revendication.

Conclusion sur le présent chapitre :

Ainsi les raisons données contre l'assimilation du transfert à la cession de créance apparaissent mauvaises. Nous pensons avoir montré que le principe de la non-revendication, la responsabilité de l'établissement débiteur, le principe de l'inaopposabilité des exceptions et la non-exigence de l'acceptation du cessionnaire, ne constituent pas des obstacles à cette assimilation.

1° Le principe de la non-revendication n'est pas un

48. Si sa cession avait été suivie « d'un transfert » régulièrement opéré, le fait que *son cédant* était devenu titulaire des titres à la suite d'un transfert « non précédé d'une convention » n'aurait pu donner lieu à revendication contre ce cessionnaire « tiers » par rapport à la cession contestée et protégée comme tel d'une façon absolue. Ainsi un cessionnaire ayant acquis par transfert n'a à craindre aucune action en revendication « basée sur une irrégularité provenant de cessions antérieures à la sienne » et ce, non seulement lorsque le transfert qui l'a saisi résulte d'une négociation en bourse mais même dans le cas de cession directe (le cessionnaire est de bonne foi car il n'a pu remonter à la mutation qui précède la sienne pour s'assurer qu'elle avait été précédée d'une convention, le passé étant anéanti à chaque inscription nouvelle).

Il n'en est pas de même dans le cas de cession rendue opposable aux tiers par le mode civil de l'art. 1690 car « théoriquement » tout cessionnaire ayant acquis par la voie civile a la possibilité, étant mis en rapport avec le cédant, de contrôler la régularité non seulement de la cession dans laquelle il figure mais encore de celles antérieures à la sienne. (« Pratiquement », cette affirmation exacte pour la cession d'une créance à personne dénommée ne l'est pas pour la transmission d'un titre nominatif par la voie civile : dans ce dernier cas, le cessionnaire peut vérifier la régularité de la cession dans laquelle il figure, mais pas celle des cessions antérieures lorsqu'elles auront été faites par transfert, car le passé étant anéanti à chaque inscription nouvelle, il ne subsiste aucune trace aucune preuve de ces transmissions par transfert. Néanmoins, la revendication est possible dans tous les cas dès lors qu'il s'agit d'une cession par le mode civil. »)

effet du transfert mais une conséquence de la bonne foi du cessionnaire;

2° La responsabilité du tiers-cédé (établissement débiteur) n'est pas « spéciale » au transfert, elle est de droit commun;

3° Le principe de l'inopposabilité des exceptions s'applique à la cession de créance, comme au transfert, lorsque l'opposabilité aux tiers a été réalisée au moyen de l'acceptation de la cession par le débiteur-cédé;

4° La non-exigence de l'acceptation du cessionnaire, en matière de transfert, n'autorise pas à conclure que le transfert ne rentre pas dans le domaine des engagements conventionnels. La preuve de propriété attachée à l'inscription est, en effet, basée sur la présomption (présomption *juris tantum* en ce qui concerne les parties) qu'il y a eu convention préalablement au transfert.

Ainsi le transfert est, selon nous, « l'acceptation de la cession civile » adaptée au titre nominatif.

Ayant ainsi essayé de montrer que le transfert est un mode de transmission dérivé du procédé civil de cession, nous allons constater au cours du chapitre II, que le mode civil a conservé à côté de ce mode civil adapté à la transmission du titre nominatif qu'est le transfert, un domaine propre, et montrant que le législateur laisse le choix entre les deux modes de cession, nous examinerons la question de savoir s'il est à souhaiter que le mode civil devienne, à la place du transfert, le mode normal de transmission du titre nominatif.

CHAPITRE II

DOMAINE D'APPLICATION DU MODE CIVIL EN MATIÈRE DE TRANSMISSION DU TITRE NOMINATIF

Section première. — Cas dans lesquels la transmission du titre nominatif se fait « obligatoirement » par le mode civil.

Section deuxième. — La cession par les voies civiles est employée dans certains cas pour lesquels le transfert n'est cependant pas prohibé. Etude de ces cas et raisons de cet emploi.

Section troisième. — De l'examen de la question de l'emploi généralisé du mode civil en matière de transmission de titres nominatifs. L'emploi du mode civil par préférence au transfert est-il souhaitable ?

SECTION PREMIÈRE. — CAS DANS LESQUELS LA TRANSMISSION DU TITRE NOMINATIF SE FAIT « OBLIGATOIREMENT » PAR LE MODE CIVIL :

- a) **CESSION DE PROMESSES D'ACTIONS ;**
- b) **CESSION D'ACTIONS D'APPORT EN NATURE PENDANT LES DEUX ANS QUI SUIVENT LA CONSTITUTION DÉFINITIVE DE LA SOCIÉTÉ.**

a) *Cession de promesses d'actions*⁴⁹ :

Les actions nominatives sont négociables c'est-à-dire transmissibles au moyen du transfert, mais seule-

49. V. Houpin et Bosvieux, *Traité général des sociétés*, t. I, p. 441.

ment à partir du moment où les diverses conditions prescrites par la loi du 24 juillet 1867 pour la constitution des sociétés par actions, sont réunies⁵⁰ :

La loi du 24 juillet 1867 dispose, en effet, que les actions ou coupons d'actions sont négociables « après » le versement du quart⁵¹.

50. Conditions à la réunion desquelles la loi subordonne la constitution des sociétés par actions.

Pour la commandite, elle exige :

1° La souscription de la totalité du capital qui doit se composer d'actions dont le taux ne soit pas inférieur à 100 ou à 25 francs suivant la distinction indiquée par le premier alinéa de l'art. 1^{er};

2° Le versement d'un quart ou de la totalité sur les actions de numéraire;

3° Une déclaration notariée du gérant affirmant les souscriptions et les versements;

4° La vérification et l'approbation des apports en nature et des avantages particuliers;

5° La nomination d'un conseil de surveillance.

Pour la société anonyme, les quatre premières conditions sont les mêmes, sauf cette différence que la déclaration notariée émane des fondateurs.

Il faut en outre :

6° Que la sincérité de cette déclaration soit vérifiée par une assemblée générale constitutive;

7° Que les actionnaires soient au moins au nombre de sept;

8° Que la société soit pourvue de ses administrateurs et de ses commissaires de surveillance. V. Lacour, *Précis de Droit commercial*, t. I, p. 279, n° 458.

51. Cette disposition a donné naissance à une question délicate : la négociabilité existe-t-elle aussitôt après le versement du quart ou seulement après la constitution définitive de la société ? La première solution semble résulter du texte de l'art. 2 interprété littéralement, la seconde est plus conforme à l'esprit de la loi attesté par l'examen des travaux préparatoires. Lors de la discussion au Corps législatif, un amendement présenté par M. Millet déclarait que : « la négociation des actions ou des coupons d'actions, est interdite « avant » la constitution définitive de la société ». — L'amendement fut rejeté, mais sur l'observation du rapporteur « que l'économie de la loi, dans son ensemble, indique cette idée ». Cette interprétation, suivant laquelle la négociation n'est licite que si la société est définitivement constituée par l'accomplissement de toutes les conditions exigées par la loi, a été constatée par la jurisprudence et par la presque unanimité de la doctrine : v. Houpin et Bosvieux, *Traité des sociétés*, t. I, p. 441, n° 371; — Lyon-Caen et Re-

Ainsi, pendant la période qui précède la constitution de la société, les promesses d'actions — qui sont des titres provisoires ou récépissés remis aux souscripteurs lors du premier versement et destinés à être échangés ultérieurement contre des titres définitifs — ne peuvent être transmis au moyen du transfert.

Si le législateur retarde le moment à partir duquel la voie commerciale peut être utilisée en vue de la transmission des actions nominatives, c'est pour cette raison que la négociation suivie du transfert est de nature à faciliter l'agiotage ou la spéculation excessive qui se produit surtout au début de l'existence des sociétés, alors que les plus grandes variations dans les cours sont facilitées par l'incertitude qui règne encore sur le sort de l'entreprise.

Mais la loi ne frappe pas ces promesses d'actions d'inaliénabilité, ce qui est prohibé c'est seulement l'emploi du transfert, la cession civile avec observation des formalités de l'art. 1690 C. civ. demeure permise⁵², car

nault, *Traité de Droit commercial*, t. II, 2^e partie, 5^e édit., p. 110, n^o 729 b.; — Vavasseur, *Traité des sociétés*, t. I, 4^e édit., p. 193, n^o 477; — Lacour, *Précis de Droit commercial*, t. I, 2^e édit., p. 280, n^o 460; — F. Arthuys, *Traité des sociétés commerciales*, t. I, 3^e édit., p. 522 et 523, n^o 484; — Thaller et Pic, *Droit commercial*, t. II, 2^e édit., p. 81, n^o 756.

52. Il est admis que la cessibilité, ou transmission faite suivant les règles du droit civil, est permise, car précisément à raison de ses complications et de sa lenteur, elle ne se prête pas à la spéculation que le législateur a redoutée pour les sociétés naissantes. En ce sens :

V. Paul Pont, *Traité des sociétés civiles et commerciales*, t. II, n^o 902, p. 72; — Vavasseur, *Traité des sociétés civiles et commerciales*, t. I, n^o 475, p. 192; — Houpin et Bosvieux, *Traité des sociétés*, t. I, 5^e édit., n^o 372, p. 442; — Lyon-Caen et Renault, *Traité des sociétés commerciales*, t. II,

en raison de l'incexistence de marché sur des titres « non négociables », elle se prêterait mal à la spéculation que l'on cherche à éviter lors des formalités de constitution de la société.

b) *Cession d'actions d'apport en nature pendant les deux ans qui suivent la constitution définitive de la société*⁵³.

La loi du 1^{er} août 1893 a prolongé pour les actions correspondant à des apports en nature, la période de non-négociabilité.

Aux termes de l'art. 3 paragraphes 2 et 3 de la loi de 1867 modifiée par la loi du 1^{er} août 1893 « les actions représentant des apports (en nature) ne peuvent être détachées de la souche et ne sont négociables que deux ans après la constitution définitive de la société ».

Ainsi tandis qu'aux termes de l'art. 2 de la loi de 1867 les actions de numéraire peuvent être transmises par les voies commerciales de cession dès la constitution de la société, les actions d'apport depuis la loi de 1893 ne sont négociables que deux ans après cette constitution.

Le but de cette disposition, quant au moment à partir duquel les actions d'apport sont transmissibles par transfert, est de rendre plus difficiles les manœuvres fraudu-

2^e partie, 5^e édit., n° 728, p. 109; — Lacour, *Précis de droit commercial*, t. I, 2^e édit., n° 461, p. 281; — F. Arthuys, *Traité des sociétés commerciales*, t. I, 3^e édit., p. 524 en haut; — Thaller et Pic, *Droit commercial*, t. II, 2^e éd., n° 758, p. 83 et 84.

53. V. Houpin et Bosvieux, *Traité général des sociétés*, t. I, p. 446.

leuses auxquelles ont donné trop souvent lieu les actions d'apport.

Les apports en nature sont fréquemment majorés et ceux qui les ont faits, après avoir fait croire aux chances d'avenir de la société par des moyens divers, se hâtent de transmettre leurs actions à des personnes qui se trouvent par suite même de la majoration des apports en nature, en présence d'une société ayant un capital bien inférieur au capital annoncé.

Les apporteurs demeurant attachés nécessairement à la société pendant deux ans, on a pensé qu'il est moins à craindre qu'ils se livrent à des manœuvres de cette sorte : ils pourraient en être eux-mêmes les victimes.

Mais les auteurs de la loi du 1^{er} août 1893 n'ont entendu défendre jusqu'à l'expiration des deux années qui suivent la constitution de la société, que la négociation des actions d'apport c'est-à-dire leur transmission par les voies commerciales, mais non pas leur cession, c'est-à-dire leur transmission par les modes du droit civil dans les formes de l'article 1690 C. civ.

Cela résulte, nous dit M. Percerou dans sa note sous arrêt de cassation du 4 juillet 1911 D. 1911. I. 449, « tant des termes mêmes dont s'est servie la loi de 1893 » que de ses travaux préparatoires et du but qu'elle poursuivait.

« L'article 3 ne dit pas que les actions d'apport sont « incessibles » mais simplement qu'elles ne sont pas « négo-

« ciables », et la portée restreinte de cette dernière expression apparaît mieux encore lorsqu'on la rapproche de l'article 26 dernier alinéa de la loi du 24 juillet 1867 : « d'après ce dernier texte, les actions des administrateurs affectées à la garantie de leur gestion sont « inaliénables » : ce qui prouve bien que lorsque le législateur veut interdire toute transmission de titres aussi bien par la voie civile que par la voie commerciale, il ne se contente pas de déclarer ces titres « non-négociables » il les déclare inaliénables⁵⁴ ».

« Si d'ailleurs quelques doutes subsistaient, ils seraient levés par l'étude des travaux préparatoires de la loi du 1^{er} août 1893.

L'article trois, paragraphe deux, emprunté au projet de loi voté par le Sénat en 1884, a été introduit dans la loi de 1893 par voie d'amendement présenté au Sénat, et voici par quelles raisons l'auteur de cet amendement M. Poirrier, cherchait à le justifier :... « la combinaison frauduleuse ainsi décrite et à laquelle on a voulu parer n'est réellement redoutable qu'avec des titres négociables, se prêtant par leur forme à l'établissement d'un marché et à des majorations de cours. Quant il

54. Art. 26 de la loi du 24 juillet 1867 : « ...Les administrateurs doivent être propriétaires d'un nombre d'actions déterminé par les statuts... elles sont nominatives, « inaliénables » ...; de même en ce qui concerne les actions de travail dans les sociétés anonymes à participation ouvrière : « les actions de travail sont nominatives... « inaliénables » pendant toute la durée de la société à participation ouvrière... » (art. 75 de la loi du 26 avril 1917).

« s'agit d'une transmission par la voie civile, d'une cession, la défense de la loi cesse : il ne s'établit point de marché sur des titres pour la transmission desquels il faut user des significations par huissier⁵⁵.

Cette interprétation de la loi du 1^{er} août 1893 est admise par la presque unanimité de la Doctrine (V. Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, tome 2, deuxième partie, 5^e édition, page 114, numéro 732. — Thaller et Pic, *Traité de droit commercial*, tome 2, 2^e édition, page 136, numéro 793. — Houpin et Bosvieux, *Traité des sociétés*, tome 1, page 452, numéro 384. — Lacour, *Précis de droit commercial*, tome 1, 2^e édition, page 283, numéro 465. — F. Arthuys, *Traité des sociétés commerciales*, tome 1, 3^e édition, page 532, numéro 488) et a été consacrée par la jurisprudence de la cour de cassation :

Attendu — mentionne l'arrêt de cassation du 4 juillet 1911 (D. 1911. I. 449 et S. 1913. I. 5) — que l'arrêt attaqué déclare avec raison qu'aux termes de l'art. 3, paragraphe 2 de la loi du 24 juillet 1867 modifiée par la loi du 1^{er} août 1893, les actions représentant des apports pouvaient, même pendant les deux années qui suivent la

55. V. Poirrier ajoutait (séance du Sénat du 2 juillet 1893) répondant à un critique de son amendement : « Mais enfin, vous ne pouvez pas empêcher qu'on dispose d'une propriété qui est aussi respectable qu'une autre. Nous ne disons pas qu'on ne pourra pas en disposer : on pourra en disposer par les voies civiles; seulement nous disons que ces actions ne seront pas *négociables* pendant une période de deux années. »

V. également discours du sénateur Ronjat au cours de la séance du Sénat du 18 novembre 1884 (*Journal officiel* du 19 nov. Débats parlementaires, p. 1714).

constitution définitive de la société, « *être cédées par les voies civiles* », qu'il faut, en effet, interpréter restrictivement tout texte qui limite le droit de libre disposition du propriétaire; que l'article précité, ne prohibant que la « négociation » des actions d'apport, a, par cela même, autorisé « la cession par les modes du Droit Civil... »

SECTION DEUXIÈME. — LA CESSION PAR LES VOIES CIVILES EST EMPLOYÉE DANS CERTAINS CAS POUR LESQUELS LE TRANSFERT N'EST CEPENDANT PAS PROHIBÉ⁵⁶. ETUDE DE CES CAS ET RAISONS DE CET EMPLOI DU MODE CIVIL.

Nous avons vu que la cession de créance réglementée par l'article 1690 C. civ. ne pouvait convenir pour une transmission rapide et sûre du titre nominatif, et qu'à la suite d'une lente évolution, de ce mode de cession de droit commun était sorti le transfert qui réalisait assez bien les conditions souhaitées pour la transmission de ce titre de placement.

Néanmoins dans la pratique malgré ses inconvénients le mode civil de cession est utilisé même dans des cas où le législateur n'interdit pourtant point l'emploi du transfert : c'est que, dans certaines hypothèses, le mode civil de cession adapté au titre nominatif qu'est le transfert s'applique moins bien aux cas envisagés que le mode civil de l'art. 1690, et que dans d'autres hypothèses, le

56. V. P. Robert, De la cession des titres nominatifs, *Droit financier*, 1920, p. 453 et suiv.

transfert non-interdit légalement, apparaît matériellement non-utilisable, une de ses conditions d'application faisant défaut.

Mais dans toutes ces hypothèses la question s'est alors posée de la validité de l'emploi du mode civil comme procédé de transmission ; si en ce qui concerne les cessions de promesses d'actions ou les cessions d'actions d'apports en nature, la validité de l'emploi du mode civil résulte, nous l'avons vu, tant des textes des lois de 1867 et de 1893, que des travaux préparatoires de ces lois, rien ne permet d'affirmer *a priori* que le législateur autorise l'utilisation du mode civil par préférence au transfert dans les cas étudiés ci-après ; seule l'interprétation donnée aux articles 36 C. com. et 1690 C. civ. permettra de se prononcer à cet égard.

Préjugeant la solution de cette question de la validité de l'utilisation du procédé civil en matière de transmission de titres nominatifs — (question que nous traiterons plus loin, voir *infra*, p. 71) — examinons ces cas dans lesquels les modes de cession civile sont susceptibles de rendre des services.

Cas des cessions de nue-propriété⁵⁷.

Les cessions de nue-propriété se font la plupart du temps, par acte signifié à l'établissement débiteur, parce

57. V. P. Védie, De la nécessité du transfert en matière de transmission de nue-propriété d'actions ou obligations nominatives, *Journal des assurances*, 1911, p. 608.

que le titre est entre les mains de l'usufruitier. L'établissement débiteur, en effet, pour opérer le transfert d'une nue-propiété sur ses registres exige outre la déclaration de transfert du cédant accompagnée des justifications-utiles, la représentation du certificat d'inscription délivré au cédant lors de son immatriculation et ce, en vue de modifier sur ledit certificat la mention se rapportant à la nue-propiété.

Le nu-propiétaire peut, il est vrai, exiger de l'usufruitier la communication du certificat et se mettre ainsi en mesure de pouvoir faire opérer le transfert, mais :

1° Le cédant peut préférer ne pas faire connaître sa cession à l'usufruitier : il utilisera alors le mode de cession du droit civil qui a cet avantage sur celui du droit commercial d'être plus discret;

2° L'usufruitier peut refuser de se dessaisir de son titre : dans ce cas, pour éviter toute perte de temps, le cédant préférera souvent signifier sa cession plutôt que d'obliger judiciairement l'usufruitier à remettre le certificat d'inscription à la société débitrice en vue du transfert.

Cas d'indivision :

Les cessions de droits indivis sur des titres provenant de successions se font également par les voies civiles : Si un indivisaire, ayant un besoin urgent de fonds, désire

vendre son droit, il devra, n'ayant pas les titres en mains employer le mode de cession civile. Il pourra ainsi faire argent de son droit indivis sans attendre la fin des longues opérations du partage.

Cas où le cédant se refuse à opérer le transfert.

Cette situation ne se présente pratiquement que dans le cas de cession faite directement du cédant au cessionnaire, sans l'intermédiaire d'un agent de change ou d'un couliissier : dans le cas de négociation en bourse, c'est en effet l'intermédiaire qui est chargé de déposer la demande de transfert.

Lorsque le cédant se refusera à faire opérer le transfert ou tardera à faire la déclaration de transfert, le cessionnaire devenu propriétaire vis-à-vis du cédant dès la rencontre des deux volontés, pourra rendre sa cession opposable aux tiers par signification⁵⁸.

Notons que dès qu'il sera en possession du certificat d'inscription nominative et à même de fournir les justifications utiles à la société débitrice, il aura intérêt à faire opérer la mutation pour consolider son droit dans le passé.

58. Dans le cas d'emploi du mode civil, la date à laquelle la cession devient opposable aux tiers est celle que porte la signification d'huissier.

Dans le cas d'emploi du mode commercial, la mais d'opposabilité aux tiers de la cession, est non pas celle que porte le bordereau contenant « la déclaration de transfert » (acte non-authentique) mais celle de : « l'inscription de cette déclaration de transfert » à laquelle procède la société après contrôle de la validité de la cession.

Si le mauvais vouloir persistant du cédant ne lui permet pas de le faire il devra obtenir contre celui-ci un jugement qui tiendra lieu de déclaration de transfert et sera mentionné sur les registres de la société.

Tous ces cas dans lesquels, en vue de la transmission des titres nominatifs, le mode civil est employé de préférence au mode commercial, autorisent à penser qu'au point de vue pratique la solution jurisprudentielle permettant l'emploi de la signification concurremment avec le transfert, est heureuse.

SECTION TROISIÈME. — DE L'EXAMEN DE LA QUESTION DE L'EMPLOI GÉNÉRALISÉ DU MODE CIVIL EN MATIÈRE DE TRANSMISSION DE TITRES NOMINATIFS. L'EMPLOI DU MODE CIVIL PAR PRÉFÉRENCE AU TRANSFERT EST-IL SOUHAITABLE ?

Nous supposons que le choix entre les deux modes — civil et commercial — est laissé aux parties. Cette question : L'art. 36 C. com. instituant le transfert exclut-il le mode civil de cession ? dont nous préjugeons ainsi la solution, fera l'objet de notre dernier chapitre.

Outre ces cas exceptionnels dans lesquels le mode civil est utilisé pour la transmission des titres nominatifs, soit obligatoirement, soit de préférence au mode commercial, faut-il souhaiter que « dans tous les cas » la signification soit employée de préférence au transfert ? Faut-il, en d'autres termes, engager les parties à utiliser plutôt le procédé de transmission de l'art. 1690 C. civ., que le transfert ?

L'emploi généralisé du mode civil, lequel en vertu d'une jurisprudence conforme de la Cour de cas

sation réalise comme le transfert l'opposabilité de la transmission aux tiers, ne doit-il pas permettre d'éviter les « complications » provenant de la formalité du mode commercial.

Complications provenant du transfert.

Les complications provenant du transfert ont fait naître la question de l'emploi généralisé du mode civil :

A mesure que la jurisprudence poursuivant son but de protection du titulaire dépossédé, aggravait par ses décisions la responsabilité pesant sur les sociétés débitrices, ces établissements débiteurs exerçaient un contrôle de plus en plus étendu et minutieux sur les cessions de leurs titres.

A l'appui des déclarations de transfert qui leur parvenaient accompagnées des certificats d'inscription nominative, elles exigeaient toutes justifications utiles en vue de couvrir leur responsabilité et procédaient à un examen demandant un long temps. On ne pouvait reprocher aux sociétés de se faire remettre de nombreuses pièces justificatives préalablement légalisées, et de les discuter : la responsabilité mise à leur charge exigeant la possibilité d'un contrôle sévère. « Il faut du temps pour tout
« examen soigneux, et une société même importante ne
« peut pas se constituer un service de contentieux capable à tout moment d'examiner sans délai tous les
« dossiers » (selon l'expression de M. Esmein), *op. cit.*, page 11 *in fine*).

Quoique justifiée la lenteur du transfert due au contrôle opéré par la société n'en était pas moins gênante.

Le public, se détournant de la forme nominative de placement à cause des difficultés de la transmission, se porta vers le titre au porteur dont la cession simplifiée à l'extrême se réalise par la simple remise matérielle du titre (et même théoriquement par le simple consentement des parties).

Le développement des titres au porteur, dû à la politique fiscale contemporaine mais aussi aux complications du transfert, amena l'intervention du législateur. C'est qu'en effet les titres au porteur fournissent le moyen de rendre inefficaces les dispositions législatives.

Persuadé que la faveur du titre nominatif dépendait de la rapidité de la transmission, le législateur s'est efforcé de la réaliser par la loi du 26 mars 1927.

La survenance de cette loi laisse cependant entière la question que nous devons examiner de savoir si la signification doit être employée, de préférence au transfert, pour réaliser l'opposabilité de la cession aux tiers. Outre, en effet, que le nouveau régime ne concerne que le marché officiel et seulement au comptant, la loi de 1927 a bien empêché les abus en impartissant des délais aux sociétés débitrices et aux intermédiaires pour la réalisation des différentes formalités du transfert, mais elle leur a laissé le temps nécessaire au contrôle qu'ils doivent opérer pour couvrir leur responsabilité.

Les nouveaux textes organisant le régime des transferts et mutations des titres nominatifs donnent, il est vrai, le moyen d'éviter le contrôle de la société émettrice, tout au moins dans le cas où la transmission s'opère par voie de cession directe sans négociation en bourse : c'est d'employer la mutation par préférence au transfert réel.

Au lieu de procéder par voie de réquisition de transfert avec remise à la société du certificat d'inscription nominative et des pièces justificatives de l'identité du cédant, de sa capacité et de la non-indisponibilité du titre, ce qui occasionnerait de la part de la compagnie un examen minutieux de ces pièces, il suffit d'agir ainsi : les parties se rendent chez un notaire qui fera la vente du titre nominatif par acte authentique et visera cet acte dans un certificat de propriété⁵⁹ au seul vu duquel la société procédera à la mutation, sans autre contrôle que celui de la régularité en la forme du certificat de propriété⁶⁰.

Mais la réflexion montre que ce moyen ne supprime pas ce contrôle que l'on cherche à éviter, il le déplace seulement. En effet, dans une pareille hypothèse, *la*

59. V. Instruction du ministère des Finances du 10 mai 1928 : parmi les circonstances nécessitant la production d'un certificat de propriété figure la cession par acte authentique. V. également décret du 9 mai 1928, art. 1^{er}, n^o 5, et art. 12.

60. « La production d'un certificat de propriété est obligatoire et par suite couvre seule la responsabilité de la société ou collectivité émettrice, en principe pour toute mutation (art. 45 de la loi du 26 mars 1927, art. 12 du décret du 9 mai 1928). » (Extrait de Esmein, *op. cit.*, p. 85.)

responsabilité pesant sur l'établissement émetteur, laquelle motivait un examen attentif, *n'a pas disparu*, elle incombe au notaire qui lors de la rédaction de l'acte authentique visé dans le certificat de propriété s'assurera de l'identité du cédant, de sa capacité et de la non-indisponibilité du titre, afin de mettre à couvert sa responsabilité.

Le contrôle du notaire sera le plus souvent moins long à opérer que celui auquel se serait livrée la société, il n'en sera pas moins nécessaire, faisant ainsi s'évanouir l'avantage que l'on espérait trouver dans la mise en œuvre de ce procédé.

Le transfert entraînant actuellement encore des lenteurs, et le procédé que nous venons d'examiner se révélant décevant, supprimer cette formalité du transfert apparaissait comme le seul moyen d'arriver à une transmission rapide.

L'emploi du mode civil, en dépit des inconvénients qu'il présente dans son application au titre nominatif, semblait souhaitable (par mode civil nous entendons ici : la *signification* du transport réalisé par acte *sous-seing privé*). Ce mode n'allait-il pas assurer au titre nominatif cette rapidité dans la transmission qui est la qualité essentielle du titre de placement ?

Il est vrai que :

1^o L'emploi du mode civil n'a pas pour conséquence

la suppression du contrôle de la régularité de la cession : l'examen qui ne sera pas fait par la société débitrice, lors de l'accomplissement de la formalité destinée à saisir l'acquéreur de son droit vis-à-vis des tiers, ou par le notaire au moment de la rédaction d'un certificat de propriété, devra être effectué par le cessionnaire.

Si, lorsque la transmission a lieu par la voie *commerciale*, le cessionnaire n'a pas à vérifier la validité de la cession c'est pour cette double raison qu'il ne verse son prix qu'après transfert et que dès l'accomplissement de cette formalité qui s'opère sous le contrôle exclusif de la société, son droit est consolidé dans l'avenir. Au contraire lorsque le mode utilisé est le procédé *civil*, le cessionnaire doit procéder — lors de l'échange des consentements donnés en vue de la cession — à un examen attentif car la signification du transport qu'il fera ultérieurement ne consolide pas, comme le fait le transfert, le droit de l'acquéreur dans l'avenir. La signification n'ayant pas pour effet de valider une transmission viciée, toute irrégularité grave entachant la cession pourrait motiver une action en nullité ou en revendication tendant à dépouiller le cessionnaire de son droit.

2^o Avec l'emploi du mode commercial, la société n'a à contrôler que la régularité de la cession actuelle sans avoir jamais à remonter dans le passé, car intervenant obligatoirement dans toutes les transmissions successives d'un même titre nominatif elle a procédé à l'examen

de chacune des cessions précédentes lors des demandes de transfert successives.

Avec l'utilisation du mode civil, le cessionnaire doit examiner au point de vue de la validité, non seulement la cession dans laquelle il figure, mais encore les cessions antérieures à la sienne afin d'établir une origine de propriété trentenaire régulière.

Le mode civil oblige ainsi à un contrôle plus étendu et plus compliqué que le mode commercial.

En dépit de ces deux inconvénients que semble devoir présenter l'emploi du mode de l'art. 1690 C. civ., la question de la généralisation de l'utilisation du procédé civil mérite cependant une étude car ce mode civil doit permettre d'éviter l'intervention des sociétés lors des transmissions de titres nominatifs.

Avant d'examiner le problème de l'emploi généralisé du mode civil par préférence au transfert, il y a lieu d'étudier :

AVANT D'EXAMINER LE PROBLÈME DE L'EMPLOI GÉNÉRALISÉ DU MODE CIVIL PAR PRÉFÉRENCE AU TRANSFERT, IL Y A LIEU D'ÉTUDIER :

1° La question de savoir si le transfert a conservé un domaine d'application depuis l'obligation où sont les intermédiaires de ne se livrer que des titres au porteur.

2° Le point de savoir si le mode civil est apte à remplacer le transfert dans tous les cas.

**1° QUESTION DE SAVOIR SI LE TRANSFERT A CONSERVÉ
UN DOMAINE D'APPLICATION DEPUIS L'OBLIGATION
OU SONT LES INTERMEDIAIRES DE SE LIVRER DES
TITRES AU PORTEUR.**

Les agents de change ne pouvant se livrer que des titres au porteur, il suit que les propriétaires de titres nominatifs ne peuvent vendre leurs valeurs en bourse sans les faire convertir au porteur. Aussi le transfert réel qui suppose une réquisition du titulaire vendeur ou de son mandataire faite à la société débitrice d'immatriculer à sa place son acheteur, paraît avoir perdu tout domaine d'application.

Il n'en est rien; l'obligation de conversion au porteur n'a pas fait disparaître le transfert, elle a diminué son rôle mais il conserve encore un large domaine d'application.

Le transfert se pratique dans deux séries d'hypothèses :

- 1° En cas de négociation en bourse pour les titres « essentiellement » nominatifs.
- 2° En cas de cession directe de cédant à cessionnaire sans intermédiaire de bourse, non seulement pour les titres essentiellement nominatifs (dans cette hypothèse transfert « obligatoire », pas de conversion au

porteur possible), mais encore pour tous les titres nominatifs autres que ceux essentiellement nominatifs (dans cette hypothèse transfert « facultatif », la conversion au porteur étant également possible : si le cessionnaire désire un titre nominatif la société procédera à un transfert, si le cessionnaire désire un titre au porteur la société procédera à une conversion).

1° En cas de négociation en bourse, pour les titres « essentiellement » nominatifs en vertu de la loi ou des statuts des sociétés⁶¹.

Lorsqu'un titre essentiellement nominatif est négocié en bourse entre agents de change, le transfert est obligatoire.

a) Titres essentiellement nominatifs en vertu de la loi : L'art. 3 de la loi du 24 juillet 1867 modifié par la loi du 1^{er} août 1893 a interdit la conversion au porteur des

61. « Les titres *essentiellement nominatifs*, c'est-à-dire ceux qui ne peuvent d'après la loi ou d'après les statuts de l'établissement émetteur, exister que sous la forme nominative, se livrent entre agents de change « sous la forme nominative » (décret du 9 mai 1928, art. 2). Les titres essentiellement nominatifs font obligatoirement l'objet d'un transfert » (loi du 26 mars 1927, art. 37).

Les titres nominatifs *autres que ceux essentiellement nominatifs* se négocient en Bourse entre agents de change, « en titres au porteur » (loi du 26 mars 1927, art. 36).

La loi du 26 mars 1927 (art. 36 et art. 3 du décret du 9 mai 1928) a maintenu la règle de l'art. 47 du décret du 7 octobre 1890 d'après laquelle les agents de change se livrent sous la forme au porteur, les valeurs qui en sont susceptibles.

actions non-libérées, lesquelles doivent jusqu'à leur entière libération conserver la forme nominative, qui permet seule l'exercice d'un recours efficace par la société pour le paiement du non-versé.

L'art. 50 de la loi du 24 juillet 1867 a également interdit la conversion au porteur des actions même entièrement libérées des sociétés à capital variable, qui revêtent toujours, elles aussi, la forme nominative.

b) Titres essentiellement nominatifs en vertu des statuts des sociétés.

Il est certain que les sociétés peuvent exclure le titre au porteur et n'admettre que le titre nominatif : lorsqu'elles le font, les titres ne peuvent être convertis et se transmettent obligatoirement au moyen du transfert.

Les titres au porteur, par suite de la facilité extrême avec laquelle ils circulent sans que subsiste aucune trace des personnes entre les mains desquelles ils ont passé, se prêtent spécialement aux abus de la spéculation et peuvent de ce chef être écartés par les sociétés.

Les titres au porteur sont également exclus lorsque les statuts sociaux restreignent l'exercice du droit de cession, car ces clauses restrictives de la cessibilité des actions⁶² (clause d'agrément, clause de préemption etc...) ne peuvent jouer que si les titres auxquels elles prétendent s'appliquer sont nominatifs. Elles ne peuvent

62. V. Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, t. I, p. 462.

se concevoir en matière de titres au porteur : une société ne connaît pas les propriétaires de ses titres au porteur, elle n'est pas prévenue lors des cessions et ne peut ainsi exercer aucun contrôle en vue du respect des clauses restrictives stipulées.

« Des clauses de ce genre sont fréquentes. Elles ont
« toutes essentiellement pour but de lutter contre les
« acquisitions d'actions faites en vue de modifier le
« caractère de certaines sociétés : des sociétés consti-
« tuées entre membres d'une même famille peuvent
« vouloir conserver leur caractère familial; des sociétés
« françaises peuvent vouloir empêcher l'acquisition de
« leurs actions par des étrangers; des sociétés peuvent
« enfin avoir à lutter contre l'achat de leurs actions
« par des concurrents ou des adversaires politiques⁶³.

En outre, sont généralement accompagnées de clauses restrictives de cessibilité, *lesquelles nous l'avons vu supposent l'exclusion des titres au porteur*, les clauses dérogeant au principe d'égalité entre les actions (création d'actions conférant des droits d'antériorité, soit sur les bénéfices, soit sur l'actif lors de la dissolution de la société, ou attribuant un droit de vote plus fort⁶⁴ dans les assemblées générales).

63. Extrait de Ch. Lyon-Caen et L. Renault, *Traité de Droit commercial*, 5^e édit., t. II, 1^{re} partie, p. 549, n^o 5584.

64. L'art. 6 de la loi du 26 avril 1930 a supprimé les actions à vote plural.

Il est ainsi conçu :

Toute émission d'actions spéciales à droit de vote privilégié, c'est-à-dire d'actions ayant dans les assemblées des actionnaires un droit de vote supérieur à celui des autres actions, eu égard à la quotité du capital

Les actions essentiellement nominatives ont vu récemment leur domaine s'étendre par le développement des actions à droit de vote plural qui se transmettent sous le contrôle de la société : ces actions dont la cession est réglementée ont ici pour but soit d'éviter la mainmise étrangère sur des affaires françaises en imposant aux porteurs de ces actions privilégiées l'obligation d'être français, soit d'assurer le contrôle de la société à un groupe d'actionnaires qui ne dispose pas de capitaux suffisants pour avoir la majorité dans l'assemblée.

Pour toutes ces raisons, nombreuses sont les sociétés qui ont des titres essentiellement nominatifs : c'est ainsi qu'aux termes des statuts de la Banque de France, du Crédit foncier de France et de beaucoup de sociétés d'assurances, les actions de ces établissements ne peuvent revêtir que la forme nominative.

social qu'elles représentent respectivement, est interdit à compter de la promulgation de la présente loi.

Pour régler le passé, c'est-à-dire le sort des actions à vote plural émises, cinq propositions de lois sont actuellement soumises au Sénat (Voir *Journal officiel* du 1^{er} juillet 1931. Sénat, Débats parlementaires, p. 1160 et suiv.)

La première proposition en date a été rédigée au nom de la commission de législation du Sénat par M. Dauthy.

M. le sénateur Porteu, au nom de la Chambre de commerce a déposé une seconde proposition (26 février 1931). C'est à cette proposition que s'est rallié M. Rollin, ministre du Commerce.

De son côté, la commission des Finances du Sénat a été saisie pour avis d'un autre projet déposé par M. Joseph Caillaux (10 mars 1931).

Enfin deux propositions de lois ont été déposées récemment par M. Brager de la Ville Moysan d'une part, et par M. Lesaché.

2° En cas de cession directe de cédant à cessionnaire sans intermédiaire de bourse, non seulement pour les titres essentiellement nominatifs (dans cette hypothèse transfert « obligatoire » pas de conversion au porteur possible), mais encore pour tous les titres nominatifs autres que ceux essentiellement nominatifs (dans cette hypothèse transfert « facultatif » la conversion au porteur étant également possible : si le cessionnaire désire un titre nominatif la société procédera à un transfert, si le cessionnaire désire un titre au porteur la société procédera à une conversion) :

Lorsque la cession des titres nominatifs se fait directement de cédant à cessionnaire, c'est-à-dire sans négociation en bourse, ce ne sont pas seulement les transmissions des titres essentiellement nominatifs qui sont suivies de transfert, mais même celles des autres titres nominatifs lorsque les parties le désirent : les titres non-cotés (ni au parquet, ni en coulisse, ni hors-cote), qui sont encore ceux de nombre de sociétés et qui ne donnent pas lieu à négociation en bourse, forment la grande partie de ces transmissions directes suivies de transferts.

Notons que pour transmettre un titre nominatif — en dehors de toute négociation en bourse — il n'est nullement nécessaire comme on le croit assez généralement dans le public, d'en faire opérer d'abord la conversion au porteur : le transfert peut être effectué, directement

par la société du nom d'une personne au nom d'une autre.

2° EXAMEN DU POINT DE SAVOIR SI LE MODE CIVIL EST APTE A REMPLACER LE TRANSFERT DANS « TOUS LES CAS ».

En matière de négociation en bourse de titres « essentiellement » nominatifs l'emploi du mode civil qui nécessite :

1° La constatation de la cession par un acte authentique ou sous-seing privé enregistré, et

2° la signification de cette cession par acte d'huisier à la société, ou l'acceptation en la forme authentique par cette dernière,

ne peut se concevoir : l'emploi du transfert apparaît obligatoire. En effet, le mécanisme des opérations de bourse (et notamment le secret des négociations qui s'oppose à la mise en rapport du cédant et du cessionnaire) est incompatible avec la transmission du titre nominatif par signification.

En outre, en matière de transmission *mortis causa* de titres nominatifs, l'opposabilité aux tiers est réalisée par « mutation » opérée sur production d'un certificat de propriété. L'emploi du mode civil ne peut se concevoir car ce mode ne vise que les transmissions entre vifs (vente ou donation); en matière de transmission à cause de mort, l'héritier est saisi — même vis-à-vis du dé-

biteur cédé et autres tiers — des créances à personne dénommée faisant partie du patrimoine du *de cujus*, dès le décès de ce dernier.

C'est seulement dans le cas de « cession directe » que le mode civil est apte à remplacer le transfert.

C'est donc uniquement pour l'hypothèse de « cessions s'opérant sans négociation en bourse » lesquelles sont peu fréquentes, que se pose la question de savoir si le mode civil doit être utilisé de préférence au transfert pour la transmission des titres nominatifs.

Bien que l'intérêt de la question de la généralisation du mode civil apparaisse ainsi très réduit, le problème mérite cependant un examen.

EN MATIERE DE CESSION DIRECTE DE TITRE NOMINATIF L'EMPLOI DU MODE CIVIL APPARAÎT-IL PRÉFÉRABLE A CELUI DU MODE COMMERCIAL EN VUE DE RÉALISER L'OPPOSABILITÉ DU DROIT AUX TIERS

La cession civile n'allait-elle pas fournir aux titulaires de titres nominatifs un moyen commode de transmettre leurs droits.

LE RAISONNEMENT PRÉSENTE EST LE SUIVANT :

Le mode civil qui « réalise l'opposabilité aux tiers » aussi bien que le transfert, et permet au cessionnaire — comme le transfert — l'exercice facile de tous les droits attachés au titre, assure « une transmission rapide ».

Exposons ces trois parties du raisonnement :

1° Le mode civil réalise l'opposabilité aux tiers aussi bien que le transfert.

2° Le mode civil investit le cessionnaire de tous les droits attachés au titre.

3° Le mode civil permet « une transmission rapide ».

1° Le mode civil réalise l'opposabilité aux tiers aussi bien que le transfert :

Par la signification, l'établissement débiteur connaît le véritable titulaire du titre et est tenu de considérer dorénavant le cessionnaire comme étant l'actionnaire ou l'obligataire. Quant aux autres tiers, ils peuvent se renseigner sur le véritable titulaire du droit en s'adressant à la société débitrice.

2° Le cessionnaire ayant acquis par signification peut jouir de tous les droits que confère la propriété d'un titre nominatif :

En ce qui concerne les nombreux intérêts que présente la propriété du titre à l'égard de la société débitrice et des tiers, la situation du cessionnaire, prétend-on, n'est pas inférieure à celle de l'acquéreur d'un titre transmis au moyen du transfert.

Notamment : a) La cessionnaire ayant acquis par la voie civile, touche les intérêts produits par le titre « avec

la même facilité » que s'il avait acquis par la voie commerciale.

En ce qui concerne le paiement des intérêts, rappelons, au préalable, qu'à ce sujet, on distingue deux formes de certificats nominatifs :

Les uns sont pourvus de coupons détachables, et les revenus en sont payables au porteur des coupons⁶⁵.

Les autres présentent à leur partie inférieure ou au verso, une partie blanche, divisée en petits carrés, où l'on marque, par un timbre daté, le paiement des dividendes ou intérêts à mesure qu'il est effectué; les revenus des titres qui empruntent cette deuxième forme sont payables au présentateur⁶⁶ qui reçoit son intérêt ou dividende sans avoir besoin de justifier de son identité : la société qui ne s'enquiert pas du véritable propriétaire exige simplement la production du titre sur lequel le paiement est constaté par l'apposition d'une griffe ou d'un timbre.

65. Ce sont les titres *mixtes* : titres « nominatifs » munis de coupons payables « au porteur ».

Cette forme tend à disparaître. Actuellement et parmi les valeurs importantes, on ne peut plus guère citer comme titres mixtes que les obligations de la Ville de Paris, de la Compagnie générale transatlantique et celles de la Compagnie des chemins de fer P. L. M., et encore pour cette dernière valeur, la forme mixte est-elle facultative, et de moins en moins en faveur. (Extrait de Ch. L. Julliot, *Traité des titres nominatifs et des certificats de propriété*, t. I, p. 19, n° 5 et p. 115, n° 91.)

Les titres mixtes sont soumis au régime des titres nominatifs en ce qui concerne le capital et au régime des titres au porteur en ce qui concerne les coupons. (Wahl, *Traité des titres au porteur*, t. I, n° 315.)

66. Les revenus d'un titre nominatif sont, ainsi que l'indique le plus souvent une mention formelle du titre, payables au présentateur de ce certificat d'inscription nominative. Cette mention facilite la tâche des sociétés en ce qui concerne le paiement des revenus.

Ainsi le cessionnaire d'un titre nominatif transmis par la voie civile se présentera, porteur du coupon ou muni du certificat, à la société ou aux établissements financiers faisant le service des titres et touchera ce qui lui revient, sans difficultés.

b) Le cessionnaire ayant acquis par la voie civile peut disposer du titre — signifier une nouvelle cession ou demander un transfert au profil d'un sous-acquéreur — « avec la même facilité » que s'il avait acquis par la voie commerciale⁶⁷.

3° Le mode civil permet une transmission rapide :

Quoi de plus simple, en effet, que de signifier une cession par acte extra-judiciaire à la société débitrice. Une simple signification par huissier allait supprimer toutes les justifications exigées par l'établissement débiteur à l'appui de la déclaration de transfert.

Ainsi utilisant le mode civil on échappe au transfert et par là, au long contrôle de la société; l'établissement débiteur prendra note de la signification de la cession du titre et sera dans l'obligation d'adapter sa conduite envers les parties d'après cette signification.

67. V. M. J. Hamel, Cession civile des titres nominatifs et transmission par endos (*Revue des sociétés*, année 1926, p. 253, voir p. 257).

QUE VAUT CE RAISONNEMENT EN FAVEUR DU MODE
CIVIL QUE L'ON PRECONISE POUR LA TRANSMISSION
DES TITRES NOMINATIFS CEDES PAR VOIE DIRECTE
(SANS INTERMEDIAIRE)

Il y a lieu, tout d'abord, de répondre à cette partie essentielle du raisonnement : Le mode civil permet une transmission rapide :

La rapidité de transmission obtenue en utilisant le mode civil est indéniable.

Elle n'est pas due à l'abréviation des *formalités* : en effet, si dans le transfert on trouve réunies les deux formalités entre lesquelles on peut choisir en matière de cession civile, en revanche en employant le mode commercial on évite l'intervention du notaire ou de l'huissier : point n'est alors besoin d'acte authentique pour réaliser la transmission vis-à-vis des tiers, une simple déclaration de transfert sur papier libre suffira.

La rapidité obtenue par l'utilisation de la voie civile est due au « rôle passif » imposé à la société débitrice *lors de l'accomplissement de la formalité* destinée à saisir le cessionnaire vis-à-vis des tiers.

Mais montrons que si l'on échappe ainsi au contrôle de la société débitrice c'est momentanément : la signification permet de retarder le contrôle de la société sur la validité de la cession, mais non de l'éviter.

La signification grâce à laquelle aura été obtenue cette rapidité dans la transmission, sera la cause de

lenteurs lorsque le cessionnaire voudra faire sortir effet à la cession en exerçant les droits qu'il prétend avoir comme propriétaire du titre nominatif; nous examinerons plus loin les justifications qu'exigera alors la société.

L'établissement débiteur qui, jouant dans la formalité (signification) destinée à rendre la cession opposable aux tiers un rôle tout passif consistant dans la réception de la signification faite (voir développement *infra*, p. 112), aura été ainsi dans l'impossibilité de s'assurer de la validité de la cession lors de l'accomplissement de la formalité, se livrera à ce travail de contrôle lorsque le prétendu propriétaire entendra exercer les droits attachés au titre, et ce contrôle sera bien souvent plus long que celui qu'eût effectuée la société lors de l'accomplissement d'un transfert, car elle n'aura pas alors à observer les délais imposés par la loi du 26 mars 1927.

« Quand — protestant contre cette ingérence de la
« société — on prétend que la cession est la seule chose
« qu'il importe au débiteur de connaître et non pas les
« conditions dans lesquelles elle est intervenue, on
« oublie que le débiteur n'est cédé que s'il y a conven-
« tion valable entre cédant et cessionnaire : la significa-
« tion, comme d'ailleurs l'acceptation authentique, ne
« pouvant avoir pour effet de valider une cession vi-
« ciée⁶⁸.

68. Extrait de Wagner, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1930, n° 3, p. 709.

« Seule, une cession valable peut faire passer la créance
« du patrimoine du cédant dans celui du cessionnaire,
« et par suite libérant le débiteur cédé vis-à-vis du
« cédant, l'obliger vis-à-vis du cessionnaire⁶⁹. »

Il est, en conséquence, juste que la société débitrice, avant de faire sortir effet à une cession effectuée par la voie civile — ce qui, dans le cas de cession viciée, mettrait en jeu sa responsabilité — se livre à un contrôle pour s'assurer de la validité de la transmission.

Au point de vue de la rapidité, le mode civil ne paraît donc offrir aucun avantage.

Poursuivant l'examen du tableau dressé en faveur de la signification en vue de son emploi comme procédé de transmission des titres nominatifs cédés par voie directe (seul cas dans lequel son utilisation peut se concevoir) examinons maintenant :

1^o La question de l'opposabilité de la transmission aux tiers et 2^o celle de la saisine des droits attachés au titre.

1^o Opposabilité de la cession aux tiers

La publicité organisée par l'art. 1690 C. civ. n'est qu'apparente et ne donne aucune garantie sérieuse aux intérêts qu'elle prétend sauvegarder puisque le débiteur

69. Extrait de Wagner, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1930, n^o 3, p. 708 *in fine*.

peut ne pas révéler aux tiers qui le consultent les significations reçues ; il s'agit d'une mesure relative qui cependant produit un effet absolu.

2^o **Saisine des droits attachés au titre nominatif :**

a) En ce qui concerne le paiement des intérêts.

Il est exact, comme le prétend le raisonnement dont nous avons entrepris la discussion, que le cessionnaire (ayant acquis par la voie civile) porteur du coupon ou présentateur du titre, touchera les revenus aussi facilement que le cessionnaire ayant acquis par transfert.

Remarquons cependant — remarque d'intérêt tout théorique — que l'on ne peut dire que le cessionnaire ayant acquis par signification est « saisi » du droit de toucher les revenus : l'établissement débiteur ne paye pas le cessionnaire en tant que tel, il le paye en tant que présentateur d'un certificat portant la mention que les revenus sont payables au présentateur (si une telle mention ne figure pas sur le titre, la société refusera de payer sans justification de la validité de la cession signifiée), ou porteur d'un coupon de titre mixte, sans se préoccuper du point de savoir s'il est en droit de percevoir ces intérêts. Aussi nous pensons qu'un établissement débiteur ayant reçu une signification de cession de titres nominatifs continuerait à payer valablement, à l'ancien propriétaire (cédant), *présentateur* du certificat, les intérêts et dividendes de ces titres cédés par la voie civile.

D'autre part, dans le cas de titres nominatifs non munis de coupons, et ce sont les plus nombreux, lorsque le cessionnaire n'est pas en possession du titre, s'il a été investi par transfert il peut, après simple opposition au paiement des revenus, toucher lesdits revenus sur justification de son identité. Au contraire, le cessionnaire ayant acquis par la voie civile devra pour toucher ce qui lui revient, non seulement comme dans le cas précédent faire opposition, mais en outre fournir — à supposer qu'il soit en mesure de le faire — toutes les justifications utiles à la preuve de la validité de la cession, justifications dont il avait cru se dispenser en utilisant la signification comme mode de transmission : alors seulement la société payera les intérêts.

Notons que dans le cas de remboursement de capital la société avant de ce faire, exigera la preuve de la validité d'un cession faite par la voie civile ; si la cession avait été réalisée par transfert, une simple justification d'identité eût été suffisante.

b) En ce qui concerne les transmissions faites par les personnes ayant acquis par la voie civile :

Les partisans de l'emploi de la signification disent : « le cessionnaire ayant acquis par la voie civile peut disposer du titre — signifier une nouvelle cession ou demander un transfert au profit d'un sous-acquéreur » avec la

même facilité » que s'il avait acquis par la voie commerciale.

Raisonnement ainsi, c'est oublier que la société qui n'a pu s'assurer de la validité de la cession civile par laquelle le cessionnaire, maintenant cédant, prétend avoir été investi du droit, opérera son contrôle lorsqu'il s'agira de faire sortir effet à la cession, notamment lors d'une transmission ultérieure.

Cas où le cessionnaire (qui a acquis par la voie civile) fait une déclaration de transfert :

Si le cessionnaire saisi par signification, désirant revendre son titre fait une déclaration de transfert au profit d'un sous-acquéreur, la société n'y obtempérera en immatriculant le nouveau cessionnaire, qu'après justification de la validité de la cession civile en vertu de laquelle le cédant prétend détenir le titre. Si l'examen des pièces produites est défavorable c'est-à-dire si l'établissement débiteur constate que le cédant « originaire » était un faussaire ou un incapable non-habilité, elle rejettera la demande de transfert.

Cas où le cessionnaire (qui a acquis par la voie civile) fait une signification :

Si le cessionnaire saisi par signification, désirant revendre son titre, signifie une cession faite au profit d'un sous-acquéreur, la société en prendra note mais ne lui fera sortir effet que sur justifications de la validité des

« deux » cessions : celle qui a saisi l'ancien cessionnaire, aujourd'hui cédant et celle qui a saisi le cessionnaire actuel.

Ainsi la discussion du raisonnement fait en faveur du mode civil nous amène à conclure à l'inexactitude de ce raisonnement.

Nous venons de voir que le but poursuivi en employant la signification : rapidité de la transmission, n'était pas atteint ; si grâce au mode civil on échappe au contrôle de la société débitrice, ce n'est que momentanément, nous l'avons dit ; la signification permet de retarder le contrôle de la société mais non de l'éviter.

Montrons maintenant que non seulement le mode civil ne présente aucun avantage sur le mode commercial mais qu'en outre il n'offre pas les garanties dont jouissent les acquéreurs des titres nominatifs saisis par transfert.

Nous raisonnons toujours sur le cas de cession directe seul cas dans lequel l'emploi du mode civil peut se concevoir en matière de transmission de titre nominatif.

« La transmission du titre nominatif réalisée par le
« mode civil de cession n'ayant produit que les effets
« ordinaires d'une cession de créance, le cessionnaire ne
« sera investi que des droits appartenant au cédant⁷⁰ :

70. Extrait de Hamel, *op. cit.* (*Revue des sociétés*, année 1926, p. 253), voir p. 259.

« la règle « *Nemo plus juris ad alium...* » s'appliquera. Si le cédant ou l'un de ses auteurs est un faussaire, le véritable titulaire du titre pourra obtenir la nullité de la cession; si le cédant ou l'un de ses auteurs est un incapable il pourra demander, dans les mêmes conditions, la nullité de la cession sans que subsiste aucun lien de droit entre le cessionnaire et l'établissement.

Ainsi le droit du cessionnaire ayant acquis par la voie civile est toujours susceptible d'être annulé, que l'irrégularité grave entache la cession actuelle ou une cession antérieure (remontant à moins de trente ans).

Quant au droit du cessionnaire ayant acquis par la voie commerciale, il n'est pas annulable lorsque l'irrégularité relevée l'est dans l'une des aliénations antérieures à celle dans laquelle figure l'acquéreur : ce cessionnaire n'a pas eu la possibilité de remonter dans le passé⁷¹,

71. Nous avons vu qu'en matière de transfert dans le cas de négociation en bourse, le droit du cessionnaire n'était pas susceptible d'être annulé, car en raison du mécanisme des opérations de bourse, ce cessionnaire ne peut s'assurer du droit du cédant sur le titre vendu : en conséquence la jurisprudence protégeant l'acquéreur décide qu'en pareil cas, on ne peut intenter une action en revendication ou en nullité.

Il en est de même dans le cas de cession directe par voie de transfert réel (c'est-à-dire sans négociation en bourse) *sauf* lorsque l'irrégularité relevée l'est dans la cession dans laquelle figure ce cessionnaire, du moins quand elle est relevée dans l'une des aliénations antérieures à celle-ci,

sauf lorsque l'irrégularité relevée l'est dans la cession dans laquelle figure ce cessionnaire : car le cessionnaire entrant en contact avec le cédant peut vérifier l'identité, la capacité ou le pouvoir de ce dernier. Il demeure responsable de la validité de la cession et reste exposé à l'action que pourra diriger contre lui le tiers irrégulièrement dépossédé, car il est à même de se garantir contre tout danger d'éviction,

du moins quand l'irrégularité est relevée dans l'une des aliénations antérieures à celle-ci : l'irrégularité relevée dans l'une de ces aliénations ne peut permettre d'introduire utilement une action en revendication ou en nullité car ce cessionnaire n'a pas eu la possibilité de contrôler la régularité de ces cessions antérieures à la sienne, le passé étant *anéanti* à chaque ins-

il est protégé comme étant de bonne foi. Dans cette hypothèse, c'est-à-dire au cas de transfert consenti par un incapable ou réalisé sur la demande d'un faussaire « lors d'une aliénation antérieure » l'auteur incapable du « cédant de la cession actuelle » ou le véritable titulaire ont seulement le droit d'exiger des dommages-intérêts que doit leur payer l'établissement débiteur coupable d'avoir effectué le transfert sans exiger les justifications nécessaires, mais le droit de l'acquéreur est intangible.

La société qui a obtempéré à une déclaration de transfert d'une cession irrégulière sera tenue à la fois à l'égard du cessionnaire dont le droit ne sera pas annulé et qu'elle devra considérer comme titulaire du titre et à l'égard de la personne dépouillé injustement qui aura une action en dommages-intérêts contre elle.

La société ne peut s'en prendre qu'à elle-même puisque c'est elle qui, obtempérant à une déclaration de transfert irrégulière comme étant celle d'une cession viciée, a procédé à une immatriculation défectueuse⁷² ; elle a mal

cription nouvelle : le cessionnaire ne peut connaître et n'a à connaître que l'inscription de son cédant qui à son égard — il est un tiers par rapport à toutes ces aliénations antérieures — a une valeur absolue en vertu de ce principe posé par la jurisprudence : « l'inscription forme la preuve écrite et complète de la propriété de celui au nom duquel elle est faite ».

« En résumé le cessionnaire n'a à se préoccuper que de la régularité de l'aliénation faite à son profit par le cédant. Car le cédant inscrit comme titulaire sur les registres de la société est présumé propriétaire du droit cédé et le cessionnaire peut ajouter foi à cette inscription sans risquer d'être évincé de ce chef. » (Extrait de A. Wagner, *Essai sur la nature juridique du transfert réel*, *Revue trimestrielle de Droit civil*, année 1939, n° 3 p. 718, n° 21.)

72. Les établissements débiteurs ont le droit de se refuser à opérer

effectué le contrôle d'une cession dont elle aurait dû se refuser à opérer le transfert, elle en subira les conséquences.

Le mode civil présente un autre inconvénient, au point de vue de l'opposabilité des exceptions :

Si le cessionnaire est saisi vis-à-vis des tiers par signification, la société débitrice peut opposer au cessionnaire même au cessionnaire de bonne foi, toutes les exceptions qu'elle aurait pu, à ce moment, opposer au cédant. Ainsi le débiteur cédé n'est obligé envers le cessionnaire que dans la mesure dans laquelle il était obligé envers le cédant au moment où la cession lui est devenue opposable. Cet effet de la signification vis-à-vis de l'établissement débiteur apparaît rationnel : la signification est un acte étranger au cédé, il ne joue dans l'accomplissement de la formalité destinée à rendre la cession opposable aux tiers qu'un rôle purement passif, il est naturel en conséquence que ses droits demeurent entiers contre le cessionnaire comme ils l'étaient contre le cédant.

Si l'opposabilité aux tiers est réalisée au moyen de l'acceptation, nous savons que pour la jurisprudence et la presque unanimité de la doctrine, les conséquences sont les mêmes ; en effet en dépit du rôle alors actif de la société, l'acceptation n'est pas considérée par la jurisprudence comme une approbation de la cession, elle n'est

un transfert de leurs titres, quand il ne leur est pas justifié d'une transmission régulière et valable de ces titres.

V. Paris, 17 mars 1881, *Journal des sociétés*, 1881, p. 547.

autre que la reconnaissance par le débiteur du fait de la cession mais elle n'engendre par elle-même aucun engagement personnel envers le cessionnaire. Elle remplace simplement la notification et ne produit pas d'autres effets que ceux que la notification aurait produits. Tout au plus, nous l'avons vu, l'acceptation, selon la jurisprudence, interdit au cédé d'opposer au cessionnaire l'exception de compensation, car dans ce cas l'acceptation apparaît de sa part comme une renonciation au droit qu'il avait de lui opposer la compensation.

Ainsi l'emploi du mode civil de l'art. 1690 (signification ou acceptation) rend possible l'opposabilité par la société au cessionnaire, des exceptions qu'elle avait contre le cédant.

Or, il est impossible d'admettre cette conséquence en matière de transmission de titres nominatifs, à raison des conditions du marché et spécialement de la sécurité qui doit être assurée au cessionnaire de bonne foi.

Avec le transfert cet inconvénient n'est pas à craindre : il emporte inopposabilité des exceptions. Il y a lieu de remarquer que la société ne sera pas lésée, car nous l'avons vu, elle ne procédera au transfert qu'après constatation d'inexistence d'exceptions opposables au cédant; s'il existe des exceptions, elle rejettera la demande de transfert.

Outre que la transmission réalisée par les voies civiles n'aura produit, vis-à-vis du cessionnaire que les effets ordinaires d'une cession de créance, vis-à-vis de l'éta-

blissement débiteur elle sera la source de difficultés et de complications⁷³. La propriété du titre nominatif présente, en effet, de nombreux intérêts pour la société débitrice, dont l'obligation fait l'objet même de la convention intervenue entre le cédant et le cessionnaire; or la plus grande « incertitude » pèse sur la propriété d'un titre cédé par le mode civil :

Alors qu'avec l'emploi du mode commercial la société est à même de juger de la régularité de la transmission de propriété dès l'accomplissement de la formalité (transfert) destinée à saisir le cessionnaire vis-à-vis des tiers; avec l'emploi du mode civil elle pourra se livrer à ce travail de contrôle de la validité de la cession, non lors de la transmission, mais seulement lorsque le cessionnaire — longtemps peut-être après la signification de la cession — désirera faire sortir effet à cette cession.

En effet, dans le cas de transfert, avant d'obtempérer à une réquisition d'immatriculation, la société débitrice se fera remettre outre le certificat d'inscription nominative en vue de la modification de l'immatricule, toutes les pièces justificatives de la régularité de la transmission : si la cession lui apparaît valable elle procédera au transfert, sinon elle rejettera la demande d'immatriculation faite au nom du prétendu cessionnaire.

73. En ce qui concerne la tâche des établissements rendue compliquée par la coexistence de deux modes de cession, M. Cassin nous dit (dans les *Annales de Droit commercial*, année 1922, n° 31, voir p. 31 *in fine* et 32) : « la prohibition de l'usage des formes civiles de cession ne constituerait qu'une demi-mesure car il y aura toujours à craindre et à respecter les significations de saisie-arrêt faites par les créanciers du vendeur,

Au contraire, dans le cas où la voie de transmission empruntée, est la voie civile, la société jouant « dans la formalité destinée à rendre la cession opposable aux tiers » un rôle tout passif consistant dans la réception de la signification faite, n'aura pas le moyen, lors de la transmission, de se livrer au travail de contrôle de la cession : l'incertitude pèsera sur la propriété du titre jusqu'au moment où le cessionnaire désirant « exercer » son prétendu droit pourra être contraint par la société de justifier de la validité de la transmission.

Dans ce dernier cas, la société n'ayant pu contrôler, lors de l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 1690 C. civ., la validité de la cession réalisée par le mode civil et ne sachant, par suite, qui est propriétaire du titre, sera dans la nécessité, en attendant que le droit de propriété soit établi, de suspendre les prestations afférentes au titre.

Ainsi, si les intérêts et dividendes ne sont pas conventionnellement payables au présentateur du certificat nominatif ou au porteur du coupon d'un titre mixte, la société agira sagement en cessant de payer si elle ne veut pas s'exposer à payer deux fois. Les prestations afférentes au titre ne pourront être reprises que le jour où le cessionnaire désireux de faire sortir effet à la cession qui l'a, prétend-il, investi du titre nominatif, se sera présenté à la société et lui aura fourni les justifications utiles à la preuve de la propriété.

La question de la validité des oppositions qui dans le cas de transmission par le mode commercial ne donne lieu à aucune difficulté, entraîne de sérieuses complications lorsque l'opposabilité de la cession aux tiers est réalisée au moyen du mode civil :

Lorsque la cession est faite par les voies commerciales la question de la validité des oppositions est très simple : Nous supposons qu'après transfert opéré par les soins de la société, des oppositions surviennent; quel sera le sort de ces oppositions ?

Du moment que la société a obtempéré à la demande de transfert, c'est qu'elle a reconnu la validité de la transmission de propriété⁷⁵ de Primus (cédant) à Secundus (cessionnaire), en conséquence :

Les saisies-arrêts faites, postérieurement au transfert, à la requête des créanciers du cessionnaire frapperont valablement le titre, la créance étant passée du patrimoine du cédant dans celui du cessionnaire antérieurement aux oppositions.

Au contraire, les saisies faites à la requête des créanciers du cédant apparaîtront inopérantes comme étant postérieures à la formalité qui vis-à-vis des tiers a fait sortir le titre du patrimoine du cédant.

Ainsi la société retiendra les oppositions faites à la

74. V. Bézard-Palgas, *Traité du contentieux des transferts*, p. 127 au milieu de la page.

75. Voir *supra*, p. 112 en haut de la page.

requête des créanciers du cessionnaire, elle ne tiendra aucun compte des autres.

Il n'en est pas de même lorsque la cession est faite par les voies civiles : la société n'étant pas intervenue activement à l'accomplissement de la formalité destinée à saisir le cessionnaire vis-à-vis des tiers, et n'ayant pu, en conséquence contrôler la régularité de la cession qu'on lui a signifiée, ne saura pas — jusqu'au jour où elle aura été mise à même d'opérer un contrôle — quelles oppositions auront frappé valablement, et devra momentanément les conserver toutes, qu'elles émanent des créanciers du cédant ou de ceux du cessionnaire : cette incertitude, quant à la valeur des oppositions faites, sera la cause d'une paperasserie supplémentaire imposée à la société.

En outre, en ce qui concerne l'efficacité des oppositions pratiquées, l'incertitude qui pèse sur la société jusqu'au contrôle de la cession pourra se prolonger après ce contrôle dans le cas où la société aura reconnu la cession régulière : le prétendu cessionnaire reconnu valablement saisi peut, en effet, donner mainlevée de la cession, aussi la société devra conserver les oppositions faites à la requête des créanciers *du cédant*, bien que la créance soit sortie du patrimoine de ce dernier, car si le cessionnaire donnait mainlevée de la signification, ces oppositions retrouveraient aliment entre les mains de la société.

Remarquons que dans le cas d'oppositions pratiquées à la requête des créanciers du cessionnaire, ce dernier ne pourrait alors donner mainlevée de la signification de la cession, les oppositions faites lui enlevant la libre disposition de ses titres.

Résumé du présent chapitre et conclusion :

Domaine d'application du mode civil :

Le mode civil est employé obligatoirement pour la transmission des promesses d'actions nominatives, et des actions d'apport (pendant les deux ans qui suivent la constitution de la société).

La généralisation de l'emploi du mode civil (par préférence au transfert) qui ne peut se concevoir que dans le cas de cession directe (c'est-à-dire sans intermédiaire) n'apparaît pas souhaitable :

S'il est vrai, que dans cette hypothèse de transmission du titre nominatif par la voie directe, le cessionnaire éventuel est à même de se garantir lui-même puisqu'il a la possibilité, étant mis en présence de son cédant, de se livrer à un contrôle de l'étendue du droit à acquérir, il y a lieu de remarquer qu'utilisant le mode civil il devra non seulement s'assurer de la validité de la cession dans laquelle il figure, mais encore établir l'origine de propriété du titre en vue de constater la régularité des cessions antérieures. De telles vérifications soulèvent des questions délicates dont la solution exige des connais-

sances juridiques étendues qu'il n'aura pas le plus souvent⁷⁶.

L'acheteur a donc tout avantage à provoquer l'intervention de la société débitrice au moment de la transmission, le contentieux de l'établissement débiteur contrôlera l'étendue du droit du cédant et lorsque la société après examen aura opéré le transfert, c'est alors titulaire incontesté du droit acquis, en toute sécurité qu'il payera son prix.

Et même à supposer l'acquéreur éventuel apte à mesurer l'étendue du droit de son vendeur, d'une part, il ne trouverait aucun avantage à utiliser le mode civil dont la supériorité en ce qui concerne la rapidité est illusoire, nous l'avons vu, d'autre part, employant ce mode il se mettrait dans la nécessité n'ayant pas provoqué l'acceptation de la société lors de la transmission, de justifier à l'établissement débiteur de son droit lorsqu'il désirerait jouir des avantages que lui confère le titre.

Néanmoins le maintien du mode civil à côté du mode commercial en vue de la transmission du titre nominatif est heureux⁷⁷ car son emploi rend service dans des cas

76. En outre lorsque les cessions antérieures à celle dans laquelle il figure auront été faites « par transfert », le passé étant anéanti à chaque inscription nouvelle, il sera dans « l'impossibilité » d'établir l'origine de propriété du titre nominatif et pourtant restera exposé à la revendication que le mode civil autorise dans « tous les cas » de cession irrégulière.

77. Si la jurisprudence n'avait pas admis le mode civil comme mode de transmission du titre nominatif, à côté du transfert, l'utilisation de la signification de l'art. 1690 C. civ. aurait été possible, mais la notification n'aurait eu que la valeur d'une simple *opposition*, sans pouvoir translatif; elle n'aurait pas empêché les saisies-arrêts de créanciers du vendeur, de frapper valablement le titre nominatif.

exceptionnels : cession de nue-propiété, cession de droits indivis sur titres, cession dans laquelle le cédant se refuse à opérer le transfert; il donnera date à la cession qu'il rendra opposable aux tiers.

CHAPITRE III

Section première : L'art. 36 C. com. relatif à la cession des titres nominatifs, exclut-il tout autre mode de cession que le transfert ?

Section deuxième : L'art. 36 C. com. qui ne vise expressément que les actions nominatives, s'applique-t-il aux obligations nominatives ?

Section troisième : Du droit de déroger aux règles prévues par la loi pour la transmission du titre nominatif.

SECTION PREMIERE. — L'ART. 36 C. COM. RELATIF A LA CESSIION DES TITRES NOMINATIFS, EXCLUT-IL TOUT AUTRE MODE DE CESSIION QUE LE TRANSFERT⁷⁸ ?

Reproduisons l'art. 36 C. com. et examinons la question de savoir si cette stipulation est limitative, si elle

78. Si l'art. 1^{er} du décret du 9 mai 1928 (reprenant la formule de la loi du 23 juin 1857) ainsi conçu :

« Le titre nominatif s'entend de celui dont la transmission ne peut s'opérer que par un transfert sur les registres de la société émettrice... »

s'imposait aux tribunaux, il faudrait répondre par l'affirmative.

Mais M. Esmein écrit dans *Transferts et Mutations de titres nominatifs*, p. 21 :

En s'abstenant de définir le titre nominatif, le législateur de 1927 s'en est remis pour cela à la jurisprudence.

Le décret est pris en exécution de l'art. 52 de la loi du 26 mars 1927 ainsi conçu : un décret contresigné par le ministre des Finances et de la Justice fixera les conditions d'application des art. 36 à 51 de la présente loi. Or il nous paraît impossible de soutenir qu'un point aussi fondamental que la définition même du titre nominatif, objet essentiel de la loi,

exclut le mode de cession prévu par les art. 1689 et 1690 du Code civil pour le transport des créances et autres droits incorporels.

« Art. 36 : La propriété des actions peut être établie par une inscription sur les registres de la société; dans ce cas la cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres et signée de celui qui fait le transfert ou d'un fondé de pouvoir. »

DISCUTONS LES ARGUMENTS INVOQUÉS EN FAVEUR DE L'EXCLUSION DU MODE CIVIL?

PREMIER ARGUMENT⁷⁹

Si l'on s'en tient au premier paragraphe de l'article qui dispose : « La propriété des actions « peut » être établie par une inscription sur les registres de la société, « il faut décider que le texte n'a rien de limitatif. Ce

soit une simple condition d'application de celle-ci. Dès lors non seulement la définition du titre nominatif donnée par le décret ne s'impose pas aux tribunaux; mais encore elle doit être regardée comme lettre morte et effacée du décret. »

En ce qui concerne les rentes nominatives sur l'Etat qui sont soumises à une législation particulière, la jurisprudence admet d'une façon générale et constante, que le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers « que par le transfert » du titre à son nom. Paris, 11 juillet 1900, D. 1902.2.62; Req., 17 décembre 1902, D. 1903.1.157; Req., 10 janvier 1905, D. 1906.1.345. V. A. Wagner, note sous arrêt, 5 janvier 1926, D. 1926.1.65; voir p. 65, 2^e col. au milieu; v. A. Wahl, note sous arrêt, 11 juillet 1900, S. 1903.2.153.

79. Nous reproduisons l'argument développé par M. Bézard-Falgas dans son *Traité du contentieux des transferts*, p. 123 et reproduit par lui dans un article (De la simplification des formalités du transfert) paru dans la *Revue critique de législation*, 1927, p. 189; voir p. 193 et suiv. V. également note Labbé sous arrêt de cassation 17 déc. 1873; S. 1874.1.409; voir p. 410, 3^e col. au milieu.

« système, conforme à la jurisprudence, décide que l'art.
« 36, en autorisant la cession des actions par transfert
« sur les registres de la société, a voulu créer un mode
« nouveau et plus facile de transmission mais non inter-
« dire les autres modes de droit commun.

« Mais si, au lieu de se référer au premier alinéa de
« l'art. 36, on prend soin de lire ce texte en entier, et si
« surtout on le rapproche de l'art. 35 du même code rela-
« tif aux titres au porteur, on est bien tenté de conclure
« que l'interprétation précédente est discutable et que
« ce texte est bien limitatif; qu'en dehors du transfert
« il n'autorise pour les actions nominatives aucun autre
« mode de cession.

« Les articles 35 et 36 du Code com. paraissent pré-
« senter un certain parallélisme et contenir des disposi-
« tions, en quelque sorte, symétriques. Dans son premier
« paragraphe l'art. 35 dispose que l'action peut être
« établie sous la forme d'un titre au porteur et dans son
« second paragraphe il ajoute que dans ce cas, c'est-à-
« dire si le titre est au porteur la cession s'opère par la
« tradition du titre. Si donc la partie de l'article relative
« à la forme du titre marque une faculté, la seconde rela-
« tive au mode de transmission impose une obligation.

« N'en est-il pas de même en ce qui concerne l'art. 36
« pour les actions nominatives? Que dit le premier para-
« graphe de ce texte », « que la propriété des actions peut
« être établie par une inscription sur les registres de la

« société », ce qui signifie simplement que ces titres
« peuvent appartenir à leur propriétaire sous la forme
« nominative (cette partie de l'article ne paraît pas avoir
« d'autre portée). Au contraire dans le second alinéa qui
« vise expressément le mode de cession de ces titres, l'ar-
« ticle devient impératif et décide que dans ce cas, c'est-
« à-dire si le titre est nominatif, la cession s'opère par une
« déclaration de transfert inscrite sur les registres et
« signée de celui qui fait le transfert.

« En résumé les sociétés ont simplement la faculté de
« créer des titres nominatifs mais s'il en est créé, le trans-
« fert seul leur est applicable à l'exclusion de toute autre
« formalité, spécialement de celle de l'art. 1690 C. civ. »

Ainsi la disposition de l'art. 36 aurait une portée obli-
gatoire : ce serait la forme des titres qui déterminerait les
formalités à remplir pour rendre les cessions opposables
aux tiers : aux titres de créance à personne dénommée
s'appliqueraient les formalités prévues par l'art. 1690
C. civ., aux titres à ordre l'endossement, aux titres au
porteur la tradition, et aux titres nominatifs le trans-
fert.

Essai de réfutation de l'argument :

L'interprétation de l'alinéa premier de l'article 36
C. com. apparaît exacte :

C'est bien la forme du titre que vise l'alinéa et non sa
transmission, et en conséquence le choix donné par le

législateur se rapporte à la forme et non à la transmission.

Mais l'interprétation de l'alinéa deuxième visant la transmission, lequel serait conçu en des termes qui impliqueraient le caractère obligatoire du transfert, nous semble forcée.

En effet, le mot « exclusivement » ou un mot synonyme ne figurant pas à l'alinéa deuxième ainsi conçu :

La cession du titre s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres de la société, on ne peut conclure au caractère obligatoire du transfert.

Ainsi, si l'alinéa premier ne peut être invoqué en faveur de la possibilité de l'emploi du mode civil de transmission, l'alinéa deuxième ne saurait être invoqué en faveur du système opposé qui fait du transfert un mode obligatoire.

Il est bien exact que la forme du titre sert à déterminer les formalités de la cession, mais rien n'autorise à conclure à l'exclusivité de ces formalités.

L'article 36 portant : La cession « s'opère » par un transfert et non pas, la cession « ne peut s'opérer » que par un transfert⁸⁰, la possibilité de l'emploi du mode civil — que n'interdit pas l'art. 36 — apparaît dépendre de la rédaction des articles du Code civil visant la cession de créance :

80. Le législateur, lorsqu'il veut faire du transfert le *mode unique* de transmission du titre nominatif, s'exprime en termes très nets. Ainsi l'art. 50 de la loi du 24 juillet 1867 visant la transmission des actions des sociétés à capital variable dispose : « ...la négociation ne pourra avoir lieu *que* par voie de transfert sur les registres de la société... »

Art. 1689. — Dans le transport d'une créance, d'un droit ou d'une action sur un tiers, la délivrance s'opère entre le cédant et le cessionnaire par la remise du titre.

Art. 1690. — Le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur; néanmoins le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport faite par le débiteur dans un acte authentique.

La lecture de ces articles nous autorise à dire qu'à défaut de toute restriction⁸¹ limitant l'application de ces dispositions aux titres de créance à personne dénommée, il est permis de considérer les formalités de la signification ou de l'acceptation dans un acte authentique comme constituant des formalités de droit commun auxquelles les parties peuvent toujours recourir en les préférant à la formalité spéciale du transfert.

« Il est vrai, sans doute, que pour les titres au porteur
« la tradition seule, à l'exclusion des formalités de l'art.
« 1690, s'impose, et qu'ainsi la disposition de l'alinéa deuxième de l'art. 35 C. com. a un caractère impératif
« mais cela tient à une cause qui se rattache à la nature
« toute spéciale du titre au porteur : le droit que ce titre
« constate s'incorpore dans le titre de telle façon que ce
« droit, bien qu'il constitue une créance, c'est-à-dire une
« chose incorporelle, est traité comme une chose corpo-

81. V. Ch. Lyon-Caen, note sous arrêt, 5 janvier 1926, S. 1926.1.97, v. p. 98, 1^{re} col. en haut.

« relle, régie à ce point de vue par les art. 1141, 2279 et
« 2280 du Code civil. C'est là ce qui met un obstacle in-
« surmontable à ce que pour un titre au porteur on puisse
« recourir aux formalités de l'art. 1690 du Code civil⁸² ».

Par contre, il faut remarquer qu'une jurisprudence.
généralement approuvée par les auteurs reconnaît que
les titres à ordre, comme la lettre de change, peuvent
être cédés, non seulement par endossement, mais encore
dans les formalités de l'art. 1690⁸³.

Et il y a lieu de remarquer que l'art. 136 C. com. visant
la transmission de la lettre de change ne diffère pas quant
à la forme de la rédaction, de l'art. 36 visant la transmis-
sion du titre nominatif.

Art. 136 C. com. : La propriété d'une lettre de change
« se transmet » par la voie de l'endossement.

DEUXIEME ARGUMENT ⁸⁴

C'est l'inscription qui constitue en droit le titre nomi-
natif. Les termes mêmes de l'art. 36 C. com. sont parti-
culièrement significatifs : « La propriété des actions
peut être établie par « une inscription sur les registr
de la société ».

82. Extrait de Ch. Lyon-Caen, note sous arrêt, 5 janvier 1926, S. 1926.
1.97; voir p. 98, 1^{re} col.

83. V. Lyon-Caen, même référence, p. 98, 1^{re} col. au milieu.

84. Argument présenté notamment par P. Timbal, De la cession des
titres nominatifs par les modes du droit civil, dans la *Revue critique de
législation et de jurisprudence*, 1926, p. 460, et par A. Wagner, note sous
arrêt Cass., 5 janvier 1926, D. 1926.1.65; voir p. 66, 2^e col. — V. égale-
ment Lévy-Ullmann, *Annales du Droit commercial*, année 1897, Essai
sur les titres nominatifs, p. 117; v. p. 121, en haut de la page.

Pour le titre nominatif la propriété est donc fonction de l'inscription et ne doit varier que dans la mesure où variera celle-ci; dès lors il est malaisé d'admettre que le cessionnaire puisse être saisi à l'égard des tiers si l'inscription reste faite au nom du cédant; il y aurait là une situation manifestement contraire à la notion légale du titre nominatif. Il en résulte que le mode civil ne comportant pas, nous allons le montrer, un changement de l'immatriculation doit être écarté.

Le mode civil ne comporte pas un changement de l'immatricule :

On a prétendu que la signification faite à l'établissement débiteur devait être considérée comme une réquisition de transfert; la société au reçu de la signification doit, a-t-on dit, annuler l'immatriculation faite au nom du cédant et procéder à l'inscription du nouveau titulaire. Ainsi le mode civil devant entraîner modification de l'inscription, son emploi comme mode de transmission apparaissait possible.

Raisonner ainsi c'est oublier que tout transfert engageant la responsabilité de la société débitrice, celle-ci n'y procédera pas sur simple injonction mais seulement après communication des pièces prouvant la validité de la cession, et remise du certificat à annuler.

En effet, tandis que la société qui reçoit une signification de cession joue un rôle tout passif, la société qui

procède à un transfert joue un rôle actif, accepte en quelque sorte la cession et engage ainsi sa responsabilité :

La signification, faite à la société débitrice, formalité dont le but est de porter la cession à la connaissance de l'établissement, ne fait naître par elle-même aucun engagement personnel envers le cessionnaire — la société pouvant lui opposer toutes les exceptions : qu'elle aurait pu opposer au cédant —, et n'engage pas la responsabilité de la société vis-à-vis du cédant.

« *Au contraire, le transfert* auquel procéderait la société débitrice sur la seule signification de cession considérée par elle comme une réquisition de transfert régulière, emporterait renonciation de la part de l'établissement aux exceptions qu'il pouvait avoir contre le cédant et engagerait sa responsabilité vis-à-vis du propriétaire dépouillé dans le cas où le transfert opéré aurait été celui d'une cession « viciée » (quand à l'identité : cession consentie par un faussaire, quant au pouvoir : cession consentie par un tuteur sans l'accomplissement des formalités légales, ou quant à la capacité : cession consentie par un mineur) ».

En conséquence, la société qui aura reçu une signification de cession n'opérera le transfert que lorsque toutes

pièces utiles lui étant communiquées par les intéressés, elle aura pu s'assurer de la validité de la cession et de la non-existence d'exceptions, et lorsqu'ayant été mise en possession du certificat d'inscription nominative libellé au nom du cédant, lequel doit être annulé, elle pourra établir un nouveau certificat au nom du cessionnaire.

Ainsi la signification n'entraînant pas automatiquement un transfert et devant assurer la transmission de propriété à elle seule, sans modification de l'inscription, son emploi apparaissait incompatible avec la notion légale du titre nominatif telle qu'elle résultait de l'art. 36 C. com. alinéa premier : le titre nominatif étant constitué en droit par l'inscription sur les registres, le mode civil qui ne comportait pas un changement de l'immatriculation ne pouvait convenir comme procédé de transmission.

Essai de réfutation de ce deuxième argument :

Que doit-on penser de cette interprétation du premier alinéa de l'art. 36 C. com. en vertu de laquelle l'inscription serait : « le titre nominatif », et non « la preuve du titre nominatif », « le droit » et non « l'écrit qui constate le droit ».

Une telle interprétation du premier alinéa de l'art. 36 C. com. aboutit à un bouleversement de la théorie des obligations en élevant l'écrit au rang de source directe

d'obligation, en faisant de lui le générateur du droit qu'il a seulement pour but de constater en droit commun.

Cette interprétation qui nous fait rentrer dans les théories allemandes, contraires à nos conceptions, résulte d'une incompréhension de la déclaration de la loi du 24 août 1793 art. 6, avec laquelle on a comparé l'art. 36 C. com.⁸⁵.

Le transfert des titres nominatifs ayant tiré ses règles essentielles du transfert en matière de rente, il est naturel qu'en vue d'interpréter les textes visant le titre nominatif, on se reporte à ceux réglant le titre de rente, mais on paraît s'être mépris sur le sens de ces derniers.

Interprétation de la déclaration du 24 août 1793⁸⁶ :

La déclaration de la loi du 24 août 1793 art. 6 est ainsi conçue : *Le Grand Livre de la Dette Publique sera le titre « unique et fondamental » de tous les créanciers de la République* ». Ces mots « unique et fondamental » ont amené à penser que l'inscription portée sur le Grand Livre constituait le document unique, la « rente elle-même » et non « la preuve de la rente ». Et rapprochant ce texte de l'art. 36, on a vu dans l'inscription sur les

85. V. sur le sens de cette disposition Wahl note au Sirey 1898.2.289.

86. V. Lévy-Ullmann, Essai sur les titres nominatifs, dans *Annales du Droit commercial*, année 1897, p. 117; voir p. 119, n° 18.

registres de l'établissement, le « titre nominatif » lui-même » et non « la preuve du titre nominatif » .

Que penser de cette interprétation de la déclaration de la loi du 24 août 1793 :

Elle apparaît erronée; pour comprendre la signification des adjectifs : « unique et fondamental » qui accompagnent le mot : titre, il suffit de consulter le rapport présenté par Cambon à la Convention le 15 août 1793, rapport qui tendait à républicaniser la dette, en confondant « tous » les anciens contrats en un titre « unique et fondamental » sans tenir compte de l'origine ou de la nature de la dette :

Par cette opération simple et facile, mentionne le rapport, toute la dette publique non viagère reposera sur un titre « unique », on verra disparaître de suite « tous » les parchemins et paperasses de l'ancien régime ».

Ainsi il apparaît que les adjectifs « unique et fondamental » sont employés par opposition à « tous » : « Tous » les anciens contrats seront remplacés par un titre « unique et fondamental ».

L'interprétation discutée, qui repose sur la théorie de l'incorporation du droit au titre, est la consécration ou du système de l'acte abstrait ou du système d'après lequel l'inscription sur les registres est un élément essentiel du droit : en effet, de cette explication que nous combattons il résulte :

Ou bien que l'inscription est le droit lui-même et non la preuve du droit;

Ou bien qu'elle est une des conditions d'existence du droit, c'est-à-dire qu'aux éléments ordinaires nécessaires à l'existence d'un droit : consentement, objet, cause, il faudrait en ajouter un quatrième : l'écrit.

Il nous paraît impossible d'admettre qu'un texte aussi vague que l'article 36 C. com., qui dit que la propriété d'un titre nominatif peut être établie par une inscription sur les registres de la société, puisse consacrer une pareille dérogation au droit commun.

Au reste, de tels systèmes ne rendraient pas compte de tous les effets du transfert; avec eux l'action en revendication qui, en principe » appartient au propriétaire injustement dépossédé apparaît impossible.

L'action en revendication, nous l'avons vu, appartient au propriétaire d'un titre nominatif injustement dépossédé par suite d'un transfert irrégulier : si pratiquement il peut rarement l'exercer (seulement dans les cas de cession directe par voie de transfert) c'est parce que le cessionnaire est souvent de bonne foi (toute investigation personnelle lui ayant été interdite dans la majorité des cas) et protégé comme tel.

Les systèmes basés sur l'incorporation du droit au titre — système de l'acte abstrait, système d'après lequel l'inscription sur les registres est une condition

d'existence du droit — rendent impossible la revendication de tout titre nominatif transmis irrégulièrement.

Dans ces systèmes, en effet, l'inscription constituant « le droit » où en étant l'un des éléments composants, l'annulation de cette inscription à laquelle procède la société lors d'une cession — en vue d'immatriculer le nouveau titulaire — fait disparaître le droit de celui qu'elle mentionnait, et avec ce droit le fondement sur lequel doit s'appuyer une action en revendication. On ne peut revendiquer qu'une chose dont on est propriétaire, or avec ces conceptions la personne injustement dépossédée perd la propriété du titre dès le moment de l'annulation de son inscription.

En outre, avec de tels systèmes, le titre constituant le droit où en étant, tout au moins, un élément sans lequel il ne saurait prendre naissance, la transmission du titre nominatif entre les parties par le seul consentement qui est admise par la jurisprudence et par la presque unanimité de la doctrine, ne peut se concevoir : tant, en effet, que l'inscription n'est pas modifiée le droit n'est pas transmis.

Comment alors expliquer la rédaction de l'alinéa premier de l'art. 36 C. com., ainsi conçue : « La propriété des actions peut être établie par une inscription sur les registres de la société » ?

La véritable interprétation paraît ressortir de l'observation suivante :

Rapprochant l'art. 36 visant les titres nominatifs de l'art. 35 visant les titres au porteur, nous avons mentionné précédemment que les alinéas premier de ces deux articles avaient trait à la faculté donnée par le législateur en ce qui concerne « la forme » sous laquelle peuvent être « émis » les titres de placement.

Dès lors une telle rédaction de l'alinéa premier de l'art. 36 apparaît toute naturelle, le législateur visant le moment de « l'émission » du titre nominatif, définit ce titre par son mode de constatation normale lors de « l'émission ». C'est, en effet, de la « preuve du droit » et non « du droit lui-même » qu'il est question dans l'alinéa premier de cet article qui porte : peut être « établie » et non pas, peut être « créée ». Si l'alinéa premier ne mentionne pas les modes civils c'est pour cette raison bien simple qu'ils ne peuvent servir à la constatation du titre lors de « l'émission » : les modes civils sont des modes de transmission : il ne faut pas confondre vente et émission.

TROISIEME ARGUMENT

En matière de sociétés, le *critérium de distinction* des différentes catégories de parts d'associés c'est le *mode de transmission* propre à chacune d'elles.

Ces parts d'associés se divisent en parts d'intérêt⁸⁷, qui se transmettent par les voies civiles et en actions⁸⁸ qui se transmettent par les voies commerciales.

Les diverses sortes d'actions se reconnaissent entre elles également par le mode de cession : les titres à ordre sont ceux qui se transmettent par endossement, les titres au porteur ceux qui se transmettent par tradition, et les titres nominatifs ceux qui se transmettent par transfert.

Il résulte de cet exposé que l'art. 36 C. com., qui institue le transfert, exclut tous les autres modes de transmission et notamment celui de l'art. 1690, C. civ.

Et cette exclusion du mode civil en matière de transmission de titres nominatifs, n'a rien que de très naturelle : la cause en doit être recherchée dans les raisons de l'apparition du transfert. Le transfert fut créé par le législateur parce qu'il apparut que le mode civil ne pouvait convenir à la transmission du droit nouveau : cette exclusion s'explique par l'impossibilité où l'on est, d'employer le mode civil sans faire perdre au droit transmis les caractères suivants : non-revendication, inopposabilité des exceptions, et possibilité de transmission sans rencontre des consentements (par engagement unilatéral), caractères qui le distinguent des autres droits et dont la réunion fait de lui ce droit que l'on désigne sous le nom d'action nominative.

87. L'intérêt est la part d'un associé dans les sociétés en nom collectif, en commandite simple et à responsabilité limitée.

88. L'action est la part d'un associé dans les sociétés en commandite par actions et dans les sociétés anonymes.

C'est qu'en effet, dire que le caractère juridique d'un droit ne saurait dépendre du procédé adopté pour sa transmission, que c'est à sa nature intime qu'il faut s'attacher, c'est oublier l'effet qu'a tout mode de transmission sur les caractères intrinsèques d'un droit.

Essai de réfutation de ce troisième argument.

Notre conviction est que le critérium de distinction des différentes catégories de parts d'associés, ne réside pas dans tel ou tel caractère déterminé, mais dans un ensemble d'éléments (parmi lesquels on peut ranger le mode de transmission).

En ce qui concerne l'action nominative, l'opinion développée ne peut être admise, en effet montrons que :

- 1^o La négociabilité n'est pas le critérium de l'action,
- 2^o L'emploi du mode civil n'est pas incompatible avec la notion légale du titre nominatif.

1^o La négociation n'est pas le critérium de l'action :

En effet d'une part d'autres droits que les actions nominatives sont transmissibles par transfert :

L'art. 91, al. 3 C. com. s'occupe de la manière de constituer en gage « les parts d'intérêts transmissibles par transfert ».

d'autre part, la négociabilité des actions est parfois impossible sans que, pourtant, elles perdent leur caractère :

La loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés n'admet la négociabilité des actions correspondant à des apports en espèces qu'après le versement soit du quart, soit du montant intégral de ces actions, et la négociation des actions d'apport en nature que deux ans après la constitution de la société (art. 3 et 24) : et il est incontestable, pourtant, que ces parts d'associés constituent des actions avant même qu'il ait été satisfait à ces conditions.

En outre la loi du 5 juin 1850 qui établit un droit de timbre sur les actions déclare (art. 25) que ces dispositions ne s'appliquent pas « aux *actions* dont la cession n'est parfaite à l'égard des tiers qu'au moyen des conditions déterminées par l'art. 1690, C. civ. »

2° L'emploi du mode civil n'est pas incompatible avec la notion légale du titre nominatif :

Dans les cas énumérés ci-dessus (actions de numéraire insuffisamment libérées, actions d'apport en nature envisagées pendant les deux ans qui suivent la constitution de la société) où la négociation est prohibée, l'emploi du mode civil en vue de la transmission du titre nominatif est autorisé.

En outre, toujours en ce qui concerne le titre nominatif, dans une matière très voisine de la cession, dans celle du gage commercial — que l'on se place avant ou après

la loi du 23 mai 1863 qui a réglementé le nantissement en matière commerciale — on constate l'emploi du mode civil.

Avant la loi de 1863, qu'il fût civil ou commercial, le gage obéissait aux règles tracées par les art. 2071 et suivants du Code civil. Il n'y avait pas de règles spéciales pour les actions nominatives dont la mise en gage se faisait comme celle des autres droits incorporels : le contrat devait être constaté par un acte authentique ou sous-seing-privé enregistré, et être signifié au débiteur de la créance donnée en gage, ou accepté par lui.

Après la loi de 1863 : A cette date, en vue de faciliter le plus possible les opérations commerciales, le législateur institua la liberté des preuves pour le gage commercial, permettant, notamment, l'emploi du transfert comme mode de mise en gage et supprimant ainsi la nécessité de recourir aux formalités prévues par les art. 2074 et 2075 C. civ.

Il y a lieu de remarquer que si le législateur facilite la mise en gage des titres nominatifs, en supprimant l'emploi obligatoire du mode civil, il n'interdit pas ce dernier procédé qui, unique moyen de mise en gage d'un titre nominatif avant 1863, reste après cette loi l'un des modes de nantissement de ce titre de placement.

La constatation de l'emploi du mode civil pour la transmission ou la mise en gage du titre nominatif nous amène à conclure à la non-incompatibilité de ce mode avec la notion légale du titre nominatif.

Cette exclusion du mode civil en matière de transmission de titres nominatifs, mentionne en outre l'argument que nous discutons, n'a rien que de très naturel, la cause en doit être recherchée dans les raisons de l'apparition du transfert : Le transfert fut institué par le législateur parce qu'il apparut que le mode civil ne pouvait convenir à la transmission du droit nouveau, cette exclusion s'explique par l'impossibilité où l'on est d'employer le mode civil sans faire perdre au droit transmis ses caractères essentiels.

Nous avons, au cours de notre travail, répondu par avance à cette partie de l'argumentation que nous combattons :

En effet, d'une part, remontant dans le passé en vue de l'étude de l'évolution du transfert, nous avons constaté qu'à l'origine de ce mode de cession commercial est la cession de créance, d'autre part, comparant les modes civil et commercial, nous avons essayé d'établir que le transfert est le mode civil légèrement déformé dans son mécanisme, en vue de son adaptation à la transmission du titre nominatif.

QUATRIEME ARGUMENT

Si le législateur avait voulu donner au transfert un caractère « facultatif », il se serait exprimé en des termes semblables à ceux qui figurent à l'art. 91 C. com. concernant le gage commercial, desquels il ressort nettement,

sans aucun doute possible, que le choix est laissé aux parties entre les deux modes civil et commercial⁸⁹.

Citons les deux articles :

Art. 36, C. com. : « La propriété des actions peut être établie par une inscription sur les registres de la société. Dans ce cas la cession « s'opère » par une déclaration de transfert inscrite sur les registres et signée de celui qui fait le transport ou d'un fondé de pouvoir.

Art. 91 C. com. (loi du 23 mai 1863) : Le gage constitué soit par un commerçant, soit par un individu non commerçant pour un acte de commerce, se constate à l'égard des tiers comme à l'égard des parties contractantes conformément aux dispositions de l'art. 109, C. com. (c'est-à-dire qu'on peut employer pour cette constatation tous les moyens de preuve).

Le gage à l'égard des valeurs négociables peut aussi être établi par un endossement régulier indiquant que les valeurs ont été mises en garantie.

A l'égard des actions des parts d'intérêts et des obligations nominatives des sociétés financières industrielles, commerciales ou civiles dont la transmission s'opère par un transfert sur les registres de

89. V. Bézard-Falgas, De la simplification des formalités du transfert, dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1927, p. 189, v. p. 196 *in fine*.

la société, le gage « peut également être établi » par un transfert à titre de garantie inscrit sur les dits registres.

Il n'est pas dérogé aux dispositions de l'art. 2075 C. civ., en ce qui concerne les créances mobilières dont le cessionnaire ne peut être saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur. »

Dans le premier article cité, il est mentionné : la cession « s'opère » par un transfert.

Dans le second article cité, il est mentionné : « le gage « peut également être établi » par un transfert.

En matière de gage le caractère facultatif du transfert en garantie, pour le nantissement des titres nominatifs, apparaît incontestable. En disposant dans cet article que pour les titres nominatifs, le gage « peut également être établi » par un transfert à titre de garantie, le législateur a voulu laisser à ce mode spécial de nantissement un caractère facultatif.

« Le sens grammatical du membre de phrase « le gage « peut également être établi par un transfert à titre de « garantie », exprime manifestement une faculté, et non « une obligation⁹⁰. »

Pourquoi cette différence de rédaction des articles 36 Cod. com., visant la transmission du titre nominatif, et 91 C. com., visant sa mise en gage, sinon parce que le

90. V. Jacques Guilhot, Le transfert en garantie, dans la *Semaine juridique*, 1929, n° 44, p. 1174.

premier attribue au transfert un caractère « obligatoire » et le second un caractère « facultatif ».

Essai de réfutation de ce quatrième argument.

La thèse adverse apparaît irrecevable : on ne peut tirer argument de l'art. 91 nouveau Code de commerce inséré au dit code le 23 mai 1863, alors que l'art. 36 du même code remonte à 1808. Ne doit-on pas dire plutôt que c'est pour éviter des difficultés analogues à celles soulevées par la rédaction de l'art. 36 C. com., que le législateur a été amené à préciser sa pensée dans l'art. 91 sur le gage commercial, lequel a été rédigé cinquante-trois ans après l'art. 36.

Mais serait-elle recevable, la thèse adverse apparaît mal fondée.

Pour le montrer il faut procéder à une étude attentive de l'art. 91 C. com.⁹¹.

L'art. 91, dans son premier alinéa, établit par renvoi à l'art. 109 C. com., la liberté des preuves pour le gage commercial.

Ayant admis que le gage commercial pourrait être établi par tous les moyens de preuve, le législateur dût néanmoins mentionner spécialement l'endossement et le transfert pour montrer : 1^o qu'il reconnaissait à ces procédés formalistes normalement destinés à constater *l'aliénation* des titres à ordre ou des titres

91. V. Jacques Guilhot, *op. cit.*, dans la *Semaine juridique*, 1929, n^o 44, p. 1174 *in fine*.

nominatifs, la vertu de constater pareillement la mise en gage de ces mêmes titres; 2^o qu'il ne réservait pas ces deux procédés formalistes à la seule constitution du gage *commercial*.

Mentionnant ces modes — transfert et endossement — dans les alinéas deux et trois de l'article, à côté de l'alinéa quatre visant une exception à la règle établie par l'alinéa premier autorisant tous les moyens de preuve, le législateur se devait d'indiquer s'il s'agissait d'autres exceptions à la règle, c'est-à-dire si « seuls » les procédés formalistes de l'endossement pignoratif et du transfert en garantie, étaient admis pour la constitution du gage sur les titres à ordre et sur les titres nominatifs. Ainsi s'explique l'emploi des mots « peut également » insérés dans les alinéas deux et trois en vue de montrer qu'il ne fallait pas voir là des dérogations à l'alinéa premier autorisant tous les modes de preuve.

Si la rédaction de l'art. 91 sur le gage commercial, apparaît ne pas pouvoir servir d'argument à la thèse soutenant que le transfert est le seul mode de transmission du titre nominatif, cet article ne saurait davantage être utilisé par nous :

En effet de ce que le transfert pignoratif n'est pas le seul mode de mise en gage d'un titre nominatif, il ne s'ensuit pas nécessairement que cette solution doive s'étendre à la transmission de propriété; s'il est vrai que

dans leur évolution les procédés pignoratifs sont, en général, calqués, du moins à leur origine sur les procédés d'aliénation⁹², il ne s'ensuit pas, d'une manière absolue, que les règles de forme relatives au nantissement doivent toujours rester en symétrie avec celles prévues pour les transmissions de propriété.

CINQUIEME ARGUMENT⁹³

Une autre objection résulte de la rédaction des articles six et sept de la loi du 23 juin 1857 qui, pour la perception du droit de transmission sur les titres émis par les sociétés, distingue d'une part « les titres dont la transmission peut s'opérer sans transfert » pour lesquels le droit de transmission est converti en une taxe annuelle (art. 6), d'autre part, « les titres *nominatifs* dont la transmission ne peut s'opérer que par un transfert », au sujet desquels le droit est perçu à chaque transmission au moment du transfert (art. 7). Ces textes indiquent bien que, dans la pensée du législateur, les titres nominatifs ne peuvent être transmis que par voie de transfert.

Essai de réfutation de ce cinquième argument.

Les dispositions invoquées sont des dispositions

92. V. Bézard-Falgas, Titre nominatif, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1927, p. 471; voir p. 474, en haut de la page.

93. Argument présenté par M. Bézard-Falgas, Titre nominatif, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1927, p. 471; voir p. 473, en haut de la page.

d'ordre purement fiscal dont il est délicat de tirer argument en matière de droit privé : la nature ou la qualification d'un droit ne saurait être déterminé d'après l'impôt qui le frappe.

En outre serait-il recevable, l'argument apparaît mal fondé :

Cette phrase extraite de l'art. 7 : « Les titres nominatifs dont la transmission ne peut s'opérer que par un transfert »... n'est pas une définition du titre nominatif, elle ne signifie certainement pas que les titres nominatifs sont tous ceux dont la transmission ne peut s'opérer que par un transfert. Nous pensons qu'elle peut s'interpréter ainsi : Les titres nominatifs dont la transmission ne peut s'opérer que par un transfert... c'est-à-dire *ceux des titres nominatifs* qui ne peuvent se transmettre qu'au moyen du transfert soit en vertu d'une stipulation formelle des statuts sociaux, soit en vertu de la loi en vertu de la loi : ainsi l'art. 50 de la loi du 24 juillet 1867 visant la transmission des actions des sociétés à capital variable dispose : « la négociation ne pourra avoir lieu que par voie de transfert sur les registres de la société... ».

SIXIEME ARGUMENT

Outre les arguments théoriques que nous croyons avoir réfutés, les partisans du transfert mode exclusif, invoquent l'argument d'ordre pratique suivant : la décision de la Chambre civile est de nature à créer un

embarras au point de vue fiscal⁹⁴ : On sait que, selon la loi du 23 juin 1857 (art. 6 et 7), le mode de perception de l'impôt qui frappe un titre lors de sa transmission n'est pas le même suivant qu'il s'agit ou non d'un titre « qui ne peut être transmis que par voie de transfert ».

Dans le cas de titre obligatoirement transmis par voie de transfert, l'impôt de transmission est perçu sous forme d'un droit de mutation dû lors de chaque cession.

Dans le cas de titre non-obligatoirement transmis par voie de transfert, la cession pouvant s'opérer à l'insu de l'Enregistrement qui n'a aucun moyen de la connaître, le droit perçu lors de chaque transmission est remplacé par une lourde taxe forfaitaire.

Ainsi pour savoir s'il y avait lieu au droit de mutation ou à la taxe annuelle, l'Administration de l'Enregistrement se faisait remettre les statuts ou le cahier des charges de l'emprunt, afin d'examiner si le transfert était ou non le seul mode de transmission du titre dont il s'agissait.

La nouvelle jurisprudence fait naître à ce sujet, une grave question : la cession civile étant licite toutes les fois qu'elle n'est pas interdite contractuellement, l'administration ne va-t-elle pas être en droit de réclamer la taxe annuelle pour tous les titres des sociétés dont les

94. V. Ch. Lyon-Caen, note sous arrêt Cassation, 5 janv. 1926, S. 1926. 1.97, p. 98, 2^e col. *in fine*. V. également Bézard-Falgas, De la simplification des formalités du transfert, dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1927, p. 189; voir p. 201, au milieu de la page. V. également Esmein, *op. cit.*, p. 20.

statuts ou le cahier des charges ne stipulent pas formellement l'exclusion de tout mode de transmission autre que le transfert ?

Nous ne nions pas le gros inconvénient qu'entraînerait la solution jurisprudentielle si l'administration de l'enregistrement étendait le droit forfaitaire annuel aux titres nominatifs. Mais la généralisation de l'emploi du mode civil qui obligerait à n'en pas douter l'Enregistrement à remplacer pour les titres nominatifs le droit perçu à chaque mutation, par la taxe forfaitaire, n'est pas à craindre. Nous avons vu, en effet, que les modes civils de transmission présentent bien des inconvénients, qu'en conséquence sauf des cas exceptionnels dans lesquels ils sont susceptibles de rendre service, ils restent inemployés.

La fraude par suite n'est guère à craindre, on conçoit difficilement des contractants s'imposant le mode civil en vue d'échapper à l'impôt de transmission. Il y a tout lieu de croire que l'Enregistrement, en présence de la rareté des cas où l'impôt de transmission ne frappera pas par suite de l'emploi du mode civil, ne modifiera pas sa façon de percevoir.

JURISPRUDENCE⁹⁵

Le 4 décembre 1867 pour la première fois, la Cour

⁹⁵. Cassation, 4 déc. 1867, S. 68.1.39; 15 mars 1870, S. 70.1.271; 5 janvier 1926, S. 1926.1.97.

suprême a eu à se prononcer sur la question examinée par nous : l'art. 36 du Code de commerce relatif à la cession des titres nominatifs exclut-il tout autre mode de cession que le transfert ? Elle l'a tranchée par la négative :

« Attendu — porte l'arrêt de cassation du 4 décembre 1867 — que l'art. 36 C. com., en autorisant la transmission des actions par transfert sur les registres de la société a voulu créer un mode nouveau et plus facile de transmission, mais non interdire les autres modes du droit commun. »

De cette décision de la Cour suprême, il résultait que l'opposabilité aux tiers d'une cession d'un titre nominatif pouvait être réalisée aussi bien par l'emploi du mode de transmission de l'art. 1690 C. civ. (signification ou acceptation) que par celui du transfert, alors que jusqu'à cette date, la plupart des contentieux de sociétés estimant que l'art. 36 C. com. avait une portée obligatoire, considérait le transfert comme le seul procédé de transmission des titres nominatifs.

Le litige soumis à la Cour était né d'une difficulté entre l'Administration de l'Enregistrement et une société, quant au mode de perception de la taxe de transmission des valeurs mobilières, lequel varie suivant le mode de transmission des titres.

La société voulait se placer sous l'égide de l'art. 7 de la loi du 23 juin 1857 et ne payer que par *chaque*

transmission constatée sur ses registres; l'Enregistrement cherchait au contraire à lui appliquer l'art. 6 de la même loi qui, prévoyant une lourde taxe forfaitaire annuelle, indépendante des cessions effectivement réalisées, assure une rentrée d'impôt plus importante et facilite le recouvrement.

Préalablement à l'examen de ce cas d'espèce, et à l'effet de sa compréhension, il y a lieu ici de rappeler brièvement l'économie de la loi du 23 juin 1857.

La loi du 23 juin 1857 a voulu que la fortune mobilière devenue si importante de nos jours, prenant sa part dans les charges de l'Etat, fut soumise dans ses transmissions successives et fréquentes à un droit de cession comme l'étaient depuis longtemps déjà les valeurs immobilières.

Sous l'empire de la loi du 22 frimaire an 7, les cessions d'actions et d'obligations étaient bien passibles d'un droit de transmission édicté par l'art. 69 § 2 n° 6⁹⁶ mais seulement lorsqu'elles étaient constatées par des actes soumis à l'enregistrement : en fait, cette

96. Art. 69, § 2 n° 6 de la loi du 22 frimaire an VII :

« Les actes et mutations compris sous cet article seront enregistrés, et les droits payés suivant les quotités ci-après, savoir :

.

§ 2. — 50 centimes par 100 fr.

...n° 6 : Les billets à ordre, les cessions d'actions et coupons d'actions mobilières des compagnies et sociétés d'actionnaires, et tous autres effets négociables de particuliers ou de compagnies à l'exception des lettres de change tirées de place à place.

formalité n'était requise que très rarement, et la transmission à titre onéreux des titres négociables se trouvait affranchie de tout impôt.

A l'effet de soumettre à la taxe de transmission toutes les valeurs mobilières, quel que soit leur mode de transmission, le législateur fiscal a établi pour les titres se transmettant suivant un mode permettant le contrôle du fisc : un droit perçu lors de « chaque » transmission effective; pour les autres titres pouvant changer de propriétaire à l'insu de l'Administration de l'Enregistrement, le législateur, dans l'impossibilité d'imposer le fait difficilement saisissable de la cession, a prévu, prenant pour base de l'impôt l'existence même du titre : une lourde taxe forfaitaire.

Ainsi s'expliquent les rédactions des art. 6 et 7 de la loi du 23 juin 1857, mentionnant outre un droit prévu pour chaque transmission, une taxe annuelle :

Art. 6. — Indépendamment des droits établis par le titre 2 de la loi du 5 juin 1850 (il s'agit des droits de timbre qui frappent les valeurs mobilières), toute cession de titres ou promesses d'actions et d'obligations dans une société, compagnie ou entreprise quelconque financière, industrielle, commerciale ou civile, quelle que soit la date de sa création, est assujettie à partir du 1^{er} juillet 1857 à un droit de transmission de vingt centimes par cent francs de la valeur négociée. Ce droit pour les titres au

porteur et pour ceux dont la transmission peut s'opérer sans un transfert sur les registres de la société (parmi ces derniers titres figurent les titres nominatifs qui peuvent se transmettre par un autre mode que le transfert) est converti en une taxe annuelle et obligatoire de douze centimes par cent francs du capital desdites actions et obligations évalué par leur cours moyen pendant l'année précédente et à défaut de cours dans cette année, conformément aux règles établies par les lois sur l'enregistrement. »

Art. 7. — Le droit pour les titres nominatifs dont la transmission ne peut s'opérer que par un transfert sur les registres de la société est perçu au moment du transfert pour le compte du trésor par les sociétés qui en sont constituées débitrices par le fait du transfert.

Le droit sur les titres mentionnés au § 2 de l'art. précédent est payable par trimestre et avancé par les sociétés sauf recours contre les porteurs des dits titres. A la fin de chaque trimestre lesdites sociétés sont tenues de remettre au receveur de l'Enregistrement du siège social, le relevé des transferts et des conversions ainsi que l'état des actions et des obligations soumises à la taxe annuelle.

Ainsi, en ce qui concerne le droit de transmission dont

sont passibles les titres nominatifs, il y a lieu de faire une distinction :

1^o Les actions nominatives dont la cession ne peut s'opérer que par un transfert sur les registres de la société, sont soumises au droit perçu lors de « chaque » transmission, car dans ce cas le registre de la société étant un état fidèle et complet de toutes transmissions, aucune d'elles ne pourra échapper à l'impôt.

2^o Les actions nominatives dont la cession peut s'opérer *sans* un transfert sur les registres :

Soit que le transfert soit conventionnellement écarté⁹⁷;

Soit qu'il soit imposé, mais seulement à titre de mesure d'ordre intérieure sans influence sur la validité même de la cession, hypothèse dans laquelle il est à craindre que l'importance de la formalité se trouvant amoindrie, les parties omettent de l'accomplir.

Soit enfin qu'il soit prévu mais concurremment avec un autre mode de transmission : endossement, acte sous-seing privé ou notarié dont il est commandé de remettre un double à la société lors de la cession, etc...

sont soumises à la taxe forfaitaire annuelle, considérée

97. Selon la jurisprudence, il n'est pas nécessaire que le transfert soit conventionnellement écarté pour que la cession puisse s'opérer « sans » un transfert, car elle décide, qu'en cas de silence des statuts ou du cahier des charges de l'emprunt, les parties ont le choix entre le transfert et le mode civil.

comme l'équivalent des perceptions qui seraient réalisées si les cessions pouvaient être constatées, car dans ce cas la surveillance de l'Administration ne peut plus être entière et que le commerce des titres pourrait se faire au préjudice de l'Etat.

Dans le cas d'espèce qui a fait l'objet de l'arrêt du 4 décembre 1867, les statuts n'ayant pas déterminé le mode suivant lequel devraient être transmises les actions nominatives, la question se posait de savoir dans quelle catégorie rentraient ces titres au point de vue du mode de perception du droit de transmission.

La thèse de la société était celle-ci :

Les statuts, n'indiquant pas en quelle forme les actions nominatives peuvent se transmettre, se réfèrent par là même au droit commun lequel n'est autre que la cession faite avec le concours nécessaire de la compagnie émettrice; en effet le Code de commerce établit pour les actions nominatives un mode de transmission qui appelle forcément l'intervention de la société : c'est le transfert sur les registres sociaux; il est donc vrai de dire que les actions nominatives de la société ne pouvant se transmettre « que par un transfert » sont soumises au droit de transmission perçu lors de « chaque » cession.

L'Administration de l'Enregistrement combattant cette augmentation prétendait que ne rentraient, dans la catégorie de valeurs acquittant l'impôt lors de la transmission effective, que les titres nominatifs des sociétés qui dans leurs statuts ont « formellement exclu » tout mode de cession autre que le transfert.

En effet, disait l'Administration de l'Enregistrement, l'art. 36 C. com. qui, dans le silence des statuts, régit la transmission des actions nominatives mentionne bien le transfert, mais n'exclut pas les autres modes de cession dont l'utilisation éventuelle, toujours possible, justifie la perception du droit de transmission sous forme de taxe annuelle, prévue pour les titres qui peuvent se transmettre « sans un transfert ».

La thèse de l'Administration, interprétative de l'art. 36 C. com. fut consacrée par la jurisprudence dans les circonstances suivantes :

L'Administration de l'Enregistrement se fondant sur ce que les statuts n'avaient pas indiqué par quel moyen la cession s'opérerait, en avait conclu que le transfert pouvait avoir lieu autrement que par une inscription sur le registre de la société; en conséquence, elle avait réclamé à la société le paiement de la taxe forfaitaire annuelle, et sur le refus de la société de payer, avait décerné une contrainte contre elle :

La société fit une opposition qu'un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 18 août 1880, adoptant les conclusions prises par l'Enregistrement, rejeta. Le pourvoi en cassation formé par la société pour violation et fausse application des art. 6, 7 et 8 de la loi du 23 juin 1857 et de l'art. 36 C. com. subit le même sort aux termes de l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 4 décembre 1867 dont nous extrayons les attendus suivants :

« Attendu que, soit d'après les termes, soit d'après l'esprit des art. 6 et 7 de la loi du 23 juin 1857 le droit de transmission de vingt centimes n'est applicable qu'aux actions et obligations dont la propriété ne peut être transmise que par un transfert sur les registres de la société, soumis à l'inspection de la régie; que dans tous les autres cas il y a lieu d'appliquer la taxe annuelle de douze centimes;

« Attendu que les statuts n'ont rien réglé touchant le mode suivant lequel la propriété des actions nominatives pouvait être transmise;

« Attendu qu'en concluant du silence des statuts que la transmission des actions pouvait s'opérer valablement sans transfert sur les registres de la société et par tous les modes du droit commun et que dès lors la taxe de douze centimes était applicable, le jugement attaqué fait une exacte application de la loi;

« Attendu que vainement, pour contester cette conséquence, le pourvoi soutient que l'art. 36 C. com. suffit pour rendre obligatoire le transfert sur les registres de la société, que l'art. 36 en autorisant la transmission des actions par transfert sur les registres de la société a voulu créer un mode nouveau et plus facile de transmission mais non interdire les autres modes du droit commun;

« Attendu qu'en décidant que dans de telles conditions il ne pouvait y avoir lieu à la perception du droit de transmission de vingt centimes le jugement attaqué, loin de violer la loi, en a fait une juste application. Rejette. »

Sur cette question du mode de perception du droit de transmission sur les titres nominatifs dans le cas de silence des statuts, les arrêts de cassation qui suivirent⁹⁸ reprirent sensiblement les mêmes attendus que celui du 4 décembre 1867, aussi il apparaît actuellement de jurisprudence constante que lorsque le mode de transmission des titres nominatifs n'a pas été conventionnellement fixé, la cession peut avoir lieu, non seulement au moyen d'une inscription sur les registres sociaux, mais encore par les autres modes du droit commun.

Récemment encore, par un arrêt du 5 janvier 1926,

⁹⁸. V. Cassation : 15 décembre 1869, S. 70.1.177 (2^e espèce); 15 mars 1870, S. 70.1.271.

la Cour de cassation a eu à se prononcer sur la même question, non plus à propos d'un intérêt d'ordre fiscal, mais pour trancher une difficulté entre un créancier d'un vendeur de titres nominatifs et l'acheteur de ces titres.

Le cas soumis à la Cour suprême était le suivant :

Un titulaire de titres nominatifs avait cédé séparément l'usufruit et la nue propriété de ses titres par deux actes sous-seing privé qui avaient été signifiés à la compagnie débitrice conformément à l'art. 1690 C. civ. Le transfert n'avait pas été effectué et il ne pouvait pas l'être, la signification de cession n'ayant pas été suivie d'une réquisition à cet effet, et la société n'ayant été mise en possession ni des certificats d'inscription nominative, ni des pièces justificatives nécessaires au contrôle, par la compagnie, de la validité de la cession.

Un créancier du vendeur de titres forma alors à la société débitrice une opposition qui était postérieure en date aux significations des cessions faites à celle-ci par le cessionnaire mais avant qu'un transfert ait été opéré.

Le cessionnaire prétendait que l'opposition devait être considérée comme non-avenue parce qu'elle avait lieu après que la signification l'avait saisi à l'égard des tiers conformément à l'art. 1690 C. civ.

Le créancier opposant, au contraire, soutenait que cette signification n'avait aucun effet à son égard parce

que la cession d'un titre nominatif n'est opposable aux tiers que du jour du transfert, et cela conformément à l'art. 36 C. com.

Le tribunal de la Seine — visant, dans les motifs de son jugement du 20 juillet 1914 aussi bien les actions que les obligations — avait admis la prétention du créancier et s'était prononcé contre le cessionnaire saisi par la voie civile, jugeant que la cession suivant les formes du droit commun (art. 1690 C. civ.) n'opérait pas la transmission de propriété vis-à-vis des tiers :

Attendu — mentionne le jugement du 20 juillet 1914 — qu'en droit, la propriété des titres nominatifs est transmise entre les parties par le seul effet de la convention, mais à l'égard des tiers le cessionnaire n'est investi de la propriété des titres nominatifs « qu'au moyen » d'une déclaration de transfert inscrite sur les registres de la société dans les formes déterminées par l'art. 36 du Code de commerce;

« Qu'il est vrai qu'aux termes de l'art. 1690 du Code civil, le cessionnaire est saisi à l'égard des tiers par la signification des transports faite au débiteur; mais un titre nominatif ne peut être assimilé à un simple titre de créance soumis pour les conditions de transmission aux règles de droit commun; pour un titre de cette nature la déclaration de transfert est une condition essentielle de la transmission à l'égard des tiers. »

La cour d'Appel de Paris, dans son arrêt du 12 avril 1922 s'était abstenue — avec raison du reste — de statuer sur cette question de la transmission des *actions* en cas de silence des statuts, qui était étrangère aux débats : les obligations étant seules en cause dans l'affaire.

La cour de Cassation préalablement à l'examen du cas de transmission d'obligations soumis à sa juridiction et qu'elle trancha en déclarant opposable au créancier saisissant la cession signifiée à la compagnie débitrice, reproduisit l'un des motifs de son arrêt du 4 décembre 1867, relatif à la transmission des *actions* nominatives lesquelles, rappelons-le, n'étaient pas en cause.

« Attendu que l'art. 36 C. com. en autorisant la transmission des actions nominatives par transfert sur les registres d'une société a voulu créer un mode nouveau et plus facile de transmission, mais non interdire celui de droit commun. »

affirmant ainsi une nouvelle fois le principe posé par elle et que l'on peut traduire ainsi :

Lorsque le mode de transmission des actions nominatives n'a pas été réglé conventionnellement, cette transmission peut avoir lieu, non seulement au moyen d'une inscription sur les registres sociaux, mais encore par les autres modes du droit commun, et notamment par le procédé de l'art. 1690 C. civ.

**SECTION DEUXIEME. — L'ART. 36 C. COM. QUI NE VISE
EXPRESSEMENT QUE LES ACTIONS S'APPLIQUE-T-IL
AUX OBLIGATIONS⁹⁹ ?**

Il ne faut pas confondre cette question : « L'art. 36 s'applique-t-il aux obligations ? avec cette autre : l'art. 36 peut-il être étendu conventionnellement aux obligations ? » Réservant cette étude du point de savoir si l'on peut régler conventionnellement la transmission des titres nominatifs par dérogation au droit commun, nous examinerons la question posée, en supposant le silence du cahier des charges de l'emprunt ou des prospectus d'émission sur ce point.

A l'appui de la conception qui prétend — en l'absence de toute convention — limiter le champ d'application de l'art. 36 C. com. aux actions seules, sont invoqués une série d'arguments dont nous tenterons la réfutation; nous nous efforcerons d'établir que quel que soit le droit représenté par le titre, la forme nominative permet l'emploi de ce procédé spécial de cession qu'est le transfert pour parfaire la transmission vis-à-vis des tiers.

99. V. Bézard-Falgas, De la simplification des formalités du transfert, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1927, p. 189; voir p. 203.

PREMIER ARGUMENT¹⁰⁰

L'art. 36 ne vise expressément que les actions et ne saurait, en conséquence, régir la transmission des obligations.

Et il y a lieu de remarquer que l'art. 36 n'est pas le seul texte qui vise « exclusivement » les actions; il en est de même de la loi du 24 juillet 1867 et de celle du 1^{er} août 1893.

Essai de réfutation.

S'il est vrai que l'art. 36 C. com. n'a trait qu'aux actions, le silence de ce texte en ce qui concerne les obligations s'explique fort bien et n'autorise aucunement à conclure à leur exclusion : cet article figure dans le code de commerce au titre des sociétés et « de même que
« les statuts ne réglementent en général que les actions
« sans se préoccuper des emprunts qui pourraient être
« ultérieurement contractés, le législateur dans ce do-
« maine n'a pas songé à viser les obligations¹⁰¹. »

Au reste, ces valeurs étaient rares au début du xix^e siècle et seule la pratique postérieure leur a appliqué les formes des actions et par suite aussi les mêmes

100. Argument présenté par M. Basselier, *Journal du notariat* du 18 décembre 1902.

101. Extrait de Bézard-Falgas, *Traité du contentieux des transferts*, p. 132 *in fine*.

modes de transmission en assujettissant les obligations représentées par des titres nominatifs aux formalités du transfert. Cette pratique a été reconnue et validée par la loi du 23 juin 1857 (art. 6, 7 et 8) qui soumet aux mêmes droits *toutes les valeurs mobilières* dont la cession s'opère par des inscriptions sur les registres des sociétés.

Au surplus si la loi *sur les sociétés* du 24 juillet 1867 modifiée dans certaines de ses dispositions par celle du 1^{er} août 1893 garde un silence complet sur les obligations c'est sans doute pour cette raison que ces titres ne supposent pas comme les actions l'existence d'une société et qu'ainsi ces dispositions légales « sur les sociétés » n'avaient pas à les réglementer.

DEUXIEME ARGUMENT

En ce qui concerne la transmission des titres nominatifs, une distinction entre les actions et les obligations se comprend à merveille, il est naturel d'admettre qu'un actionnaire qui est un associé pourra transmettre son droit de copropriété au moyen d'un transfert sur les registres de la société, au contraire, l'obligataire qui est un tiers pour celle-ci ne doit pouvoir céder sa créance que suivant les règles du droit civil conformément au droit commun.

Essai de réfutation.

L'argument repose sur l'adoption de la théorie qui voit dans le droit de l'actionnaire un droit de copropriété.

En ce qui concerne cette question de la nature juridique du droit de l'actionnaire, nous essayerons de montrer que l'action n'est ni un droit de copropriété, c'est-à-dire un droit réel, ni un droit *sui generis*, mais une créance d'une nature particulière, qu'ainsi l'inscription sur les registres de la société se conçoit aussi bien pour la transmission de la créance qui revêt la forme de l'obligation que pour celle qui revêt la forme de l'action.

En admettant même l'exactitude de la théorie qui voit dans l'action un droit de copropriété, l'argument n'apparaîtrait pas décisif. Ce n'est pas, en effet, nous semble-t-il de la nature du droit transmis (réel ou personnel) que doit dépendre l'emploi ou non du transfert mais bien plutôt de la nature du titre (nominatif ou non).

*Le droit de l'actionnaire n'est ni un droit « sui generis »¹⁰²,
ni un droit de copropriété¹⁰³.*

1° Ce n'est pas un droit *sui generis* :

En dehors des droits intellectuels visés par des textes

102. Beudant, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. 34 p. 135 et s.

103. V. Pic, *Des sociétés commerciales*, t. I, p. 274, n° 222 et suiv.; v. Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, 1^{re} partie, n° 141; v. note Tissier sous Paris, 11 janvier 1895, S. 97.2.241; v. également D. 96.2.187.

spéciaux, la loi française ne connaît en effet que deux sortes de droits patrimoniaux : le droit réel et le droit de créance.

2° Ce n'est pas un droit de copropriété, c'est-à-dire un droit réel :

Le droit de l'actionnaire est purement « mobilier », c'est ce dont on ne saurait douter en présence de l'art. 529 C. civ. ainsi conçu :

« Sont meubles par détermination de la loi : , les actions ou intérêts dans les compagnies de finance de commerce ou d'industrie, encore que des immeubles dépendant de ces entreprises appartiennent aux compagnies. »

Or, si le législateur envisageait le droit de l'associé comme un « *jus in re* » l'art. 529 serait inexplicable : dire que ce droit est mobilier même lorsque la société possède des immeubles équivaut à dire que ce droit est personnel, car s'il était réel sa nature mobilière, immobilière ou mixte dépendrait forcément de la nature des objets composant l'actif social.

Prétendre limiter, comme on le fait dans la conception discutée, le champ d'application de l'art. 36 aux actions seules ce serait ne tenir aucun compte des nombreux textes qui impliquent la possibilité de l'emploi du transfert aussi bien pour les obligations que pour les actions.

Ainsi l'art. 91 al. 3 du C. com. relatif au gage vise expressément les actions et les obligations et les assimile absolument en notre matière. Il dispose ainsi :

« A l'égard des actions, des parts d'intérêt, et des *obligations nominatives* des sociétés financières industrielles, commerciales ou civiles dont la transmission s'opère par un transfert sur les registres de la société, le gage peut également être établi par un transfert à titre de garantie inscrit sur lesdits registres »

De même les articles 6, 7 et 8 de la loi du 23 juin 1857 prévoient le cas d'obligations nominatives dont la transmission ne peut s'opérer que par un transfert sur les registres de la société.

« Et qu'on ne dise pas que la loi de 1857 édictant une
« disposition purement fiscale n'a pas à être prise en
« considération dans notre matière. L'art 7 de cette loi
« est en quelque sorte un texte interprétatif de l'art. 36
« C. com. : bien que statuant en matière d'impôt, il
« n'en consacre pas moins une extension certaine des
« dispositions de ce dernier article aux obligations nomi-
« natives. L'objection qui consiste à dire que ce sont là
« des dispositions d'ordre purement fiscal dont il est
« délicat de tirer argument en matière de droit privé,
« laquelle objection est devenue pour ainsi dire de style,
« n'a de poids que si l'on veut déterminer la nature
« ou la qualification d'un droit d'après l'impôt qui le

« frappe : le danger consiste à se laisser guider par ce
« qu'il y a de purement fiscal dans le texte dont on pré-
« tend faire état. Or c'est un reproche auquel échappe
« l'argument qui nous occupe. Dans la loi de 1857 en
« effet la base de la taxation réside dans la distinction qui
« était déjà faite en droit privé entre le titre nominatif
« et le titre au porteur : cette distinction est empruntée
« aux articles 35 et 36 C. com. et le législateur en l'ad-
« mettant pour les obligations n'a fait que consacrer un
« usage préexistant¹⁰⁴. »

Ajoutons que l'art. 35 C. com., relatif aux actions au porteur est étendu sans difficultés aux obligations au porteur.

« Or l'art. 35 C. com., a de grandes affinités de rédaction avec l'art. 36 de ce code : ces deux textes ont au
« point de vue de leur contexture une similitude frappante. Pourquoi ne pas donner le même sens aux termes
« identiques qui figurent dans l'un et dans l'autre¹⁰⁵. »
Pourquoi admettre l'extension aux obligations dans un cas et pas dans l'autre.

Au point de vue pratique, d'ailleurs, on n'aperçoit pas qu'un régime différent doive, en ce qui concerne la transmission de la propriété, être appliqué aux actions

104. Extrait de A. Wagner, note sous arrêt, 5 janvier 1926, D. 1926. 1.65; voir p. 66, au milieu de la page.

105. Extrait de Bézard-Falgas, *Traité du contentieux des transferts*, p. 132.

et aux obligations : les unes et les autres sont des droits incorporels qui doivent être susceptibles des mêmes modes de cession.

Ainsi il apparaît que l'art. 36 est applicable aux obligations : dans cet article il faut voir une disposition qui se rattache à la forme du titre, non à la nature juridique du droit que le titre constate.

En ce qui concerne ces titres, reprenant les mêmes arguments nous interprétons ce texte, comme nous l'avons fait en matière d'actions : l'art. 36 crée un mode nouveau mais n'interdit pas l'emploi des modes civils; le transfert doit être regardé comme un procédé facultatif.

JURISPRUDENCE

Le 15 décembre 1869, pour la première fois, la Cour de cassation a déclaré que l'art. 36 du Code de commerce bien que ne visant expressément que les actions nominatives s'appliquait aux obligations qui par suite, comme les actions, pouvaient être transmises, soit au moyen des modes de transmission du droit commun, soit au moyen du transfert, au choix des parties.

« Attendu — porte l'arrêt de cassation du 15 décembre 1869 S. 70. 1. 177 — que les statuts de la société ne déterminent en aucune façon le mode suivant lequel devront être transmises les quatre mille obligations que créent ces mêmes statuts; qu'en concluant de ce silence

que la transmission de ces obligations pouvait s'opérer non pas seulement par un transfert inscrit sur les registres de la société, mais encore par les autres modes de transmission autorisés par le droit commun, le jugement n'a fait qu'une exacte application de la loi. »

De cet arrêt par lequel la Cour de Cassation brisait le cadre étroit de l'art. 36 du Code de commerce, il ressortait que :

1° L'article 36 du Code de commerce s'appliquait aux obligations;

2° L'article 36 devrait s'interpréter ainsi : la transmission à l'égard des tiers des obligations nominatives peut s'effectuer, soit par transfert, soit suivant les modes de transmission du droit commun.

La question, ainsi solutionnée par la Cour suprême à propos d'une mésestimation sur le mode de perception de la taxe de transmission des valeurs mobilières, s'est présentée à nouveau récemment devant elle à la suite d'une difficulté entre un cessionnaire saisi par la voie civile et un créancier saisissant du cédant, difficulté qui lui a donné l'occasion de confirmer sa jurisprudence antérieure.

Dans ce litige auquel la Cour de Cassation a mis fin par un arrêt en date du 5 janvier 1926 (S. 1926. 1. 97; D. 1926. 1. 65) le tribunal de la Seine faisant prévaloir non pas la nature du droit (droit de créance) mais celle

des titres (forme nominative des obligations) avait décidé que :

1^o L'article 36 s'appliquait aux obligations.

2^o L'article 36 devait s'interpréter ainsi : la transmission à l'égard des tiers des obligations nominatives ne pouvait s'effectuer « qu'au moyen » du transfert :

« Attendu — qu'à l'égard des tiers le cessionnaire n'est investi de la propriété des titres nominatifs « qu'au moyen » d'une déclaration de transfert inscrite sur le registre de la société dans les formes déterminées par l'art. 36 du Code de commerce

.....
... que les obligations dont s'agit n'ont jamais fait l'objet d'une déclaration de transfert sur les registres de la Compagnie. » (Jugement du 31 juillet 1914. V. *Revue du notariat et de l'Enregistrement*, année 1926, deuxième partie, page 187.)

Aux conclusions prises par le cessionnaire qui arguait de la nature spéciale du droit représenté par les titres (obligations : droits de créance) pour se placer sur le terrain du droit commun (art. 1690 C. civ.), le tribunal civil de la Seine avait répondu ainsi, dans les motifs du jugement précité :

« Attendu — qu'il est vrai qu'aux termes de l'art. 1690 C. civ. le cessionnaire est saisi à l'égard des tiers par la

signification des transports, faite au débiteur; mais un titre nominatif ne peut être assimilé à un simple titre de créance soumis pour les conditions de transmission aux règles de droit commun; pour un titre de cette nature, la déclaration de transfert est une condition essentielle de la transmission à l'égard des tiers;

.....

...que les significations faites à la Compagnie dans les termes de l'art. 1690 C. civ. sont inopérantes pour valoir transmission des titres à l'égard des tiers. »

La Cour de Paris (arrêt du 12 avril 1922. V. *Journal des sociétés*, année 1922, p. 481, v. p. 487 n° 10 et *Recueil de jurisprudence du Juris-Classeur commercial*, n° 211) avait infirmé ce jugement, et pour ce faire, elle s'était fondée sur la nature du droit cédé (droit de créance) laissant présumer que sa décision n'eût pas été la même s'il se fut agi d'actions. Voici la partie de l'arrêt qui nous intéresse :

« Considérant — qu'en principe aux termes de l'art. 1690 du Code civil, le cessionnaire d'une créance est saisi à l'égard des tiers de la propriété de ladite créance par la signification du transport faite au débiteur cédé ;

« Qu'une obligation nominative de chemin de fer est bien une créance à l'égard de la société qui l'a émise
Considérant qu'un grand nombre de sociétés étendant à leurs obligations nominatives les prescriptions de l'ar-

ticle susvisé (art. 36 C. com.) les ont assujetties pour la transmission de la propriété à la formalité du transfert. »

De ce dernier considérant, il résultait que selon la Cour de Paris, l'art. 36 exclusivement réservé aux actions n'était pas « légalement » applicable aux obligations; qu'une « convention » était nécessaire pour étendre aux obligations les prescriptions de l'article 36 du Code de Commerce.

La Cour de cassation déclarant qu'aucune distinction ne devait être faite entre les actions et les obligations, décida dans son arrêt du 5 janvier 1926 que :

1^o L'article 36 s'appliquait aux obligations nominatives; la forme nominative de celles-ci, les soumettant, pour leur transmission, à cette disposition.

2^o L'article 36 devait s'interpréter ainsi : la transmission à l'égard des tiers des obligations nominatives peut s'effectuer soit par un transfert, soit suivant les modes de transmission du droit commun¹⁰⁶.

« Mais attendu que l'art. 36 C. com. en autorisant la « transmission des actions nominatives par transfert « sur les registres d'une société a voulu créer un mode « nouveau et plus facile de transmission, mais non interdire celui de droit commun;

106. Voir note A. Wagner, sous arrêt 5 janvier 1926, D. 1926.1.65, p. 65, 2^e colonne *in fine*.

« Attendu qu'une règle analogue s'applique aux obligations qui sont des titres de créance contre la société, « lorsque celle-ci autorise leur émission sous la forme « nominative, sans toutefois imposer obligatoirement « que la cession ait lieu par voie de transfert. » (Extrait des motifs de l'arrêt de cassation du 5 janvier 1926).

Ainsi apparaît bien consacrée cette jurisprudence de la Cour suprême sur l'application de l'article 36 du Code de commerce aux obligations.

TROISIEME SECTION. — DU DROIT DE DEROGER AUX REGLES PREVUES POUR LA TRANSMISSION DU TITRE NOMINATIF.

Nous avons étudié la question de savoir quel était le mode de transmission applicable aux actions et obligations nominatives *abstraction faite de toute modification pouvant résulter des dispositions conventionnelles.*

Il est reconnu que l'on peut régler conventionnellement la transmission des créances par dérogation au droit commun, en conséquence une société a parfaitement le droit de déroger aux règles ordinaires de transmission de la propriété et elle peut par suite imposer un mode de transmission à l'exclusion de tous autres. Il n'y a rien là de contraire à l'ordre public.

« Après avoir donné la vie à des titres, les établis-
« ments émetteurs sont bien libres en effet, de fixer
« les conditions dans lesquelles ces titres se comporte-
« ront au cours de leur existence. On reconnaît d'ailleurs
« aux sociétés le droit « de stipuler des clauses restric-
« tives à la cession telles que l'obligation de soumettre
« celle-ci à l'agrément du conseil d'administration et
« même le droit » d'interdire la vente de leurs titres à
« certaines personnes, par exemple à d'autres qu'à des
« associés; or, il est certainement moins grave de régle-
« menter la forme de la vente d'un titre que d'aller jus-
« qu'à prohiber cette vente ».

« Quant aux actionnaires et obligataires ils n'ont
« qu'à s'en prendre à eux-mêmes si ayant acheté des
« valeurs d'une société qui n'admet comme mode de
« transmission que tel ou tel procédé ils ne peuvent plus
« ensuite les céder d'une autre manière. N'étaient-ils pas
« renseignés à cet égard par les statuts ou les prospectus
« d'émission et n'ont-ils pas adhéré à ceux-ci en accep-
« tant les valeurs émises¹⁰⁷.

« *Pour les actions*¹⁰⁸ : Ce sera le pacte social lui-même
« consigné dans les statuts qui mentionnera les déro-
« gations au droit commun.

107. Extrait de Bézard-Falgas, *Traité du contentieux des transferts*, p. 126 (même extrait dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1927 : De la simplification des formalités du transfert, par Bézard-Falgas, p. 189, voir p. 198, en haut de la page).

108. Extrait de l'article de M. Louis Levens, De la cession des titres nominatifs, dans la *Revue du notariat*, 1926, n° 21071, 1^{re} partie, p. 192 et 193.

« En cas de silence des statuts, l'assemblée générale
« rdinaire ne pourrait régler la transmission de ces
« titres, il y aurait là une modification du pacte social
« dépassant les pouvoirs d'une assemblée ordinaire;
« seule une assemblée générale extraordinaire pourrait
« statuer par voie de modification aux statuts.

« *Pour les obligations*^{108bis} : ce sera le contrat d'émission
« consigné dans le cahier des charges de l'emprunt, les
« prospectus d'émission ou les avis figurant sur les
« titres ou sur les bordereaux de transfert, qui mention-
« neront les dérogations au droit commun.

« En cas de silence de ces documents les dispositions
« des statuts ne pourraient être opposées aux obliga-
« taires, lesquels sont en dehors du pacte social. *A for-*
« *tiori* une décision de l'assemblée générale ne pourrait
« leur être opposée.

« En tout cas la société ne pourrait régler unilatéra-
« lement la transmission des obligations, il faut qu'il y
« ait contrat. Ce serait forcer les choses que de dire que
« l'obligataire a adhéré à un règlement établi par la
« société si ce règlement a été occulte ou s'il a été pris
« sans son consentement après la souscription ou l'im-
« matriculation des titres à son nom. »

Mais nous pensons qu'il en serait autrement si la
demande de conversion au nominatif ou les certificats
délivrés contenaient une reproduction de ces règlements.

108 bis. Extrait de l'article de M. Louis Levens, De la cession des
titres nominatifs, dans la *Revue du Notariat*, 1926, n° 21071, 1^{re} partie,
p. 192-193.

Le titulaire ne pourrait prétendre qu'il les a ignorés. Un contrat se serait formé à cet égard.

Clauses habituelles :

Les clauses employées habituellement donnent lieu à bien des difficultés.

Examinons ces différentes clauses :

1^o *La clause se borne à dire, que la cession des actions (ou obligations) nominatives s'opère « conformément au Code de Commerce » par transfert :*

Nous estimons qu'en ce cas elle ne constitue qu'un simple renvoi à l'art. 36 de ce code et que dès lors elle doit recevoir la même interprétation que ce texte¹⁰⁹. D'après la jurisprudence la clause en question autorisera donc indépendamment du transfert les modes de transmission du droit commun, tandis que pour ceux qui interprètent limitativement l'art. 36 elle aura le même sens restrictif que si elle visait seulement le transfert.

2^o *Les statuts ou le contrat d'émission disposent que « la cession s'opère par un transfert ».*

Nous ne dirons pas qu'en précisant le mode de transmission de la propriété de ses titres la société a voulu l'imposer et par là même a entendu exclure les autres. Selon nous, il ne faut pas voir dans cette clause une disposition impérative. Nous nous sommes efforcés

109. Arrêt de la Cour de Paris du 30 juin 1886 (*Journal des sociétés*, 1890, p. 333).

d'établir que l'art. 36 n'est pas exclusif de tout autre mode de cession, nous interpréterons de même toute clause rédigée dans des termes semblables : toute stipulation qui reproduit les termes de cet article doit avoir, en effet, la même portée que lui.

Pour que l'application de l'art. 1690 C. civil soit exclue il apparaît nécessaire que les statuts ou le contrat d'émission décident formellement que les actions ou les obligations ne pourront être cédées « que par voie de transfert ».

Et l'exclusion de la voie civile par les statuts sociaux ou le cahier des charges d'un emprunt obligataire est possible car, nous l'avons vu, les dispositions légales visant la transmission des titres nominatifs ne sont pas « d'ordre public ».

La validité de la clause qui écarte le mode civil de cession en imposant le transfert comme mode « obligatoire » pour la transmission des titres nominatifs, est reconnue par la jurisprudence de la Cour de Cassation :

1^o Pour les actions :

Elle ressort de l'attendu suivant :

Attendu qu'aucune disposition des statuts « n'exige » la déclaration de transfert signée sur les registres... (Motif tiré des arrêts de cassation des 27 février 1884, S. 85. 1. 321 et 10 juillet 1889 S. 90. 1. 129).

2° Et pour les obligations, du motif ci-après :

Attendu qu'une règle analogue s'applique aux obligations lorsque la société autorise leur émission sous la forme nominative « sans toutefois imposer obligatoirement que la cession ait lieu par voie de transfert ». (Motif extrait de l'arrêt de cassation du 5 janvier 1926 (S. 1926. 1. 97, D. 1926. 1. 65).

L'intérêt de l'exclusion de tout mode de cession autre que le transfert est, outre la simplification qui résulte pour la société de la tenue d'un registre unique des transmissions (registre des déclarations de transfert), l'avantage au point de vue fiscal dont bénéficient les titres nominatifs « obligatoirement » transmis par transfert.

« Le plus souvent les sociétés insèrent dans leurs « statuts une clause aux termes de laquelle les transmissions d'actions nominatives ne pourront avoir lieu « que par la voie du transfert sur les registres de la société. « Cette stipulation est licite, elle oblige tout titulaire du « titre qui veut le négocier, à employer les formes du « transfert et lui interdit les formes de la cession civile. « Si l'établissement débiteur a pris soin d'insérer cette « clause dans le cahier des charges de l'emprunt, quand « il s'agit d'obligations, elle produira le même effet à « l'égard des obligataires, et les transmissions d'obli-

« gations nominatives ne pourront être effectuées que
« par un transfert ».

(Extrait de Ch. L. Julliot, *Traité des titres nominatifs et des certificats de propriété*, tome I, p. 390 *in fine*, n° 198 ».

Mais si d'une part la société peut exclure pour ses titres nominatifs tout mode de cession autre que le transfert, d'autre part elle peut, écartant l'application de la règle de l'art. 36 C. com., imposer l'emploi du mode civil pour la transmission de ses titres.

De même que dans certains cas particuliers la loi écarte l'application de la règle de l'art. 36 C. com. de même la volonté des parties pourra aussi en écarter l'application.

1° *Dans certains cas particuliers la loi écarte l'application de la règle de l'art. 36 du Code de Commerce :*

Il est en effet, deux catégories d'actions pour lesquelles les lois du 24 juillet 1867 art. 2 et 1^{er} août 1893 art. 2 apportent une dérogation formelle à l'art. 36.

« Aux termes de l'art. 2 de la loi de 1867 les actions
« ne sont pas négociables tant qu'il n'y a pas eu verse-
« ment du quart. Par cette disposition le législateur n'a
« pas voulu interdire d'aliéner les actions mais de les
« négocier c'est-à-dire de les transmettre par les modes
« du droit commercial; aussi bien la loi s'exprime-t-elle
« formellement lorsqu'elle veut rendre un titre vraiment

« inaliénable comme par exemple dans l'art. 26 pour
« les actions des administrateurs. Ce qu'elle a voulu
« c'est supprimer la possibilité d'user de la voie du trans-
« fert. Mais supprimant le mode de cession exceptionnel
« elle laisse subsister le mode de cession de droit commun.

« De même selon l'art. 3 de la loi de 1867 (modifié
« par la loi du 1^{er} août 1893 art. 2) les actions d'apport ne
« sont pas négociables pendant deux ans. Mais elles sont
« pendant ce délai parfaitement cessibles par les modes
« du droit civil. Les travaux préparatoires sont fort
« nets dans ce sens : c'est ainsi que le rapporteur s'ex-
« primait en ces termes : « Nous ne disons pas qu'on ne
« pourra pas en disposer (il s'agit des actions d'apport
« en nature), on pourra en disposer par les voies civiles,
« seulement nous disons que ces actions pendant deux
« ans ne seront pas négociables¹¹⁰.

2^o *La volonté des parties pourra écarter l'application
de l'article 36 du Code de Commerce.*

« A côté de ces deux exceptions légales, nous admet-
« tons aussi que la règle de l'article 36 peut être écartée
« par un accord de volontés. Aucune notion d'ordre
« public, nous l'avons vu, n'intervient ici. La convention
« qui fixe les conditions dans lesquelles doivent se com-
« porter les titres peut parfaitement préciser que la
« cession par les modes civils sera seule possible¹¹⁰. »

110. Extrait de P. Timbal, De la cession des titres nominatifs par les modes du droit civil, dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1926, p. 457; voir p. 463, au milieu et p. 464.

JURISPRUDENCE

Il résulte de la jurisprudence de la Cour de cassation que l'on peut régler, conventionnellement, le mode de transmission des titres nominatifs.

Cette affirmation ressort nettement :

1^o Pour les actions de l'attendu suivant de l'arrêt de cassation du 4 décembre 1867 (S., 68. 1. 39) :

Attendu que les statuts n'ont rien réglé touchant le mode suivant lequel leur propriété (la propriété des actions nominatives) pouvait être transmise, qu'ainsi dans le silence des statuts à cet égard... »

V. attendu semblable dans arrêt de cassation du 15 mars 1870 (S. 70. 1. 271).

2^o Pour les obligations, du motif ci-après d'un arrêt de cassation du 15 décembre 1869 (S. 70. 1. 177) :

Attendu que les statuts de la société ne déterminent en aucune façon le mode suivant lequel devront être transmises les quatre mille obligations.

Dans plusieurs de ses décisions, la Cour suprême précise, disant que, notamment, le transfert peut être imposé obligatoirement à l'exclusion de tous autres modes, et ce, qu'il s'agisse de la transmission d'actions ou d'obligations nominatives.

1° En ce qui concerne les actions :

Attendu qu'aucune disposition des statuts n'exige la déclaration de transfert signée sur les registres sociaux par le cédant...

(Motif reproduit dans les arrêts de cassation suivants : 27 février 1884, S, 85, I, 321 et 10 juillet 1889, S. 90. I, 129).

2° En ce qui concerne les obligations :

Attendu qu'une règle analogue s'applique aux obligations lorsque la société autorise leur émission sous la forme nominative « sans toutefois imposer obligatoirement que la cession ait lieu par voie de transfert ».

(Motif extrait de l'arrêt de cassation du 5 janvier 1926.)

Ainsi la Cour suprême, affirmant comme on vient de le voir la possibilité de déroger conventionnellement aux dispositions légales visant la transmission des titres nominatifs, reconnaît valables, les clauses des statuts sociaux ou du cahier des charges d'un emprunt, qui règlent les conditions de transmission des actions ou obligations nominatives, et ce, quel que soit le mode imposé.

Ainsi il apparaît, de jurisprudence constante, que l'on

peut régler, conventionnellement, la transmission des titres nominatifs par dérogation au droit commun.

Parmi les modes de transmission des actions et obligations nominatives conventionnellement imposés, dont la Cour de cassation a reconnu la validité, citons :

L'endossement (S. 63. 1. 215, 2 février 1863; S. 70. 1. 177, 8 décembre 1869).

Le procédé de cession de l'art. 1690, C. civ. (D. 95. 1. 321, 4 février 1895).

La transmission s'opérant par acte sous-seing privé, ou notarié, dont il est simplement commandé de remettre un double ou une expédition à la société (S. 67. 1.39, 28 novembre 1866; S. 67. 1. 40, 3 décembre 1866).

Plusieurs de ces modes peuvent même être concurremment prévus et laissés au choix des parties (S. 90. 1. 129, 10 juillet 1889).

L'étude de la jurisprudence permet de conclure au droit de déroger aux règles prévues pour la transmission du titre nominatif.

Résumé du chapitre III.

L'art. 36, C. com., relatif à la cession des titres nominatifs n'exclut pas le mode civil de transmission, mode de droit commun de cession des choses incorporelles.

L'art. 36, qui ne vise expressément que les actions nominatives, s'applique aux obligations, car, dans ce texte, il faut voir une disposition qui se rattache à la

forme du titre et non à la nature juridique du droit que le titre constate.

On peut en dérogation aux prescriptions législatives sur la transmission du titre nominatif, régler conventionnellement le mode de cession de ce titre.

Vu : le Doyen,
H. BERTHÉLEMY

Vu : le Président de la thèse,
R. DEMOGUE

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- Essai sur la nature juridique du transfert réel et de la conversion au porteur des titres nominatifs, par M. A. WAGNER. (*Revue trimestrielle de Droit civil*, année 1930, n° 3, p. 703.)
- De la responsabilité des sociétés en matière de transfert d'actions et obligations nominatives, par M. A. WAGNER. (*Journal des sociétés*, 1910, p. 501 et suiv.)
- De la transmission de la propriété des titres nominatifs à l'égard des tiers, par M. A. WAGNER. (*Journal des sociétés*, 1922, p. 481 et suiv.)
- Note de M. WAGNER sous arrêt Cassation, 5 janvier 1926, D. 1926.1.65.
- Note de M. LYON-CAEN sous arrêt Cassation, 5 janvier 1926, S. 1926.1.97.
- Traité du Contentieux des transferts d'actions et obligations nominatives*, par M. J. BÉZARD-FALGAS.
- Comment doit-on lire l'art. 36 C. com. relatif à la cession des actions nominatives, par M. J. BÉZARD-FALGAS (*Rec. not. des Jur. Cl.* 1922).
- De la simplification des formalités du transfert, par M. J. BÉZARD-FALGAS. (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1927, p. 189 et p. 471.)
- Du titre nominatif. Nature et fonctionnement*, par M. H. MINARD. (Thèse, Paris, 1897.)
- De la cession des titres nominatifs par les modes du droit civil, par M. P. TIMBAL. (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1926, p. 457.)
- Cession civile des titres nominatifs et transmission par endos, par M. J. HAMEL. (*Revue des sociétés*, 1926, p. 253.)

- De la cession des titres nominatifs, par M. L. LEVENS. (*Revue du Notariat*, 1926, n° 21071, première partie.)
- Essai sur le titre nominatif, par M. LEVY-ULLMANN. (*Annales du Droit commercial*, 1897, p. 50 et 117.)
- Essai d'une nouvelle théorie sur le titre nominatif et le transfert, par M. JULLIOT. (*Revue trimestrielle de Droit civil*, 1904, p. 31.)
- Traité formulaire des titres nominatifs et des certificats de propriété*, par Ch. L. JULLIOT (3 tomes, 1 paru).
- Nature juridique du transfert des titres nominatifs, par M. JULLIOT, étude suivie d'une réponse de M. THALLER. (*Annales du Droit commercial*, 1904, p. 201 et 273.)
- De la nature juridique du titre de crédit (titre nominatif et transfert), par M. THALLER. (*Annales du Droit commercial*, 1907, p. 97.)
- De la cession des titres nominatifs, par M. Paul ROBERT. (*Droit financier*, 1920, p. 461.-
- De la nécessité du transfert en matière de transmission de nue-propriété d'actions ou obligations nominatives, par M. P. VÉDIE. (*Journal des Assurances*, année 1911, p. 609.)
- Transfert et mutation de titres nominatifs, par M. PRUDHOMME, notaire. (*Bulletin de la société d'Etudes législatives*, 1927, p. 138.)
- Le régime fiscal et juridique des titres nominatifs, par M. CASSIN. (*Annales du Droit commercial*, 1922.)
- Du transfert des titres nominatifs*, par M. Léon CORNÉE. (Thèse province, 1902.)
- Essai historique sur le titre nominatif et sa transmission*, par M. THUILLIEZ. (Thèse, Paris, 1901.)
- Etudes des responsabilités en matière de titres nominatifs*, par M. DHOUTAUT. (Thèse, Paris, 1908.)
- Traité du Contentieux des transferts*, par M. DUVERT.
- Traité théorique et pratique des valeurs mobilières et effets publics*, par M. BUCHÈRE.
- Traité théorique et pratique des opérations de bourse*, par M. BUCHÈRE.

Le transfert en garantie, par Jacques GUILHOT. (*La Semaine juridique*, année 1929, n° 44, p. 1171.)

Commentaires de la loi du 26 mars 1927 sur la réglementation des transferts et mutations de titres nominatifs :

Les transferts et mutations de titres nominatifs d'après la loi du 26 mars 1927 et le décret du 9 mai 1928, par M. P. ESMEIN.

Le nouveau régime des transferts de titres nominatifs et le certificat de propriété, par M. J. BÉZARD-FALGAS.

Régime des titres nominatifs d'après la loi du 26 mars 1927 par M. P. BARAZETTI. (*Annales du Droit commercial*, 1928, p. 83.)

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
Chapitre préliminaire	13
<i>Section première.</i> — Qualités exigées d'un titre de placement parfait	13
<i>Section deuxième.</i> — Etude sommaire du titre au nominatif, au point de vue des qualités exigées d'un titre de placement parfait	15
Chapitre premier. — Mode de transmission du titre nominatif	20
<i>Section première.</i> — Raisons pour lesquelles le mode civil de transmission (art. 1690) ne pouvait convenir au titre nominatif	21
<i>Section deuxième.</i> — Le transfert. Terminologie. Mécanisme.	29
<i>Section troisième.</i> — Le transfert est le mode de transmission des choses incorporelles (art. 1690 C. civ.) adapté au titre nominatif (nature juridique du transfert)	36
Chapitre deuxième. — Domaine d'application du mode civil en matière de transmission du titre nominatif	70
<i>Section première.</i> — Cas dans lesquels la transmission du titre nominatif se fait « obligatoirement » par le mode civil	70
<i>Section deuxième.</i> — La cession par les voies civiles est employée dans certains cas pour lesquels le transfert n'est cependant pas prohibé; étude de ces cas, et raisons de cet emploi du mode civil	78
<i>Section troisième.</i> — De l'examen de la question de l'emploi généralisé du mode civil en matière de transmission de titres nominatifs. L'emploi du mode civil par préférence au transfert est-il souhaitable ?	83
Chapitre troisième	118
<i>Section première.</i> — L'art. 36 C. com. relatif à la cession des titres nominatifs, exclut-il tout autre mode de cession que le transfert ?	118
<i>Section deuxième.</i> — L'art. 36 C. com. qui ne vise expressément que les actions nominatives, s'applique-t-il aux obligations nominatives ?	159
<i>Section troisième.</i> — Du droit de déroger aux règles prévues par la loi pour la transmission du titre nominatif	171

Bordeaux. — Impr. J. BIERE, 18, rue du Peugue. — 1931.
